3 1761 07986095 3

30e Edition.

GÉNÉRAL ***

Plutarque
n'a pas menti

RENAISSANCE DU LIVRE
BOULEVARD SAINT-MICHEL, 78 — PARIS

PLUTARQUE N'A PAS MENTI

GÉNÉRAL ***

PLUTARQUE N'A PAS MENTI

La reconnaissance envers les Grands Hommes est la marque des peuples forts.

PARIS
LA RENAISSANCE DU LIVRE
78, Boulevard Saint-Michel, 78

D
523
P58
1921

LIBRARY
NOV 27 1964
UNIVERSITY OF TORONTO

944178

A MES CHEFS

A mes camarades,

Officiers de carrière et de complément,
A l'Armée de la Victoire tout entière
Je dédie ce livre
inspiré
par l'admiration, par l'affection et par
la confiance dans l'avenir de la France.

PRÉFACE

Répondre à un livre tel que le Plutarque a menti *de Jean de Pierrefeu peut sembler une tâche aisée.*

C'est ce que j'avais pensé tout d'abord.

A l'étude, j'ai changé d'avis.

Ce livre est rempli de contradictions si nombreuses et si apparentes qu'on se trouve désarmé en le voulant réfuter. Il est démontré ici que telle décision du commandement fut mauvaise et, là, l'auteur prouve péremptoirement que c'est ce qui fut fait qu'il fallait faire.

Les arguments, pour qui sait le métier, sont parfois d'une naïveté qui démonte, et souvent des erreurs fondamentales sont à la base des discussions les plus graves.

Bref, je n'ai pu m'empêcher, en commençant à écrire ce livre, de penser à la réflexion que fait le maître Fustel de Coulanges à propos de la lutte des civilisés contre la société ou barbare ou désorganisée.

De telles sociétés, dit-il, « sont toujours un dangereux voisinage. Si faibles qu'elles soient, elles ont toujours la faculté de nuire. Incapables de rien

fonder chez elles, elles peuvent détruire ce qui est à leur portée. Il n'est pas d'empire, si fortement constitué qu'il soit, qui puisse vivre en sûreté à côté d'elles... »

La lutte contre cette société ne peut pas être égale.

« ... On ne peut savoir ses desseins puisqu'elle-même n'en a pas d'arrêtés. On ne sait où sont ses forces, puisqu'elles se déplacent toujours. On ne peut la frapper à son centre et à son cœur puisqu'elle n'a pas de capitale ! »

Je ne songe certes pas à traiter de barbare mon camarade Jean de Pierrefeu, qui est bien le lettré le plus civil et le plus civilisé que je connaisse. Loin de moi cette pensée. C'est son œuvre qui est vraiment barbare.

J'ai, en maniant le « scalpel de la critique », cherché vainement à pénétrer les desseins que recèle ce livre acerbe, à découvrir les forces qu'il met en action, à en trouver le centre, le cœur, la capitale ! Peine inutile, parce qu'une page défait ce que l'autre a fait.

Par contre, j'ai vérifié que la thèse exposée — si thèse il y a — est incapable de rien fonder et peut beaucoup détruire. Elle constitue un danger d'autant plus grave qu'émise par un auteur attachant mais incompétent, elle s'adresse à des lecteurs non avertis qu'elle ne peut manquer de séduire.

Là est le danger, et c'est ce danger que j'ai voulu conjurer en renonçant à une critique de détail impossible à réaliser dans un seul volume et en me bornant à dresser, en face d'un tableau cubiste, un por-

trait aussi fidèle que possible, dans la manière des peintres de métier, de la réalité vraie.

Le lecteur me pardonnera la technicité qu'il trouvera dans ce livre. Je l'ai réduite à la plus juste mesure.

GÉNÉRAL ***.

PLUTARQUE N'A PAS MENTI

AVANT-PROPOS

Il y a deux mois aujourd'hui, je rentrais chez moi après avoir passé une excellente soirée au milieu de mes anciens chasseurs.

Ayant déposé mon glaive et dégrafé ma tunique, j'aspirais avec délices les dernières bouffées d'une ultime cigarette en songeant à toutes les belles actions que nous venions d'évoquer, mes fidèles et aimés compagnons d'armes et moi-même.

Ma pendule sonna les douze coups de minuit ; j'allais quitter mon fauteuil, lorsque M. D. F. II vint s'installer sur un coin de la cheminée, semblant poursuivre, avec la Victoire qui y est installée, une conversation interrompue par mon retour.

Car j'ai ceci de commun avec mon ami Jean de Pierrefeu, que je possède, moi aussi, un démon familier qui ne me quitte guère et une Victoire qui trône sur ma cheminée.

Mais il y a entre nous une différence. C'est que mon démon familier (je l'appellerai M. D. F. II, afin qu'il n'y ait pas de confusion possible avec celui de Pierrefeu que nous nommerons M. D. F. Ier.

Je demande pardon au Ministre de la Guerre d'utiliser pour une fois les abréviations qu'il a proscrites. Je les emploie pour éviter au typographe un travail inutile et pour procurer à mon éditeur une économie de papier). C'est, dis-je, que M. D. F. II n'est pas un lutin ordinaire. C'est un démon sérieux qui n'admet pas la plaisanterie et qui sait fort bien manier la cravache pour me pousser et pour me maintenir dans la bonne voie. Si je lui faisais des infidélités comme vient d'en faire Pierrefeu à M. D. F. Ier, ma vie ne serait plus tenable.

Quant à la Victoire de ma cheminée, c'est un magnifique cadeau que me firent mes braves poilus après l'armistice. Contrairement à la Victoire de Samothrace du dit Pierrefeu, qui, n'ayant plus de tête, ne saurait avoir de cervelle, ma victoire a la tête énergique que fit Rude à sa *Marseillaise*.

Hélas ! lors de mon dernier déménagement, en 1919, ses ailes ont été brisées. C'est une Victoire aptère.

Mais c'est un accident qui peut être réparé, et le jour viendra où un artisan habile lui refera des ailes, tandis que jamais aucun artisan ne pourra rendre à la victoire de Samothrace la tête qu'elle a perdue.

Donc : M. D. F. II, du haut de son piédestal, me fit son signe habituel. Il voulait causer. N'osant pas refuser cette conversation tardive, je consentis à écouter mon compagnon le plus cher.

M. D. F. II. — Je viens d'en apprendre de belles.

Mon ami M. D. F. Ier est exaspéré, disons même désespéré. Son patron lui échappe. Bien qu'il lui répète toute la journée : « Tu es un sot. Tu es un sót », le patron ne veut rien entendre. Il va faire des sottises.

MOI. — Ceci m'étonnerait beaucoup. Je connais assez le patron de ton ami pour n'en rien croire.

M. D. F. II, *rageur*. — Alors tu ne veux pas me croire?

MOI. — Je ne dis pas cela. Mais de quoi s'agit-il?

M. D F. II. — Il s'agit naturellement d'un livre qui est presque terminé et qui fera un terrible esclandre. Sous le fallacieux prétexte de dire la vérité aux peuples assemblés, ton ami va démolir la réputation de tes grands chefs militaires.

MOI. — Tu es un gobeur, mon cher démon. Une chose semblable est impossible, surtout au moment où nous sommes. L'auteur est trop intelligent et trop fin pour cela. L'heure serait vraiment mal choisie.

M. D. F. II. — Et pourtant cela est. D'ailleurs, puisque tu ne veux pas me croire, je vais appeler mon ami M. D. F. Ier. Tu entendras de sa propre bouche des vérités qui te feront pâlir.

Ayant ainsi parlé, mon démon fit un signe cabalistique et, l'instant d'après, l'autre démon, j'ai nommé le célèbre M. D. F. Ier, vint s'asseoir sur le coin disponible de la cheminée.

Entre ces deux lutins, ma Victoire faisait une singulière figure et semblait regretter de n'avoir plus les ailes qui lui eussent permis de s'envoler.

Moi. — Mon cher M. D. F. Ier, raconte-moi, je te prie, cette histoire qui te désole à si juste titre, si tant est que le récit de ton ami soit exact.

Et M. D. F. Ier me raconta ces dialogues que son maître a reproduits tout au long dans son livre, ce qui me dispense de les narrer à mon tour. Quand il eut fini :

Moi. — Permets-moi, cher démon, de te poser une simple question. Où ton maître a-t-il acquis cette compétence dans les choses militaires qui lui permet de juger des hommes et des événements avec une telle assurance?

M. D. F. Ier. — Tu sais bien qu'il a passé presque entièrement les longues années de la guerre au G. Q. G., secteur I. C'est là qu'il a tout vu et tout appris.

Moi. — Je l'y ai rencontré quelquefois, il est vrai, lors de mes rares visites dans le sanctuaire. Mais, outre que ses fonctions de rédacteur en chef du communiqué ne le mettaient pas à même de développer une science dont il ne possédait pas les premières notions, il m'a semblé qu'il n'avait pas accès dans les bureaux les plus importants. Alors?

M. D. F. Ier. — Les occasions d'apprendre ne lui ont pas manqué.

Moi. — D'accord. Mais nous savons tous le crédit qu'il faut accorder aux conversations de ce genre, tenues entre la poire et le fromage, par des hommes qui sont heureux de se détendre un peu en gasconnant, en gibernant entre camarades, et en cassant — militairement — du sucre sur la

tête de leurs chefs. Cela n'a pour nous ni importance, ni conséquence. Mais encore?

M. D. F. Ier. — Il est, tu ne l'ignores pas, doué d'un grand bon sens.

Moi. — J'entends bien. Il est certain que le bon sens permet de juger sainement des grandes choses de la tactique et de la stratégie. Mais le bon sens ne suffit pas.

Je prétends en posséder une certaine dose.

Que dirait ton maître si j'allais me mêler de faire la critique dramatique et littéraire dans aquelle il excelle?

M. D. F. Ier. — Ce sont là chasses gardées.

Moi. — Hélas ! Les choses militaires constituent des chasses banales. Le premier venu y vient tirer des coups de fusil, quitte à se tromper de gibier et même à tuer ses voisins.

Je n'ignore pas non plus que tous les habitués du Café du Commerce font de la grande tactique et livrent de furieux combats avec des allumettes qu'ils manœuvrent sur le marbre. Est-ce là besogne utile, besogne intelligente, besogne sérieuse?

Ton maître lui-même le nie. A-t-il donc des lumières particulières?

M. D. F. Ir — Point n'est besoin. Il a l'esprit critique; et cela suffit. De sa lame aiguë, la critique tâte les jointures des pièces les mieux montées. Elle ne tarde pas à constater d'étranges lacunes, des solutions de continuité. Et, quand elle a tout démonté, chacun peut voir les morceaux, ce qui est d'un intérêt palpitant.

MOI. — Ton critique est-il au moins capable de remonter les pièces dans un ordre nouveau pour constituer une machine qui marche? Propose-t-il une solution meilleure et nouvelle?

M. D. F. Ier. — Cela n'est pas son affaire.

MOI. — Dans ce cas, mon cher démon, je pense que... la critique est aisée, mais l'art est difficile.

M. D. F. Ier. — Vieille balançoire !

MOI. — Si tu deviens insolent, retire-toi, démon, et va dire à ton maître que j'irai, malgré la science que je possède et qui ne suffit pas, consulter les grands augures avant de lui répondre.

(*Exit* M. D. F. Ier.)

M. D. F. II. — Mon maître, tu as grand tort de renvoyer mon ami. Tu aurais pu apprendre de lui bien des choses encore et connaître, par exemple, les vraies raisons quoi font qu'un homme ose affirmer que Plutarque a menti.

MOI. — Ceci ne présente pour moi aucun intérêt. Je manie l'épée, et non le scalpel.

M. D. F. II. — Tu t'engages à ton tour dans une voie dangereuse et tu risques de te faire scalper. Mais tu as raison. Je t'aiderai de tout mon pouvoir diabolique.

MOI. — Merci, ami, notre affaire est bonne.

M. D. F. II. — Que désires-tu?

MOI. — Puisque Plutarque est mis en cause, je voudrais entrer en relations avec lui.

M. D. F. II. — Rien n'est plus simple. Va dormir. Je cours, je vole et je reviens demain.

. . . . . .

Mon sommeil fut calme comme celui de Condé avant Rocroy et celui de Joffre avant la Marne. Toutefois, je rêvais que j'étais bien audacieux d'entreprendre une tâche ardue pour laquelle je n'étais nullement qualifié, ayant le malheur d'être tout à la fois breveté, chef d'un 3e Bureau et chasseur à pied.

PREMIÈRE PARTIE

LES PROTESTATAIRES

I

Le lendemain, donc, mon démon n'ayant pas perdu son temps, je reçus du dévoué secrétaire — tous les secrétaires sont dévoués — du *Bulletin métapsychique*, une convocation en bonne et due forme.

Je me hâtai fébrilement vers le lieu du rendez-vous. Bientôt je fus enfermé dans un cabinet noir qui, d'après ce qui me fut dit, est l'antichambre de l'Au-delà !

Les bruits de la terre s'étaient éteints comme les lumières. Je ne voyais rien, je n'entendais rien. J'allais tout savoir.

En effet, l'ombre de Plutarque apparut. Comment dépeindre cet homme, illustre et tant calomnié?

Si mes souvenirs sont exacts, il avait le crâne de M. Lavisse, les yeux malicieux de M. Hanotaux, la barbe de Louis Madelin, les fossettes de M. Thiers avec ses lunettes et le sourire énigmatique de Renan.

Au demeurant, un ensemble composite, mais sympathique.

Et Plutarque parla.

— Comment, s'écria-t-il, d'un ton mélodramatique, un mortel ose m'accuser d'avoir menti ! Cet homme prétend qu'il n'y a pas de grand homme !

« Qu'est-ce donc qu'un grand homme ?

« C'est d'abord et tout simplement un homme avec tous ses défauts, avec toutes les imperfections inhérentes à sa nature. Par conséquent, pour le critique, la lame aiguë de son scalpel trouvera toujours un coin par où passer.

« Tous ces personnages auxquels l'humanité reconnaissante a dressé des statues, et parfois des autels, sont bien petits pour celui qui veut les disséquer, connaître leur structure physique, leur intelligence, leur cœur, et surtout les mobiles qui les ont fait agir.

« Si l'enquêteur veut analyser le sujet, il trouvera toujours l'homme, et souvent un bien petit esprit d'homme.

« Il n'y aurait plus, à ce compte, de grandeur humaine, et tout individu qui dépasse la commune mesure rentrerait aussitôt dans la masse amorphe et anonyme.

« Pourtant, il est des hommes qui sortent du commun. Ce sont ceux qui ont, par l'idée, par la pensée ou par l'action, enrichi le capital de l'humanité. La voix du peuple qui erre parfois, mais qui, dit-on, est la voix de Dieu, ne s'y trompe pas.

« C'est à l'œuvre qu'elle juge l'artisan.

« Le procédé, les tâtonnements, les expériences et les erreurs lui importent peu.

« D'ailleurs, vous avez, — vous Français — érigé un temple sur le fronton duquel vous avez inscrit ces mots :

« Aux grands hommes, la Patrie reconnaissante. »

« Allez-vous, si vous adoptez les conclusions de mon accusateur, chasser du temple les cendres des morts qui y reposent dans la gloire ? Allez-vous désaffecter et démolir votre Panthéon ?

« S'il n'y a plus de grands hommes, et si l'ingratitude, envers ceux qui furent qualifiés tels, est vraiment la marque des peuples forts, vous qui voulez être forts, chassez du temple les clients que vous y avez mis. L'oserez-vous? »

L'ombre de Plutarque était en proie à une ter, rible excitation. Je m'efforçai de calmer ses alarmes et lui demandai de me dire ce qui se passait au séjour des morts.

Plutarque reprit :

— Il est, au bord du Styx, une allée magnifique que l'on dénomme les Champs Élyséens. Tout en haut de cette avenue, dans un palais superbe, habitent les ombres de ceux que les nations diverses appellent, sur la terre, « les Poilus inconnus ». Depuis le dernier cataclysme, ceux-là sont considérés par nous comme les plus grands parmi les plus grands, puisqu'ils incarnent la Vertu du Sacrifice du Peuple dont ils sont les élus. Dans le monde des morts, où les passions humaines ont

disparu, nous n'avons pas passé au crible les actions de ces « Inconnus ». Nous n'avons pas recherché si l'un était mort noblement et l'autre sans grandeur ou sans mérite, si tel avait le cœur bien placé et tel autre n'en avait pas ! Nous avons souscrit au choix des vivants, bien que ce choix eût été fait volontairement dans une obscurité complète. Nous avons accueilli ces morts que vous nommez grands, et nul critique n'oserait y toucher, ni chez vous ni chez nous. L'ingratitude des peuples forts n'ose pas aller jusqu'à l'impiété !

Mais les autres, qui furent grands sur la terre, qu'en faisons-nous?

Je suis obligé de confesser — quand bien même cela devrait déplaire au critique — que, depuis ma descente aux Enfers, j'ai à remplir un rôle ingrat, mais très important.

En effet, dès mon arrivée, la Pléiade des hommes illustres dont j'ai écrit l'histoire, et dont les noms avaient figuré jusqu'à ce jour dans la galerie que mes successeurs complètent au cours des temps, la Pléiade m'a confié le rôle de concierge à l'entrée de l'avenue réservée aux grands hommes.

Comment ai-je reçu un tel honneur?

Parce que les grands hommes qui furent des forts n'ont pas eu d'ingratitude envers celui qui les avait imposés à l'admiration des générations humaines. Ceux qui m'avaient précédé dans le sombre séjour m'ont élu. Et puis, par l'effet de l'ancienneté — principe cher aux militaires — ou par celui de la reconnaissance pour la façon gra-

cieuse avec laquelle j'ai accueilli les nouveaux venus, peut-être même parce que personne ne se soucia de prendre ma place, je suis toujours en fonction.

Mais je vais démissionner. Puisque j'ai menti, mon jugement ne vaut plus. Un critique prendra ma place avec son scalpel, à moins que ce ne soit quelque Saint-Simon avec l'ombre d'un mauvais estomac.

Et pourtant, je vous l'assure, je savais filtrer les grands hommes. Ne croyez pas que ceux qui sont admis dans le Bois Sacré sont en nombre égal à ceux dont les effigies garnissent les avenues, les squares ou les musées des humains.

Je n'admets que les grands hommes authentiques, et bien des immortels — ceci dit pour plaire à Jean de Pierrefeu — n'ont pas obtenu licence d'entrer.

Comme l'enceinte est gardée par les Spartiates de Léonidas, par les Légionnaires de César, par les Grognards de Napoléon, par les Poilus de la Grande Guerre comme par les élèves de Descartes et par les admirateurs de Pasteur, sans parler de la clientèle de tous les autres, ma police est bien faite.

Chez nous, il n'y a pas de cohue. Les véritables grands hommes sont rares, mais il y en a, comme il y a des saints, et Plutarque n'a pas menti.

Non, il n'est pas permis de dire, parce que c'est faux, qu'aucun homme n'est meilleur qu'un autre. Pour ne nous occuper que des événements récents

je ne crains pas d'affirmer que notre critique n'en a pas compris la grandeur.

Il les ramène aux proportions des événements passés, qui ne leur sont pas comparables.

Il ne saisit pas que, dans ce conflit, il ne s'agissait plus d'une lutte de nation contre nation ou de despote contre tyran, mais bien du droit des peuples à l'existence et du heurt de deux principes fondamentaux de l'organisation sociale : autocratie et démocratie ; que, dans une telle affaire, la collectivité, qui seule importe, a pourtant besoin d'une tête pour la diriger dans cette expérience colossale, mais scientifique tout de même, que fut votre guerre.

Et quand on songe à l'esprit de prévision qui doit animer les hommes, à tous les efforts immenses qu'il fallut réaliser pour pouvoir entretenir, soigner, évacuer et faire agir les peuples en armes, et que, malgré l'harmonie des prévisions, tout dépendait de l'exactitude des réalisations, comment peut-on dire à un homme : « Tu n'es pas grand malgré que tu aies réussi, parce que moi qui parle après que les faits sont venus me permettre de juger de toutes choses, je m'aperçois que tu t'es trompé ce jour-ci et que tu as échoué ce jour-là ! »

Allons ! c'est mal juger que de reprocher à l'homme ses erreurs et ses oublis, alors qu'il a triomphé de tous les obstacles et que l'on sait bien qu'il ne peut exister dans l'humanité tout entière, passée, présente et future, un cerveau génial assez

puissant pour penser à tout, pour prévoir tout et pour réussir toujours.

« Les grands généraux n'ont pas toujours été victorieux ! » disaient les Latins.

La tâche immense dépassait les possibilités de l'homme.

Vous avez trouvé quelques hommes qui ont conduit au port toute une flotte contre vents et marées, au travers des embûches de l'ennemi, malgré les coups du sort, et, loin de les proclamer heureux et grands, vous leur reprochez d'avoir perdu du temps, d'avoir laissé à la pointe d'un récif quelque esquif ou quelque bateau. Vous remerciez le Destin, sans penser que ces hommes-là ont précisément le mérite d'avoir forcé la fortune et que celle-ci ne vient qu'à ceux qui la violentent ! Vous copiez Tolstoï. Il y a mieux à faire !

Vraiment vous êtes ingrats, mais vous n'êtes pas forts, car nous ne voyez des grands événements que les menus faits et des grands hommes que les petits côtés.

Ce qui vous intéresse, c'est de savoir si l'un avait un bon sommeil ou l'autre des cauchemars ; si celui-ci gesticule en parlant et si celui-là conserve son masque glacé !

Qu'est-ce que cela peut faire à l'Histoire?

Et croyez-vous que cela importe à la postérité qui sera seule juge?

Je comprends qu'à ce compte aucun de vos grands hommes ne résiste à la critique puisqu'il est homme.

Et enfin pourquoi vous attaquez-vous seulement aux grands chefs militaires? Il n'y a donc eu qu'eux de grands durant votre guerre? Il me semble qu'il est aussi des civils qui eurent quelque mérite !

Mais laissons cela. J'ai dit. Et je rentre pour rendre mon tablier.

MOI. — Plutarque, je vous en supplie, renoncez à ce projet, sinon, grands Dieux ! que se passera-t-il aux Enfers désormais si l'entrée des grands hommes n'est plus gardée par une ombre ayant votre expérience et votre compétence? Je tremble que la foule des faux grands hommes n'envahisse l'illustre séjour !

PLUTARQUE. — J'ai menti. Il n'y a que de petits hommes.

Vainement j'essayai de retenir par l'ombre de son tablier l'ombre de Plutarque.

J'étais seul dans l'antichambre de l'Au-delà.

II

J'allais sortir quand apparut le spectre d'un guerrier inconnu.

— Je suis, me dit le Héros, Alexandre le Grand. Le vulgaire ne sait guère de moi que la façon dont je domptai Bucéphale et celle dont je tranchai le nœud gordien; quant à mes campagnes admirables, nul ne les connaît. N'en parlons donc pas.

Il suffit d'ailleurs à ma gloire d'avoir résolu par le sabre le difficile problème du nœud gordien.

Tant d'hommes avaient bafouillé devant cette énigme comme les prédécesseurs d'Œdipe bafouillèrent devant le Sphinx et comme tant de vos contemporains sont en train de bafouiller devant d'autres problèmes.

Je suis venu et j'ai tranché.

Je suis grand et demeure grand parce que j'ai su prendre la décision qu'il fallait. Je n'ai pas bavardé, j'ai agi.

Reprocherez-vous à vos grands hommes de m'avoir imité?

— Certes non, ô grand Alexandre ! m'écriai-je.

III

Puis César se présenta. Celui-là, je le reconnus tout de suite; et, bien que je lui aie conservé une dent tant pour sa conduite envers notre Vercingétorix que pour les mauvaises notes que me valut jadis la traduction des *Commentaires*, je le saluai respectueusement.

— Je suis, dit-il, accusé de perfidie !

Il faut vraiment être fol pour baptiser d'un si vilain nom le fait, pour un guerrier, de tromper son adversaire. Vous admirez la feinte dans le jeu de l'escrime et la blâmez à la guerre. Mais la guerre n'est pas un jeu d'enfant, c'est une terrible chose. Le résultat seul importe quand il s'agit du salut de la Patrie.

On dit aussi que je n'étais pas un militaire de

carrière lorsque je vins dans ce pays récolter des lauriers ! C'est jouer sur les mots. Les Romains de ma race et de mon temps étaient avant tout des soldats.

Je fus donc guerrier avant tout. Et s'il m'a fallu des années de commandement pour devenir le grand homme que vous savez, je dois avouer que mes expéditions ressemblèrent beaucoup plus à vos guerres coloniales qu'à celle que vous venez de faire.

Et je déclare sincèrement, en vrai Romain, qu'il m'eût fallu beaucoup plus de temps pour me préparer à jouer le rôle d'un Foch ! Ni ma brillante intelligence, ni mon jugement ferme, ni ma volonté souple et lucide n'eussent suffi pour cela. J'aurais pu être porté comme citoyen au premier rang avec ces qualités ; si je n'avais pas acquis la science militaire, je n'aurais pu monter au faîte de la gloire guerrière et j'aurais pu dire :

Veni, Vidi;

il est douteux que j'aie pu ajouter : *Vici* !

IV

Puis ce fut la longue théorie des protestataires menacés dans leur apanage de gloire, qui défila devant moi.

Turenne affirma qu'il avait pour habitude de ne rien laisser au hasard.

Condé jura que sa fougue intempestive forçait le Destin.

Voltaire (car les civils parurent aussi) parla en faveur de son ami le roi de Prusse et de son protégé le roi de Suède.

Rousseau vanta l'homme en général et l'œuvre de Rousseau en particulier.

Et, comme l'Enfer purifie les âmes et dissipe les rancunes, les Royalistes glorifièrent les Révolutionnaires et les Révolutionnaires admirèrent les Royalistes.

William Pitt regretta de n'avoir pas connu l'Entente Cordiale, mais se drapa dans sa dignité britannique et retint dans sa main crispée les lauriers conquis par son pays sur le nôtre. Il protesta violemment contre l'accusation de lenteur et d'incompréhension portée contre l'Angleterre et déclara qu'il est faux de dire que ses fautes mêmes font qu'elle parvient à ses fins.

Quant à Wellington, il voulut bien me dire que son entêtement britannique ne lui eût en rien servi si Ney, plus entêté que lui, avait tourné la position de la Haie Sainte au lieu de venir se briser contre elle. Il protesta, lui aussi, contre l'accusation d'avoir eu la compréhension lente, disant très simplement qu'il s'était battu à l'endroit où se livrait la bataille et que si elle eût été transportée ailleurs, il y serait allé. Mais un Anglais ne se dérange jamais inutilement.

J'arrête là ma nomenclature, car je n'en finirais plus s'il fallait nommer tous les protestataires.

Ce fut une belle levée de boucliers ! Mais tout s'efface devant l'ombre de Napoléon.

V

— Je proteste, dit l'Empereur, avec sa vivacité coutumière. Je vous ordonne de démentir l'interwiew qu'un jeune et célèbre auteur prétend avoir obtenu de moi. Je ne daigne parler des choses de la guerre qu'avec ceux qui les peuvent com prendre.

Dites ensuite que je n'aurais pas songé, si l'entretien avait eu lieu, à pincer l'oreille de mon interlocuteur. C'est là une faveur que je réservais à mes grognards couverts de brisques. Je ne la prodigue pas, et seuls vos poilus ou leurs ombres y ont droit. Que les autres se le tiennent pour dit.

Qu'est-ce ensuite que toutes ces sottises que met dans ma bouche un auteur qui m'ignore ?

Pourquoi veut-il que j'aie aimé la guerre pour la guerre? Cet homme instruit ne sait donc pas que mes adversaires ont eu envers moi la conduite que les Allemands ont en ce moment même envers vous, et que les traités que j'ai imposés n'ont été par eux considérés que comme des chiffons de papier?

Ah ! que n'aurais-je pas donné pour garder sans guerre la France de la paix d'Amiens ! Le monde aurait vu ce que j'aurais fait d'elle, et c'est ce qu'a compris l'Angleterre. Devant la puissance de la

Révolution française, que j'incarnais et dont j'aurais profité pour développer la prospérité pacifique de ce pays, l'hypocrisie anglaise s'est dressée, et l'or anglais semé à pleines mains m'a suscité une foule d'ennemis.

Les plus grands impérialistes qui aient jamais existé m'ont accusé d'impérialisme comme on continue à accuser votre France ; et l'Europe, trompée par une propagande effrénée, grisée par l'appât du gain, s'est dressée contre moi comme elle se dressera demain contre vous si vous n'y prenez garde.

Les voilà, les responsables de mes guerres. Et comment ne sortirais-je pas furieux de mon tombeau quand on me fait dire que rien ne vaut la guerre pour rendre heureux les peuples?

Pouvez-vous croire, ô mortels, que le peuple français m'eût donné son cœur et son sang s'il n'avait pas senti que la flamme qui me dévorait était celle-là même dont il brûlait et que la France était ma passion?

Oui, général, je couchais avec elle ! Et cette maîtresse passionnément aimée m'a voué un amour passionné !

Je serais un monstre sanguinaire et l'homme des tueries sans fin ! Que les incompétents lisent ma correspondance. Ils verront à chaque page les conseils que je donnais à mes généraux ; les semonces que je leur adressais quand ils avaient commis quelque maladresse et fait inutilement couler le sang.

Assurément, les batailles coûtent cher ; mais je n'en ai livré aucune, à moins d'y être forcé, sans avoir réuni dans ma main tous les atouts, et, par la concentration violente de mon attention, laissé au Destin la part la plus minime.

Non, je n'ai jamais fixé à l'avance le terrain ou le point où je battrais l'ennemi. Comment l'aurais-je su? Je n'étais pas un devin. Je cherchais l'ennemi. Je l'accrochais lorsque je le rencontrais et je le battais parce que j'avais sur lui, au point voulu et au moment voulu, la supériorité du nombre et celle des moyens. Tout le reste n'est qu'enfantillage et contes de bonne femme pour les gens qui ne savent rien.

Qu'est-ce encore que cette histoire d'État-Major de fonctionnaires?

Je n'ai jamais possédé d'État-Major parce que le temps m'a manqué pour en former un. Que de choses auraient changé de face si j'avais eu le loisir de me constituer un corps d'État-Major comme celui dont ont disposé vos grands chefs, et si j'avais pu avoir auprès de mes maréchaux de bons agents de liaison comprenant mes ordres et traduisant fidèlement ma pensée. C'est parce que la guerre les dévorait au fur et à mesure que je les formais qu'ils m'ont tant manqué. Si j'avais eu de telles gens, Bernadotte eût attaqué à Iéna, Soissons ne se fût pas rendu en 1814 et Grouchy serait arrivé à temps à Waterloo.

Mais j'étais obligé de penser à tout, de veiller à tout, et Berthier, qui fut un bon chef d'État-Major,

n'avait qu'à transmettre fidèlement mes ordres, ce qu'il fit à la perfection.

Les détracteurs de votre État-Major auront beau le calomnier. Ce sont des inconscients ou des jaloux. Ils ne savent pas ce qu'ils disent et ne connaissent rien à l'affaire dont ils parlent.

Le fameux maréchal de Moltke se plaisait, vers sa fin, à répéter : « Les Français auront beau faire, ils n'auront jamais un Grand État-Major comme le nôtre ! »

Non, certes vous ne l'avez pas eu, cet État-Major, mais vous avez eu infiniment mieux, et votre grande École de Guerre peut à bon droit s'enorgueillir des officiers qu'elle a donnés à l'armée. Dans ce dur métier d'État-Major, le dévouement ne suffit pas, il faut la science du métier, et cette science ne s'acquiert ni en quelques jours ni en quelques semaines.

Enfin, que signifie ce discours qu'on me prête sur le front continu « qui n'est pas l'effet du hasard, car à la guerre tout est prévu »? Qu'est-ce que cela veut dire? Qui donc ne sait pas que le front continu, que nul dans aucun camp n'avait prévu, est la suprême trouvaille du génie allemand pour faire que les armées de mon triste cousin Guillaume puissent éviter la défaite en se cramponnant au sol? Qui ose dire que les Français ont été heureux de voir s'établir cette ligne de tranchées devant laquelle ils durent s'arrêter pour s'enterrer à leur tour?

Et que valent toutes ces divagations sur la sen-

timentalité, sur l'art de détruire et les bienfaisants effets du massacre?

Mais vous savez bien, général, que tous mes efforts, durant mon règne si court, ont tendu à me constituer un matériel de guerre, et que je n'ai eu ni le temps de le faire construire, ni l'argent nécessaire pour y parvenir.

Les civils ignorent cela. De même, ils ne voient pas les raisons qui me faisaient rassembler d'immenses batteries et combiner savamment l'emploi de mes moyens pour obtenir, d'un coup, la bataille courte et décisive qui, avec le minimum de pertes, me donnait le maximum de résultats en amenant à bref délai la fin d'une campagne.

Non, vraiment, cet auteur n'a rien compris à mon œuvre ni à moi-même.

Il divague. Folie pure que tout cela. Dites, monsieur, à cet homme que l'Empereur n'est pas content de lui et que, loin de songer à lui pincer l'oreille, il la lui tirera proprement si jamais il peut l'atteindre.

A ces mots, l'Empereur se leva plein de fureur, criant que sa grande ombre était la victime d'une supercherie métapsychique et d'un mystificateur.

VI

J'ai reçu la lettre que voici d'un candidat à l'École de Guerre :

« Paris, 12 mai 1923,

« Mon général,

« Dans un livre fameux qui vient de paraître, je lis une prière à l'usage des candidats à l'École de Guerre.

« Le dernier couplet de ce cantique, dont je ne saisis pas toute la saveur, sans doute parce que je ne suis pas encore breveté, est ainsi conçu:

« Puisses-tu, sans chercher si loin la gloire,
« jeune guerrier au cœur vaillant, te souvenir que
« les Thermopyles de la France sont au moulin de
« Valmy! »

« Je pense, mon général, que vous serez d'accord avec moi pour trouver à ce couplet un air vieillot; il sonne mal à nos oreilles.

« L'excellent Monsieur Prudhomme n'aurait pas mieux dit.

« Il ne manque à l'invocation que « le sabre de mon père » et « la croix de ma mère »!

« Et puis vraiment, en fait de Thermopyles, le choix de Valmy sur son plateau dénudé, loin derrière les défilés de l'Argonne, me paraît assez bizarre. Sur ce terrain, Léonidas n'eût pas résisté longtemps avec ses six cents Spartiates, car il eût été entouré, coupé, tourné et massacré. Singulières Thermopyles que Valmy et les collines de la Lune!

« Enfin, j'estime que ces Thermopyles sont vraiment un peu loin dans l'intérieur du pays. Il faut, pour en arriver là, que nous ayons perdu Metz et Verdun. C'est beaucoup nous demander.

« Je préfère à l'avenir placer nos Thermopyles — — si tant est qu'on puisse parler de façon aussi grandiloquente — sur le Rhin, ou du moins en Rhénanie. »

X. Y.

Je partage entièrement l'avis de ce jeune guerrier au cœur vaillant et, si j'ai un conseil à donner aux candidats à l'École de Guerre, c'est de ne pas adopter la formule de prière qu'on veut leur imposer. Sinon, ils sont bien certains d'être refusés à l'examen.

Je n'ajouterai qu'un mot à la lettre ci-dessus pour dire que je comprends mal l'ironie quand un Français parle de la victoire de la Marne, quand il reproche au général en chef de n'avoir pas remporté sur l'Aisne une nouvelle et décisive victoire alors qu'il n'est pas sans savoir que la cause essentielle en est le manque de munitions et l'éreintement de nos vaillantes troupes. C'est un sujet de plaisanterie qui me serre le cœur.

Enfin, puisqu'il faut tout dire, nos grands chefs avaient si bien compris le secret du sol natal qu'ils étaient décidés, ayant échoué sur la frontière, à défendre ce sol à l'endroit qu'il faudrait, sur la Seine, sur la Loire et même au delà.

Les armées de la Défense Nationale l'ont fait en 1870 et ont sauvé l'honneur de la France. Si jamais nous étions de nouveau vaincus, nous saurions les imiter. Les Boches n'ont pas eu ce courage, puisqu'ils ont capitulé dès qu'ils ont vu

que nous allions pénétrer en vainqueurs sur leur territoire.

Jeune camarade candidat à l'École de Guerre, élève ton âme et travaille. Surtout, apprends à connaître l'Histoire de ton pays et à aimer les grands hommes qui font sa gloire.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA CASTE MILITAIRE

I

Qui dit « caste » dit société fermée, dans laquelle nul ne peut entrer s'il ne montre patte blanche.

Le corps des officiers allemands est une caste, puisque tout nouveau venu n'y est admis qu'à l'essai et n'y entre définitivement qu'après avoir subi l'épreuve du vote de ses futurs camarades. Cela se passe en Allemagne comme au Jockey Club.

Chez nous, rien de semblable.

Rien de pareil, non plus, en ce qui concerne les relations de notre corps d'officiers avec la population civile. Il y a, chez les Allemands, une barrière entre l'aristocratie militaire et les civils. Ceux-ci s'inclinent respectueusement devant ceux-là, aristocrates ou non, car l'épée anoblit.

Enfin, dans notre bon pays démocratique, les officiers se recrutent dans l'ensemble de la population et parmi toutes les classes, depuis la plus humble jusqu'à la plus élevée. Sur les bancs de nos écoles militaires, le fils de l'ouvrier comme celui

du paysan est l'égal et le bon camarade de celui qui porte un nom illustre. Nul ne tolérerait qu'il en fût autrement.

Un homme qui fut célèbre, il y a quelque quarante ans, parce que sa figure caricaturale synthétisait tous les travers des vieux militaires, derniers vestiges fossiles d'une armée de métier qui avait disparu, le colonel *Ramollot*, pour l'appeler par son nom, déclarait gravement que rien ne pourrait marcher dans l'armée « tant que celle-ci se recruterait dans le civil ! »

Comme on n'a jamais trouvé d'autre moyen de recruter l'armée et son corps d'officiers, il s'ensuit que la société civile est la mère plus ou moins féconde des vocations militaires.

Encore se pourrait-il que, mués en militaires, mécanisés et transformés dans leur corps comme dans leur esprit, les jeunes civils militarisés oublient leur origine et, reniant leurs pères, se détachent entièrement de leur famille pour adopter celle dans laquelle ils sont entrés.

Or, je vous le demande, ô lecteurs, en est-il ainsi parmi les officiers qui sont vos parents ou vos amis? Je n'en crois rien. Il n'y a ni dans nos relations ni dans nos affections aucune sorte de gêne, et le fait de porter un uniforme ne constitue aucunement un empêchement à ce que les affectueuses relations qui nous unissent demeurent aussi bonnes et aussi agréables que par le passé.

Il est un fait singulier : quand on nous parle de

caste militaire et que nous protestons, nous demandons des précisions.

— Vous connaissez le colonel un tel. Est-il de la caste?

— Non pas du tout. C'est un homme aimable et de bonnes relations.

— Et le commandant X...? et le capitaine Y...?

— Pareillement !

Chaque fois qu'un individu est mis en cause et cité nominativement, l'accusation tombe. L'isolé est innocent, mais la somme des isolés est coupable.

Sans doute, une foule, une collectivité peut être représentative de sentiments que n'éprouvent pas les individus dont elle est composée, pris isolément. Il y a, disent les idoines, une psychologie de la foule, de la collectivité.

C'est ce qu'il s'agirait de démontrer quand on parle de la « caste militaire ».

Non, crions-le bien haut, parce que c'est la vérité, il n'y a plus depuis longtemps de « caste militaire » en France. Ce mot « caste » est vide de sens ou c'est une calomnie.

L'armée n'est plus telle que la dépeignait en 1835 — il y a cent ans bientôt — Alfred de Vigny, lorsqu'il écrivait :

« L'armée moderne, sitôt qu'elle cesse d'être en guerre, devient une sorte de gendarmerie. Elle se sent honteuse d'elle-même et ne sait ni ce qu'elle fait ni ce qu'elle est.

« Elle se demande sans cesse si elle est esclave

ou reine dans l'État. Ce corps cherche partout son âme et ne la trouve pas ! »

Cela n'est plus vrai. L'armée est maintenant une armée citoyenne et le demeurera. Elle n'a pas à chercher son âme, puisque l'âme de l'armée, c'est l'âme de la nation.

Vigny dit encore : « L'armée est aveugle et muette... C'est une grande chose que l'on meut et qui tue, mais c'est aussi une chose qui souffre ! »

Oui nous souffrons atrocement — surtout après la Victoire — quand nous sentons autour de nous s'éveiller la méfiance et rôder la calomnie, et quand nous voyons nettement qu'on nous reproche surtout de n'être pas morts, comme s'il n'y avait pas déjà assez des nôtres qui ont mêlé leur sang à celui de leurs admirables et chers poilus dont, quoi qu'on fasse, on ne les séparera jamais.

O morts de la Grande Guerre, nos camarades, vous, officiers français, qui êtes les grands artisans de la Victoire puisque vous avez su commander les soldats français comme ils voulaient être commandés et comme il fallait qu'ils fussent commandés ; vous qui avez fait triompher de la brutalité allemande la discipline française, ferme mais bienveillante, ni minutieuse ni tracassière, la vraie discipline française et républicaine génératrice de confiance, d'affection et de dévouement, ô grands morts « qui savez toutes les choses au fond des séjours éternels, fixez sur nous vos yeux de lumière » et faites enfin luire la vérité !

Non, ces hommes-là n'appartenaient pas à une

caste et n'avaient pas l'esprit de caste. Et nous qui survivons, nous sommes simplement ce qu'ils furent : de bons Français.

II

S'il n'y a pas, chez nous, de caste militaire, il y a une société militaire qui comprend tous les hommes ayant embrassé, pour leur vie, la carrière des armes.

Tout de même qu'il y a une magistrature, un barreau, un clergé, des fonctionnaires, et des ouvriers qui se constituent en syndicats, il existe, dans la nation, une catégorie de citoyens qui se distingue des autres en ce qu'elle a des devoirs spéciaux et en ce qu'elle est plus aisément reconnaissable, puisque chacun de ses membres, portant en permanence une tenue distinctive, se signale davantage à l'attention publique.

Cette société, comme les autres, a des devoirs et possède des droits; elle a aussi ses intérêts particuliers.

En tant que corporation, elle doit pouvoir les défendre. Est-ce parce que la loi lui refuse le droit de parler et de se faire représenter au Parlement qu'il faut l'accabler? Voilà, me semble-t-il, une manière qui ne porte pas la marque de la générosité française.

Doit-elle, par contre, échapper à toute critique et peut-elle espérer que ses fautes et ses tares ne

seront pas divulguées sous le fallacieux prétexte que, si le doute venait à naître dans la nation, celle-ci « verrait s'écrouler par la base une pyramide d'idées familières qu'elle croyait solide et capable de supporter un magnifique idéal civique? » Non, assurément. Cette société militaire est bâtie comme les autres. Elle comprend des gens intelligents et des imbéciles, des travailleurs ardents et des paresseux, des hommes honnêtes et d'autres moins honnêtes, des riches, des pauvres, des gens de cœur et des indifférents, etc... Même, hélas ! des lâches à côté de tant de vaillants !

Cette société n'a aucune prétention à l'infaillibilité. Elle est meilleure que certaines et moins bonne que d'autres. Elle a ses caractéristiques propres, dont l'une est indiscutable : c'est qu'elle attache, chose vraiment extraordinaire, plus de prix à l'honneur qu'à l'argent et que, parmi ses membres, il n'est pas un seul nouveau riche !

III

Dans cette société comme dans toute autre, il y a des catégories, il existe des clans.

Qui se ressemble s'assemble.

Dans la vie journalière et dans toutes les garnisons, on peut le constater.

Dans le domaine des idées, il en va de même. Les uns, entraînés par leur ardeur, prônent l'offensive à outrance et toujours; les autres, plus calmes ou

indolents, préfèrent la défensive; enfin, il y a les gens qui savent et qui réfléchissent, ceux qui s'en remettent non pas à leur simple bon sens, qui souvent ne suffit pas, mais encore et surtout aux connaissances qu'ils ont acquises à force de travail et de volonté.

Tout cela ne différencie guère la société militaire de ses similaires.

Mais ses membres, « à force de songer à la guerre, de vivre au milieu des soldats qu'ils y préparent, finissent par avoir conscience des choses immatérielles qui font la discipline, la cohésion, l'abnégation, l'esprit militaire en un mot, ils sentent tout cela et ne sauraient l'expliquer ».

Et la discipline — sans laquelle il ne peut exister qu'une affreuse anarchie — fait que devant l'ordre des chefs comme devant les prescriptions du *Règlement*, chacun, oubliant ses sentiments personnels, s'incline et obéit, de même que le bon citoyen s'incline devant la loi, fût-elle jugée par lui inique et stupide.

De ce fait on tire des conclusions essentiellement opposées à la réalité.

On dit en effet : « L'esprit critique est regardé comme le plus grand des défauts dans l'armée ! »

Voici une bonne vieille rengaine !

Et pourtant celui qui écrit ces maximes sans rire a surtout, de l'armée, fréquenté les popotes ! C'est trop drôle, car, en paix comme en guerre, dès que trois officiers sont réunis, ils ne cessent de passer au crible les actions de leurs supérieurs.

Ils font de la critique favorable ou hostile à jet continu.

Bien souvent même les subordonnés ne se gênent pas pour discuter avec leurs chefs.

Dans l'entourage immédiat de ceux-ci, les idées les plus opposées sont émises ou discutées avec une franchise toute militaire. Très fréquemment, au cours de la guerre, les plans du chef ont été désapprouvés par son État-Major, des objections lui étaient faites souvent avec ardeur et toujours avec conviction.

Tout cela est admis chez nous. Mais ce que ne voit pas, ce que ne comprend pas le non-initié, c'est que lorsqu'un ordre est donné, les oppositions les plus acharnées disparaissent. Chacun obéit.

Pourquoi? *Parce que le chef qui donne un ordre prend l'entière responsabilité de ses conséquences.*

Pourquoi encore? parce que s'il n'en était pas ainsi nous irions tout droit à l'anarchie, donc au désastre.

Par exemple : un colonel reçoit l'ordre d'attaquer avec son régiment.

Il estime qu'il ne peut pas réussir et qu'il va faire tuer inutilement un grand nombre de braves gens.

Il a le droit et le devoir de donner au chef son opinion. Bien mieux, celui-ci doit se renseigner auprès de ses subordonnés, leur faire confiance et, dans certains cas, leur demander leur avis. Ceci n'est pas contestable, car l'ordre du général en chef

du 17 mai 1917 le rappelle en termes formels (1).

Si celui qui commande passe outre — il en a toujours le droit et parfois le devoir — notre colonel n'a plus qu'à obéir.

A partir de ce moment, sa responsabilité est entièrement dégagée. Elle retombe sur la tête de celui qui a ordonné.

« Les ordres, dit le Règlement, doivent être exécutés littéralement, sans hésitation ni murmure, *l'autorité qui les donne en est responsable*; la réclamation n'est permise à l'inférieur que lorsqu'il a obéi. »

(1) Voici ce document :

Nos officiers ont donné, depuis bientôt trois ans, des preuves du courage le plus héroïque, et néanmoins ils hésitent à signaler à leurs chefs les difficultés d'exécution qu'ils constatent, dans la crainte d'être taxés d'esprit timoré.

Il résulte de cette abstention craintive que le commandement supérieur maintient parfois des ordres qu'il n'eût pas hésité à compléter ou à différer s'il eût été mieux renseigné. La constatation a souvent été faite au sujet du degré d'avancement des préparations d'attaque.

Il appartient au commandement, par son attitude, de réagir contre cette tendance.

Le supérieur doit ménager à son subordonné un accueil bienveillant, montrer le désir de l'aider à solutionner les difficultés qui l'arrêtent, faire appel aux renseignements utiles, et même les provoquer.

Dans la guerre actuelle, la puissance meurtrière du feu ne permet pas les expériences ; la moindre opération exige une préparation minutieuse pour laquelle le concours de toutes les bonnes volontés est indispensable.

Par contre, une fois la préparation bien étudiée, une fois la décision prise et l'ordre donné, l'exécution doit être poursuivie avec une énergie et une ténacité qui excluent toute réticence.

L'attitude bienveillante du chef est conforme aux traditions les plus nobles de l'armée française ; elle n'exclut aucunement la fermeté.

. . . . . .

Le confident professionnel de l'officier, c'est son chef ; le chef doit justifier cette confiance qui repose sur l'estime réciproque et le commun dévouement au pays.

Tous les règlements, depuis le premier en date, celui du 24 juin 1792, ont prescrit dans l'armée l'obéissance stricte, mais en prenant le maximum de précautions contre l'*arbitraire*. Il faut bien qu'il en soit ainsi, sinon c'est la rébellion, c'est le soviet, c'est l'indiscipline et c'est le désastre inéluctable.

Que l'arbitraire, malgré les précautions prises par le Règlement, soit éliminé, et que dans la réalité les choses se soient passées ou se passent comme il le faudrait, je ne le prétendrai certes pas. Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon qu'il y a chez nous comme partout des hommes qui se placent au-dessus de la règle, qui trouvent la discipline légère lorsqu'ils l'imposent et ne la supportent pas quand ils en sentent le poids?

Ceux-là, d'ailleurs, sont généralement des brutes. — quelle que puisse être l'intelligence qu'ils s'attribuent — et ce sont des brutes sans caractère. Quand ils trouvent devant eux l'homme loyal, l'homme de caractère, le bon soldat qui ne plie pas l'échine tout en demeurant discipliné, il est bien rare qu'ils osent résister.

Il est même arrivé, maintes fois, au cours de la guerre, que des hommes de caractère et pourvus d'une autorité suffisante — condition indispensable — ont préféré se démettre que de se soumettre en risquant, sans hésiter, d'encourir les sanctions très graves que comportait une telle façon d'agir.

Dira-t-on après cela que dans l'armée « le droit de commander se confond avec la certitude d'avoir

raison, de même que la nécessité d'obéir comporte la conscience d'être incapable de discuter »?

Qu'un médecin à trois galons porte un diagnostic et qu'un médecin à cinq galons en porte un différent sur une blessure ou une maladie, voilà nos contempteurs ravis et qui, se frottant les mains, s'en vont criant : « Vous verrez que c'est le diagnostic du principal qui sera adopté, et non pas celui du major ! » Et comme, en fait, les choses prennent cette tournure le plus souvent, ils hurlent : « Je vous l'avais bien dit ! Voyez ces militaires, il sont stupides ! Il n'y a que le nombre de galons qui compte pour eux ! La science dépend du grade ! »

— Pardon cher monsieur, pourrais-je dire ; raisonnons.

D'abord, il est assez logique qu'un homme d'âge ait plus d'expérience, sinon d'intelligence et de science, qu'un jeune homme. Et puis je vous pose la question : « Vous êtes malade. Votre médecin habituel, comme tant d'autres, déclare que vous êtes menacé d'une crise d'appendicite.

Que faites-vous? Vous appelez un autre médecin. Il y a, comme on dit, consultation. Mais voici que vos deux augures ne sont pas d'accord, le consultant opinant pour la simple colique. Vous ferez-vous ouvrir le ventre, oui ou non?

Non très certainement, mais comme vous n'avez rien de commun avec l'âne de Buridan qui mourut de faim entre deux bottes de paille pour n'avoir jamais su laquelle il devait manger la première, et que vous ne voulez pas périr — comme il fit — soit

parce qu'on vous aura ouvert le ventre inutilement, soit parce qu'on ne vous l'aura pas ouvert quand il l'aurait fallu, que faites-vous?

Vous appelez tout bonnement le médecin à cinq galons, je veux dire l'homme que ses pairs ont élevé d'un ou plusieurs rangs au-dessus d'eux, et vous vous rangez, si vous êtes sage, à son avis, qui pourtant, en toute sincérité, n'a pas une plus grande valeur que celui de ses confrères !

— Mais, dites-vous, ce n'est pas le grade ici qui fait la différence, car j'appelle un spécialiste.

— Vous faites bien si vous êtes riche !

Mais si vous n'aviez pas les moyens de vous payer une troisième visite, ce qui est généralement le cas des militaires, ou si vous ne trouviez pas le spécialiste savant, auquel des deux confrères donneriez-vous votre confiance? Je vous laisse le soin de décider et je n'attends pas plus longtemps; car, si vous balancez ou si vous vous décidez au hasard, vous risquez fort de trépasser. Croyez-moi, cher ami, toutes choses égales d'ailleurs, comme disent les mathématiciens, je préférerais, à votre place, m'en rapporter à celui dont l'âge me garantit l'expérience... à moins que ce soit un âne, auquel cas vous avez eu bien tort de le consulter.

Il en va de même en tactique qu'en médecine. Quand les avis sont partagés, il faut bien s'en rapporter à l'avis de quelqu'un; et, dans l'armée, ce quelqu'un, c'est le *chef*. C'est bien ici. Car je ne crois pas, en l'espèce, à la vertu d'un jury. Cette assemblée, généralement incompétente et qui juge

selon le sentiment beaucoup plus que selon le droit, m'a un faux air de conseil aulique ou de comité soviétique. Or, l'histoire nous apprend que l'un n'a jamais pu prendre de décision et que l'autre n'a jamais fait que des sottises.

IV

On nous adresse un autre reproche encore.

On qualifie notre société de *République des Camarades*. Or, chacun sait que camaraderie signifie « responsabilité » diluée, étendue à tout un groupe, partagée en fragments si minimes qu'il n'en subsiste rien et qu'elle a pour corollaire : *Indulgence, amnistie* et *pas d'histoire* !

Ce reproche, la société militaire le mérite autant que les autres sociétés. Par l'effet d'une incompréhension des véritables intérêts de la société, celle-ci, au lieu de chasser honteusement de son sein toute brebis galeuse, s'efforce de gazer, de tamiser, d'excuser.

Avez-vous lu la *Robe rouge*? Connaissez-vous des prêtres indignes dont le clergé s'efforce de cacher les méfaits? N'y a-t-il pas des percepteurs indélicats auxquels il fut donné du temps pour rembourser l'État frustré ?

Je sais bien qu'aucun général n'a été exécuté pendant la guerre pour n'avoir pas réussi. Mais dites-moi combien de profiteurs de la guerre ont été pendus? Et pourquoi n'a-t-on jamais connu la

liste officielle et complète des chéquards de jadis?

N'essayez donc pas d'imputer à crime aux militaires ce que vous admettez chez les autres, et ce qui se passe partout.

Il y a bien peu de familles dans lesquelles il n'existe pas un membre qui déshonore ses parents. Que font ceux-ci? Ils jettent un voile sur l'opprobre qui les accable et, par tous les moyens, ils le cachent aux yeux du public. Nous agissons de même. Nous avons tort.

Mais pourtant, quand l'honneur est en jeu, la société militaire est terrible. Le délinquant est mis dans l'obligation absolue de disparaître. Il a le choix entre le revolver et la démission. Je pourrais citer maints exemples. Tous les officiers en connaissent.

Pour les fautes professionnelles, l'opinion de l'armée n'est pas moins sévère; et quand un Conseil d'enquête a montré une indulgence excessive, cela ne va jamais sans protestations véhémentes.

Il est chez nous un proverbe qui dit :

« Pas d'histoires, graves histoires. »

Ce qui signifie qu'à force de vouloir cacher des fautes ou des tares, on aboutit tôt ou tard au scandale et à l'infamie.

Faut-il ici parler de la guerre?

Peut-on reprocher à nos généraux de n'avoir pas fait jusqu'à présent ce que font les généraux allemands qui se rejettent les uns sur les autres la responsabilité de leurs échecs et de leurs désastres?

Nos généraux ont été admirables de tenue. Ils

ont montré un esprit de camaraderie qui a largement contribué à la victoire. Ils ne ressemblent en rien aux généraux de 1870 ! Non seulement aucun d'entre eux n'a cherché à empêtrer un camarade, mais encore ils se sont tous entr'aidés de leur mieux. Cela vaut la peine d'être dit.

Reste la question des victimes, des « Limogés » pour les appeler d'un nom qui a fait fortune.

Parmi ceux-là, il y a bien des catégories. Pour ceux du début qui furent sabrés en masse, non pas, comme on l'a dit par suite du complot de jeunes officiers d'état-major bien placés pour cela, mais en vertu d'une décision prise après mûre réflexion, et souvent à regret, par le général en chef seul responsable, il faut bien reconnaître qu'ils avaient fait preuve d'une incapacité notoire, d'une incompréhension totale de la situation et d'un manque de décision qui nous valurent pour une bonne part nos revers du début.

Beaucoup parmi ceux qui disparurent étaient parvenus, en temps de paix, au sommet de la hiérarchie, on sait trop par quels moyens. Ils se montrèrent inférieurs à leur mission. La situation les dépassait, et leurs subordonnés n'avaient plus en eux aucune confiance. Il y eut, comme on l'a dit, « carence du commandement ».

Il fallut réagir vivement, sans perdre une minute. Sans ces exécutions sommaires, la Victoire de la Marne n'eût pas été possible, car ni les erreurs du haut commandement, ni les surprises du début d'une guerre, ni l'infériorité de notre matériel, ni même

la doctrine tactique ne suffisent à expliquer tous nos revers. Il y avait des responsables ; ils ont été frappés. La justice humaine a prononcé son arrêt.

Que, dans certains cas, cet arrêt humain ait pu, à bon droit, être frappé d'appel, il n'y a rien d'étonnant à cela.

Errare humanum est.

Il ne s'agissait pas, au moment où furent prises ces décisions qui ont brisé bien des carrières honorables et glorieuses, pour ne parler que de celles qui nous intéressent, de spéculer sur le rendement futur et hypothétique de tel ou tel général !

« La guerre, a dit Sorel, a des nécessités immédiates et impérieuses. Elle ne comporte pas l'utopie. La spéculation s'y traduit en désastre ! »

Vérités profondes qui s'appliquent au cas présent comme à bien d'autres en temps de guerre.

Et, ce qu'il y a de plus curieux, c'est que ce ne sont pas les braves gens, parmi les généraux limogés, qui ont poussé des cris d'orfraie et rempli les colonnes des journaux de leurs protestations, de leurs clameurs, de leurs accusations !

Les bons ont fait abnégation !

Plusieurs sont morts désespérés. Les autres souffrent en silence.

Aucun n'a compris les raisons de sa chute et ne les comprendra jamais, car ils avaient tous la conviction qu'ils faisaient de leur mieux. On fait ce qu'on peut... Hélas, beaucoup pouvaient peu !

D'autres, qui étaient parfaitement à leur place au rang de colonel, ont été trop brusquement

(et par une méconnaissance fâcheuse du personnel de la part du haut commandement) promus au grade de général, à l'exercice duquel ils n'étaient nullement préparés et dont ils n'étaient pas dignes. Ces colonels excellents ont fait de détestables généraux ; et, dès leur première affaire sérieuse, ils se sont effondrés. Ceux-là non plus n'ont pas compris l'accident dont ils furent victimes ; et, si l'armée n'a rien perdu en abandonnant à leur triste sort ces généraux improvisés, elle a, par contre, été privée des bons services qu'ils eussent rendus dans le grade inférieur.

Sans doute, il faut former des âmes pour la guerre, des âmes de combattants. Mais, aujourd'hui, il ne suffit pas, pour le chef, qu'il soit un preux et un vaillant. Il faut autre chose que des combattants. Au moins autant que le cœur, la tête est indispensable.

« Si Dieu, dit Vigny, nous a mis la tête plus haut que le cœur, c'est pour qu'elle le domine !

« L'oubli de ce principe a amené aux premiers rangs de notre armée des médiocrités qui se sont d'autant plus accusées que leur rang a été élevé et nous avons éprouvé plus d'une fois, à travers les siècles, ce qu'il en coûte lorsqu'une médiocrité tient dans ses mains la vie des soldats et l'honneur du pays. »

V

Vraiment on se fait, dans le civil, une idée singulière de l'instruction et de l'éducation que l'on

donne, dans l'armée, aux futurs officiers. On ne s'imagine pas la somme des connaissances qui sont exigées aujourd'hui de ceux qui vont avoir l'honneur de commander nos soldats.

Un modeste sous-lieutenant reçoit une instruction littéraire et scientifique très complète. L'officier qui veut fournir une carrière honorable est obligé, pour être à hauteur de ses fonctions, de travailler durant toute son existence. Laissant là ceux qui ne veulent plus rien faire et qui vont végéter misérablement dans les grades subalternes, enlisés dans la routine d'un métier qui est aussi absurde quand on ne le comprend pas qu'il est passionnant quand on en saisit la grandeur, ne parlons que des officiers dignes de ce nom.

A. Sorel a défini en ces termes le devoir qui leur incombe :

« Servir la Patrie, défendre son indépendance, protéger ses frontières, garder ses colonies ; à l'intérieur, protéger les institutions, assurer la paix sociale, garantie et condition de tout travail, de toute prospérité, de tout développement intellectuel.

« Faire respecter la République, la justice et les lois.

« La France pour objet, l'honneur pour devise, la discipline, la science et le courage pour moyens :

« Nul devoir plus grand dans sa simplicité. »

Tout commentaire est superflu. Mais combien y a-t-il d'intellectuels qui se doutent que l'armée, que la « caste militaire » qu'ils dédaignent les protège?

Et pourtant, ils n'ont qu'à jeter un regard vers la malheureuse Russie et à voir ce que sont devenus là-bas leurs collègues.

Sont-ils nombreux, les industriels qui, recevant des colonies des matières premières ou envoyant au loin leurs représentants et leurs fourriers, ont pensé aux soldats qui ont conquis notre empire colonial?

Peut-être. Mais ce dont je ne doute pas, c'est que leur impression sur nous dépend beaucoup plus des racontars de la ville qu'ils habitent touchant les officiers qui y tiennent garnison que des résultats, tangibles pourtant, procurés au pays par son armée.

VI

L'armée est un organisme vivant, doué de vie, de force et de pensée. Comme tout organisme, elle est en transformation perpétuelle.

Mais ces transformations ne s'accomplissent pas du jour au lendemain. S'il suffit d'une loi pour modifier ce que nous pourrions appeler sa constitution physique, sa charpente extérieure, l'esprit qui l'anime ne change pas aussi vite ni du même coup. De là naissent les résistances qui se font jour.

Du fait même de sa fonction, la partie permanente de l'armée moderne — les cadres — est peut-être de tous les corps de l'État, avec le corps

des diplomates de la carrière, celui qui est le plus imbu de l'esprit traditionaliste.

La tradition a du bon. Elle a aussi des inconvénients lorsqu'elle s'attarde à la contemplation d'un passé cher et glorieux, sans tenir un compte suffisant de la réalité présente.

Tous les jeunes gens qui embrassent la carrière des armes sont hommes d'action et gens d'idéal. Ils se font de l'armée dans laquelle ils entrent une image dont les enluminures et le cadre les séduisent, sans qu'ils aient bien examiné le fond du tableau. Quand, au sortir des écoles sévères, ils se lancent dans la vie, leur ardeur et la force de leurs convictions les entraînent loin du but qu'ils devraient poursuivre. Ils ont de l'énergie à revendre, et ils la dépensent. Jeunes mousquetaires, venus dans un monde trop vieux, ils ne sont plus à la page. Ils détonnent et ils étonnent.

Si l'âge mûrit la plupart d'entre eux et calme les tempéraments en réduisant les écarts, il n'en demeure pas moins que quelques-uns conservent, sous ce rapport, une jeunesse étonnante et qui dure. Ceux-là, attachés au passé, oublient de mettre leur montre à l'heure. Retardataires sans s'en douter, ils ne voient pas que leurs contemporains ont avancé leur horloge. De là une incompréhension entre éléments de mentalité différente, et malentendus. Mais aujourd'hui les officiers de ce type deviennent une exception, qui se fait de plus en plus rare.

Et pourtant, du côté civil, c'est surtout sur ces

exceptions qu'on juge l'ensemble. Pourquoi? parce que, dans la société civile, l'atavisme et la tradition jouent aussi leur rôle.

Par atavisme, le peuple français, et la bourgeoisie surtout, ont toujours été réfractaires au service militaire ; comme la discipline, on le trouve léger quand il pèse sur les épaules des autres, on le trouve lourd et rude quand on doit le supporter soi-même. Parmi tous les impôts, celui-là est particulièrement gênant. Sans réfléchir que les cadres de l'armée n'en sont pas responsables, on leur fait endosser son impopularité, de même que le percepteur et l'huissier se voient honnis dans leur métier alors qu'ils sont les serviteurs de l'État et de la loi.

Par tradition, la bourgeoisie continue à voir dans l'officier sinon la « vieille culotte de peau » et le buveur d'absinthe, du moins le traîneur de sabre alors qu'il n'y a plus ni sabre ni absinthe.

Elle ne semble pas se douter de la formidable réaction qui s'est produite dans l'armée, sous ce rapport, depuis de longues années. Pour les gens positifs qui songent à leur bien-être et à la prospérité de leurs affaires, il n'est pas concevable qu'à notre époque matérialiste, il y ait encore des hommes qui, lancés à la poursuite d'un idéal, consentent à vivre une vie de gêne, de devoir et de sacrifice.

Vigny disait : « Ce qu'il y a de plus beau, après l'inspiration, c'est le dévouement ; après le poète, c'est le soldat ! »

Il admirait ces hommes qui consacrent leur vie à une idée « qui leur donne un grand caractère de majesté, et cette idée c'est l'abnégation » ; qui considèrent l'honneur « comme la pudeur virile », qui n'ont d'autre ambition que de bien servir en paix et de bien mourir en guerre !

Des gens de cette espèce doivent, en effet, être considérés aujourd'hui comme des phénomènes quelque peu ridicules.

Dans les lycées, le candidat à Saint-Cyr est considéré comme un sot incapable de réussir dans les carrières qui rapportent.

Que d'erreurs dans tous ces jugements qui ne reposent sur aucun fondement, sauf sur l'impossibilité éprouvée par les gens pratiques de comprendre le désintéressement chez autrui.

La guerre et l'après-guerre ont bien prouvé cependant, quoi qu'on dise, la valeur de nos cadres, l'intelligence de nos officiers, ainsi que leur science qui déborde hors des limites banales dans lesquelles on les confinait jadis. Si cela n'était pas vrai, comment expliquerait-on que tant de nos camarades aient trouvé des situations de premier ordre dans l'industrie, dans le commerce ou dans la finance?

Non, vraiment, l'officier n'est pas *a priori* l'incapable que l'on croit.

Bien sûr, tous les officiers ne sont pas des *as*, non plus que toutes les danseuses ne sont pas des *étoiles*.

Comme je l'ai dit, il y a dans notre société mili-

taire des hommes de toute espèce. Nous n'échappons pas à la loi commune et ne demandons pas qu'on nous admire tous et quoi qu'il arrive.

Tous n'ont pas la valeur d'un Foch ni d'un Pétain ; tous n'ont pas le talent d'organisateur d'un Gallieni ou d'un Lyautey ; tous n'ont pas le perçant d'un Marchand ou d'un Mangin.

Non ! mais ce que j'affirme avec force c'est que tous, même les pauvres gens dont l'ambition se borne à devenir sur le tard percepteur à Fouilly-les-Oies ou agent d'assurances dans un chef-lieu de canton, tous sont animés du désir de bien faire et éprouvent le besoin d'agir et de se dépenser pour le bien du pays. Beaucoup ont l'âme exaltée ; ils ne songent guère à l'avenir qui leur paraît une ombre toujours prête à leur échapper.

Ils sont vaillants, généreux, généralement gais et bavards, parfois graves, trop confiants en paraissant méfiants, « taquins dans les discussions, et voulant toujours avoir raison surtout quand ils ont tort. *Ils sont pleins de préjugés nationaux* ! » Ainsi les dépeignait Balzac. Tels ils sont demeurés.

Braves gens. Des Français.

Rien de la *caste* !

VII

On nous reproche encore de manquer d'imagination. Vraiment je n'en crois rien.

Nous avons au contraire trop d'imagination,

car c'est cela qui nous entraîne souvent au delà des limites permises. D'ailleurs, une des causes principales de nos échecs de 1914 provient précisément de la folle imagination de certains de nos dirigeants. Comme le militaire est un imaginatif, l'image qu'on lui avait faite de la guerre future lui ayant follement plu, il a voulu voir la guerre comme il se l'imaginait, et il a marché.

Encore faudrait-il s'entendre sur le sens du mot « imagination ». Si l'on veut dire, par exemple, qu'au cours de la guerre les militaires manquant de cela n'ont pas trouvé la formule idéale pour solutionner le conflit, c'est exact.

Mais nul ne se doute du nombre des projets, concernant la tactique, concernant le matériel à créer et son emploi, qui sont nés chez nous.

Quel est donc le militaire qui n'a pas sorti son petit ou son grand projet? Mais faire œuvre d'imagination est chose simple. Encore faut-il qu'un projet soit réalisable et que des expériences soient faites.

La réalisation coûte cher, et les expériences tentées, non pas *in anima vili*, mais sous l'espèce de « nos braves poilus », ne pouvaient ni ne devaient être multipliées.

Non, ce n'est pas cela. C'est tout juste le contraire. Le vrai reproche que l'on peut faire aux militaires gens d'idéal, c'est de fermer les yeux devant la sévère, la dure, la vraie réalité.

En toutes choses il faut voir le réel, surtout dans les affaires guerrières.

L'imagination et la tradition doivent être confrontées toujours avec la réalité du jour parce que la réalité est implacable. « La guerre ne comporte pas l'utopie, la spéculation s'y traduit en désastres... »

Quand on pense aux folles actions de 1914 et à l'admirable armée qui les a accomplies, on entend dire :

Cette armée aurait vaincu si elle avait disposé d'artillerie lourde, de mitrailleuses, etc... etc... ; si elle avait opéré suivant un plan plus rationnel et mieux conçu ; si elle avait été mieux renseignée ; si elle avait été mieux commandée ; si...

Évidemment. Mais cela ne suffit pas ou n'aurait pas suffi.

Notre armée eût été victorieuse à coup sûr avec le matériel qu'elle possédait, avec les chefs qu'elle avait, et avec le plan qui fut adopté par eux, si elle avait compris, tout de suite, la réalité de la guerre qui commençait et si le vieil esprit traditionaliste, imbu de la « prouesse » antique, s'était incliné devant les nécessités de l'heure.

Nous n'étions plus au temps des Bayard, des Duguesclin, des d'Assas — finie, la chevalerie ! pas même au temps de l'élégance et de la guerre en dentelles ! — disparus, d'Artagnan et Cyrano ! pas même à l'époque où Bonaparte entraînait ses grenadiers sur le pont d'Arcole, où Mac-Mahon plantait son fanion sur le tertre de Malakoff ! — adieu les belles chevauchées, les charges héroïques de Morsbronn et de Sedan ! Adieu prouesses de l'Algérie, du Tonkin, de Madagascar, adieu !...

La reine du jour, c'est l'arme automatique invisible, contre laquelle le courage le plus ardent ne peut rien.

Et nous vivons au temps des canons à tir rapide, à grande portée et à grosse charge d'explosifs, de la poudre sans fumée, des chemins de fer, des automobiles, des ballons, des avions, et nous allons atteindre celui des tranchées et des fils de fer barbelés. La voilà bien, la réalité devant laquelle tant de militaires de grande valeur n'ont pas voulu s'incliner parce que, pour eux, une guerre manquant à ce point d'idéal ne ressemblait en rien à ce qu'ils avaient imaginé.

C'est pourquoi, à cette époque, nous avons été toujours en retard sur nos ennemis pratiques et réalistes qui avaient mis un voile sur leur idéal guerrier, tandis que le nôtre entraînait à la mort dans une course vertigineuse ceux qui ne voulaient pas cesser de le poursuivre.

Fut-ce un bien? Fut-ce un mal? La victoire de la Marne eût-elle été possible avec des troupes manquant d'idéal? L'historien et le psychologue le rechercheront. Le manque d'esprit réaliste est un fait. D'ailleurs, la victoire de la Marne n'eût peut-être pas été nécessaire, en effet.

VIII

Ce n'est plus maintenant d'un reproche qu'il s'agit, mais d'une calomnie et d'une injure.

On dit : « Le principe de hiérarchie s'oppose au développement de l'esprit critique ». Nous avons vu ce qu'il fallait penser de cet aphorisme.

Puis : « L'inférieur doit le respect absolu à son chef hiérarchique, non seulement en apparence, mais de tout son être. L'idéal moral, qui est le sien, l'y oblige.

De plus, *son intérêt, celui de son avancement, concourt à ce qu'il accepte cet idéal et y satisfasse jusqu'au bout* ! »

Ici, halte ! Si je comprends bien le français, cela veut dire qu'un officier est capable de faire massacrer ses hommes sans hésitation, parce que tel est son intérêt. De là à dire que ce sont les militaires qui ont fait durer la guerre pour la plus grande satisfaction de leurs monstrueux appétits, il n'y a qu'un pas à franchir.

Eh bien non ! Cela n'est pas.

Au nom de nos morts héroïques, je proteste avec indignation. Quand, malgré leurs avis et leurs conseils, malgré leurs objections et leurs adjurations, nos vaillants camarades ont dû obéir militairement — tant qu'il y aura une armée, il faudra obéir — ils ont montré l'exemple, ils ont marché au sacrifice la tête haute, ils sont sortis les premiers de la tranchée, et beaucoup sont morts pour que leurs soldats ne meurent pas.

Où dont est-il, l'intérêt de ces hommes? ou le souci de leur avancement?

Qu'on veuille bien renoncer aux injures collectives et, si l'on peut citer des noms, qu'on les crie

et que les coupables soient chassés de nos rangs. Ils sont indignes de l'armée.

Ce n'est pas tout.

« Tant qu'un vrai militaire a à sa disposition des troupes, il faut qu'il les emploie. Le seul but qu'il poursuit, ce n'est pas la grandeur ou le salut de son pays, c'est sa propre grandeur ! C'est la victoire, c'est-à-dire la gloire des armes ! »

Non, merci ! D'ailleurs, quelle admirable logique dans ce discours !

Alors les militaires courent après la Victoire pour leur plaisir et pour leur gloire (comme un vieux marcheur court fièrement après un trottin !) et non pas pour le salut du pays? Je ne comprends pas. Comment les défenseurs de la Patrie pourraient-ils la sauver, sinon en s'efforçant d'être victorieux?

Et je répète le couplet du *Chant du Départ* :

La Victoire en chantant
Nous ouvre la barrière !

Plus de chants, plus de victoire, tout cela sent d'une lieue « son vrai militaire ». Mais, grands Dieux ! pourquoi donc reproche-t-on tellement au maréchal Foch d'avoir conclu l'armistice le 11 novembre, alors que quelques journées de bataille auraient procuré aux Alliés, non plus seulement la Paix, mais la Victoire, la vraie Victoire. J'avais cru jusqu'ici que nous cherchions un résultat, et non pas un triomphe éclatant. Décidément, le maréchal Foch a eu bien tort. S'il avait fait tuer pour sa gloire, pour sa plus grande gloire, quelque

cent mille hommes de plus, il serait un très grand homme, tandis que pour avoir — étant un grand soldat — fait acte de bon citoyen, son nom va être rayé de la liste des héros de Plutarque and Co. Plutarque a menti ! Ce n'est pas fini. Afin que le bon public soit bien convaincu que ces damnés militaires seront aussi coupables dans l'avenir que dans le passé, on vaticine :

« Maintenant, le plus grave danger serait que, par le jeu de la franc-maçonnerie guerrière, les chefs en présence, décidés à chercher chacun pour son compte la gloire d'une grande victoire, sacrifiassent tacitement aux règles conventionnelles et ne se décidassent à rétablir le front continu qu'après une période de guerre de mouvements ! »

D'abord le soldat Pitou ronchonne : « Le front continu ! connu ! c'est la muraille de Chine. Tu l'as dit toi-même. C'est la faillite de l'art militaire. Tu l'as écrit. Alors, tu veux la faillite? comprends plus ! »

Et M. J. Prudhomme écrit au directeur de la Sûreté générale pour lui communiquer la lettre suivante du maréchal Foch au quartier maître général Ludendorff, son cher confrère en maçonnerie guerrière. L'en-tête de la lettre que nous ne pouvons reproduire ici porte les trois points symboliques barrés d'un sabre et d'un goupillon entrecroisés.

Voici ce chef-d'œuvre :

« Très honoré Monsieur le Quartier Maître général et très cher frère,

« C'est donc bien entendu entre nous. Nous en prenons l'engagement pour nous-mêmes et pour nos successeurs, à moins que ce ne soient d'affreux civils :

« Dès le déclenchement de la prochaine guerre, nous jurons devant le vieux bon Dieu allemand de courir l'un après l'autre, précédés de nos masses armées. Ainsi l'un de nous tiendra sa grande victoire et deviendra l'égal de César et de Napoléon.

« Je ne désire pas énormément vous battre dans cette période de guerre de mouvements, car un jeune prophète de mon pays vient de déclarer que « le vainqueur de cette première manche ris-« quera d'installer son front continu — il y viendra « fatalement après le premier choc — dans des con-« ditions déplorables, en supposant même qu'il y « parvienne. »

« Comme il faudra en revenir, après notre glorieuse contredanse du début, à notre vieille connaissance : *le front continu*, je préfère être battu, puisque c'est celui qui sera battu alors qui sera dans les meilleures conditions ultérieurement.

« Je suppose que vous ne comprenez pas bien le français, et c'est pourquoi je compte sur vous pour accepter mon honnête proposition.

« Ainsi pourrons-nous recueillir, vous et moi, la plus grande somme de gloire. Quant au résultat final, je m'en f..., et vous aussi. Ça nous est bien égal que le Deutschland soit *unter alles* ou la France au-dessous de tout ; c'est ce dont nous nous soucions, vous et moi, comme un poisson d'une pomme,

pourvu qu'on nous élève à tous deux des statues colossales sur lesquelles nos admirateurs viendront planter des clous comme ils firent pour ce pauvre Hindenburg.

« Il est bien entendu que nous sacrifions tacitement aux vieilles règles conventionnelles de notre jeu favori. La présente convention est donc tacite et confidentielle.

« Au vieux joueur qui fait *paroli*, salut et confraternité.

« L'HOMME QUI A FAIT SAUTER LA BANQUE. »

Aux dernières nouvelles, j'apprends que ce pauvre Joseph Prudhomme, après enquête et après avoir été examiné par un spécialiste qui n'avait pas cinq galons, vient d'être enfermé dans un asile d'aliénés.

IX

Pour nous remettre des émotions et des angoisses patriotiques éprouvées à la suite de cet incident qui fit tant de bruit, ouvrons quelques bons vieux livres et lisons.

« Il faut demander beaucoup aux officiers, parce que les soldats ne sont pas des jouets d'enfants, ainsi que ceux qui parviennent à les commander, sans avoir partagé leurs souffrances, ne sont que trop disposés à le penser. Que les officiers soient bien traités, bien récompensés, mais le Gouvernement ne peut trop exiger d'eux.

« Ils ont un compte terrible à rendre, celui de la vie des hommes qui leur sont confiés, celui de la gloire et du salut de l'État. D'ailleurs, c'est en exigeant des officiers, non des choses futiles, mais l'accomplissement de devoirs sacrés et essentiels, que le Gouvernement pourra s'assurer quels sont ceux qui méritent sa confiance.

« Ceux d'entre eux qui n'envisagent le service que comme une manière de passer une jeunesse oisive se retireront et laisseront la place à de plus dignes.

« Il en est qui ne rêvent qu'avancement, décorations, faveurs, et qui préféreraient à mes sévères réflexions que je leur indiquasse quelque secret nouveau d'obtenir ces avantages sans se donner la peine de les mériter. Je ne connais pas ces secrets. Qu'ils s'adressent à d'autres...

« Je ne m'adresse qu'à ceux qui ont dans le cœur cette noble fierté qui fait dédaigner toute faveur usurpée et élève bien au-dessus de la récompense le bonheur de l'avoir méritée. Je n'écris que pour ceux qui ont pris pour devise : « Fais ton devoir, advienne que pourra ! » (Général MORAND, *L'armée selon la Charte.*)

« L'abnégation du guerrier est une croix plus lourde que celle du martyr. Il faut l'avoir portée longtemps pour en savoir la grandeur et le poids.

« Il faut bien que le sacrifice soit la plus belle chose de la terre, puisqu'il a tant de beauté dans des hommes simples qui souvent n'ont pas la pensée de leur mérite et qu'il est le secret de leur vie. C'est lui qui fait que de cette vie de gêne et

d'ennuis, il sort, comme par miracle, un caractère factice et généreux dont les traits sont grands et bons comme ceux des médailles antiques.

« L'Abnégation complète de soi-même, l'attente continue et indifférente de la mort, la renonciation à la liberté de penser et d'agir, les lenteurs imposées à une ambition bornée et l'impossibilité d'accumuler des richesses produisent des vertus qui sont plus rares dans les classes libres et actives.

« L'Abnégation fait ces hommes de caractère antique, poussant le sentiment du devoir jusqu'à ses dernières conséquences, n'ayant ni remords de l'obéissance, ni honte de la pauvreté, simples de mœurs et de langage, fiers de la gloire du pays et insouciants de la leur propre, s'enfermant avec plaisir dans leur obscurité et partageant avec les malheureux le pain noir qu'ils paient de leur sang. »

ALFRED DE VIGNY

(*Grandeur et Servitude militaires.*)

Tout cela, à part les exagérations du poète, est toujours vrai. Nous prétendons avoir la liberté de penser et nous mangeons rarement du pain noir. Mais les sentiments que nous prête l'auteur n'ont pas changé. Tels étaient nos pères. Tels nous sommes.

Et nous pensons avec Etienne Lamy que :

« C'est par la supériorité continue, éclatante, de l'homme tout entier que le chef peut gagner le cœur et dominer l'intelligence des autres ; par ses vertus, qu'il peut semer des vertus dans la Nation. »

Tel est l'Idéal. Que représente la Réalité?

Dans la « caste militaire », comme dans toute société, il y a du bon et du mauvais, il y a des éléments excellents et d'autres qui ne valent pas cher.

Militaires, faisons notre *mea culpa*.

Reconnaissons nos fautes. Il nous sera beaucoup pardonné parce que nous avons beaucoup péché.

Puis relevons fièrement la tête. Nous en avons e droit.

CHAPITRE II

L'ÉTAT-MAJOR

I

Après avoir lu et médité « les mensonges de ce pauvre Plutarque », le doute — s'il l'était — n'est plus possible. L'État-Major, c'est la bête noire des gens qui masquent, sous un bon sens affiché et proclamé, une incompétence et une ignorance totales.

Ils parlent d'une affaire dont ils ignorent le premier mot. En ceci, ils ne connaissent même pas l'objet de leur haine et seraient bien incapables de le définir.

En 1870, les ignorants ont rendu responsable de nos désastres la malheureuse *Intendance.* Elle a été chargée de tous les péchés d'Israël (Israël étant ici : le Régime, le Gouvernement, le Commandement, etc...).

Pendant la guerre dernière, ce fut l'*État-Major* qui devint le bouc émissaire. Pourquoi? Nul ne saurait le dire. Mais il n'est pas douteux qu'à l'origine, cette haine farouche ait été déchaînée

par ceux-là mêmes qui brûlaient d'envie de devenir officiers d'État-Major, non pas qu'ils se fussent sentis pourvus des capacités requises pour remplir cet office, mais simplement par jalousie pour ceux qui leur semblaient, à tort, détenir une grande autorité ou, mieux encore, par un désir cynique de « s'embusquer », puisque les officiers de l'État-Major étaient considérés comme les embusqués par excellence, bien plus embusqués même que les joyeux drilles de l'automobilisme de luxe et que les pauvres gendarmes.

Chacun sait que la formule démocratique « tout le monde doit courir les mêmes dangers » fut fort à la mode, et chacun sait aussi l'immense péril dont son application nous menaça en amenant, si on ne s'en fût aperçu à temps, la désorganisation de tous les services par le retrait des spécialistes et des gens compétents.

Seuls, quelques initiés savent qu'il y eut en 1916 une crise fort grave des chemins de fer parce que de nombreux mécaniciens avaient été tués en combattant comme soldats dans les rangs de l'infanterie, et parce qu'on ne forme pas des mécaniciens en un tournemain. Les vides ne pouvant pas être comblés, le surmenage de ceux des mécaniciens qui subsistaient, et que leur âge seul avait réduit au rôle d'« embusqués » sur leur locomotive, devint tel qu'il s'en fallut de peu que les chemins de fer, sur le réseau du Nord, ne fussent obligés de ralentir ou de cesser leur trafic en pleine bataille de la Somme.

Il en fut de même pour nos États-Majors quand, malgré les résistances du Haut Commandement qui voyait le péril, une circulaire fameuse les disloqua précisément au moment où, en 1917, les événements allaient se précipiter, au moment où chacun avait enfin acquis une véritable maîtrise dans sa spécialité, et au moment surtout où nos alliés — qui n'avaient pas d'officiers d'État-Major — faisaient un pressant appel à notre armée pour les doter d'un grand nombre d'officiers compétents et capables de dresser à la hâte les spécialistes dont ils ne pouvaient se passer.

Et la circulaire ministérielle dut, par la force même des choses, devenir inopérante. Un grand mal, déjà, avait été fait. Il était temps d'enrayer les progrès de la maladie. On y parvint en rappelant dans les États-Majors un grand nombre d'officiers qui avaient été pourvus d'un commandement dans la troupe et en retenant ceux dont le tour de départ allait arriver et qui l'attendaient avec une impatience dont peuvent rire les sceptiques, mais qui n'en est pas moins très réelle.

Car les détracteurs de l'État-Major veulent ne voir parmi ses membres que des gens qui « se sont défilés » ! Alors qu'en vérité tous les officiers d'État-Major n'avaient qu'un désir, qui était d'aller partager les périls et la gloire des camarades qui combattaient les armes à la main. Quoi qu'un vain peuple pense, ces « vrais militaires » demandaient tous à lâcher la plume pour l'épée.

Je puis affirmer, d'après mon expérience personnelle, que les « affreux brevetés » ont connu les satisfactions du métier seulement à partir du jour où ils ont eu la joie et l'honneur de commander directement nos magnifiques soldats, et je suis certain de dire vrai en assurant le lecteur que la plupart d'entre eux ont conquis l'estime et l'affection des officiers et des poilus qui les ont vus à l'œuvre.

Combien est-il de Français qui savent que les « brevetés » d'avant-guerre ont perdu, au combat, beaucoup plus que la moitié des leurs?

Mais tout cela ne signifie rien. La haine et la jalousie ne veulent rien voir ni rien entendre. Tous les arguments et toutes les preuves amènent un sourire sur les lèvres des féroces ennemis de l'État-Major et provoquent un haussement d'épaules. « Cause toujours, tu m'instructionnes ! » comme dit ce bon Pitou.

Aussi bien, n'essaierons-nous pas de convaincre ceux-là :

Oculos habent et non videbunt
Et aures habent et non audiebunt.

En vérité, je vous le dis, on ne peut pas même appliquer à ce pauvre État-Major les vers fameux

Donec felix eris multos numerabis amicos
Si tempora fuerint nubila, solus eris !

Cette entité qu'on nomme *État-Major* est toujours seule et abandonnée de tous. L'État-Major — telle l'intendance, la pauvre victime de 1870 — n'a rien à gagner, mais il a tout à perdre.

Si, en effet, les affaires marchent bien et sans à-coup, si les ordres sont donnés et parviennent à temps aux intéressés, si les approvisionnements, les ravitaillements et les évacuations se font normalement, si les transports sont bien organisés, si en un mot on réussit, nul ne parle de l'État-Major ni de son rôle. On vante le commandement, on réhabilite l'intendance, on tresse des couronnes aux différents services, on ignore ceux qui sont les aides précieux de l'un, les directeurs et les organisateurs des autres. C'est la conspiration du silence. Qu'au contraire il y ait une erreur commise, une omission, une traverse quelconque, que le succès escompté vienne à échapper et que les espérances soient déçues, ne nous donnons pas la peine d'en chercher les raisons apparentes ou cachées, car chacun sait, à n'en pas douter, que la faute en est à l'État-Major.

Et voilà ! Mais qui donc est-il, cet État-Major? C'est une collectivité composée, comme le reste de l'armée, d'officiers de complément surtout et de quelques officiers brevetés. Pas même un breveté pour dix non-brevetés.

Non ! Non ! L'État-Major, « c'est les brevetés » ! Mais alors c'est une chose monstrueuse que l'État-Major? Évidemment !

II

Parlons sérieusement, et laissons de côté les méprisables querelles de personnes et de parti. Définissons l'État-Major et indiquons nettement ses attributions et son rôle.

L'État-Major est une partie de cet organisme vivant que constitue l'armée. On a dit, en plaisantant, qu'il était le « cerveau » de l'armée. C'est tout à fait inexact.

On pourrait beaucoup plus exactement le comparer au « système nerveux » du corps humain.

Le cerveau, dans l'armée, c'est le chef, c'est le commandement.

L'État-Major — « système nerveux » — transmet au cerveau les sensations des organes des sens. Il transmet, en retour, les volontés, les ordres du cerveau aux organes moteurs chargés de l'exécution.

Que parfois le cerveau se soit laissé influencer par le système nerveux, c'est un phénomène physiologique banal, et que l'État-Major ait ici sur les décisions du commandement une influence grande, c'est aussi un phénomène explicable lorsque la science, la volonté du chef et son esprit de décision n'ont pas été ce qu'ils auraient dû être.

La constitution qui régit l'État-Major est nette et précise. Elle tient en peu de mots et peut se résumer ainsi : « L'État-Major est l'aide du commandement ».

Il est tout d'abord chargé de renseigner le commandement sur l'ennemi comme sur ses propres troupes.

Les reconnaissances et les travaux préliminaires que nécessite toute opération de guerre lui incombent.

Il prépare les décisions du chef.

Dans ce but, il suit de très près tout ce qui concerne les opérations : il gère les effectifs, le matériel ; il règle les transports, les ravitaillements de toute espèce, les évacuations.

Il est chargé de la rédaction des ordres relatifs aux troupes et aux services divers.

Les ordres ne sont rédigés que lorsque le chef — le commandement — dûment éclairé et renseigné, a pris sa décision ; ils ne sont valables qu'après que ce même chef les a approuvés et signés, engageant ainsi sa responsabilité personnelle.

L'État-Major assure l'expédition des ordres par tous les moyens plus ou moins rapides dont il dispose. Il doit suivre à chaque instant leur exécution.

Dans ce but, il détache auprès des troupes et des services des officiers de liaison dont la mission très importante consiste à renseigner à tout moment le commandement sur la situation, sur les besoins à satisfaire, sur le fonctionnement de tous les rouages de l'immense machine.

On conçoit aisément, pour peu qu'on n'ait pas de parti pris, qu'il faille exiger des officiers d'État-Major un haut degré d'instruction générale et d'instruction professionnelle

Ils doivent posséder des qualités de tact, de dévouement et d'abnégation sans lesquelles le commandement ne sait rien et ne peut rien, et faute desquelles, ne l'oublions jamais, la troupe peine, souffre et meurt sans résultats.

Le règlement précise nettement que l'État-Major est l'auxiliaire et l'aide du commandement, mais un auxiliaire impersonnel. Il n'a pas d'autorité propre. Il ne peut agir que par délégation et comme représentant du commandement. Un officier d'État-Major ne regarde pas, par exemple, un combat auquel il assiste avec les yeux prodigieusement intéressés qu'aurait un touriste ! Il doit voir ce qu'il importera que sache le chef qui l'a envoyé sur le terrain ; il doit voir cela seulement, le bien voir sans passion ni compassion, avec précision, et rapporter au commandement ce qu'il a vu, et non pas ce qu'il croit ou voudrait avoir vu.

Les sceptiques pas plus que les romanesques ne doivent avoir place dans l'État-Major.

Il faut à ces officiers, avant toute autre chose : de bons yeux pour voir, une intelligence claire pour bien comprendre, une conscience pure pour dire vrai.

L'élégance et l'imagination sont à bannir quand une vision nette, claire, précise et un jugement honnête et sûr suffisent.

C'est-à-dire que le « caractère » est la qualité primordiale du bon officier d'État-Major qui ne doit pas plus se laisser attendrir par les craintes, les appréhensions ou les doléances plus ou moins

justifiées des uns qu'il ne doit se laisser impressionner par l'accueil qu'il recevra de son chef lorsqu'il apportera à celui-ci des renseignements qui lui plairont ou qui lui déplairont.

III

Tant de qualités sont nécessaires au bon officier d'État-Major qu'il n'est pas étonnant qu'un tel officier soit un « oiseau rare ».

Comme la nature humaine est généralement imparfaite, l'officier d'État-Major partage avec les littérateurs et les critiques littéraires, en particulier, cette infortune qu'il plaît aux uns pour les raisons qui font précisément qu'il déplaît aux autres. Il est bien rare, en effet, sur le théâtre en paix, comme sur le théâtre de la guerre, qu'une pièce trouve à la fois réunies chez l'auteur, chez les acteurs et dans la mise en scène, toutes les conditions du succès.

Le critique chargé d'en rendre compte peut être d'une impartialité absolue en même temps qu'il possède une compétence indiscutable; il se fera pourtant attraper ou même traduire en justice — cela s'est vu récemment — par l'auteur ou par le directeur du théâtre. Quant aux acteurs, je n'ose en parler. Seul, le public se divertit aux dépens des uns et des autres.

Il en va de même de l'officier d'État-Major, avec

cette aggravation qu'il est à la fois juge et partie. De là viennent tous ses malheurs.

La critique des ignorants, des jaloux ou de ceux dont le parti pris aveugle définitivement l'intelligence, importe peu au fond.

Nous pouvons, malgré tout le mal qu'elle peut faire parmi la masse influençable, parce que non avertie, à laquelle elle s'adresse, la laisser de côté, et dédaigner surtout les cris et les injures de ceux qui se vengent sur un ensemble d'honnêtes gens de leurs déceptions personnelles ou qui exploitent des querelles particulières avec tel ou tel individu peu défendable pour malmener ceux qui n'ont rien à voir dans le différend.

Là n'est pas la question. Celle qui se pose d'une angoissante façon résulte du malentendu qui a surgi et qui a duré pendant toute la guerre entre les combattants et l'organe d'exécution du commandement, entre les exécutants et l'État-Major.

D'où provient le malentendu? Peut-on l'éclaircir et peut-on y remédier? Voilà un sujet d'une importance capitale que nous ne pouvons qu'effleurer ici à cause de son ampleur, et sur lequel il nous faudra revenir quelque jour.

Entre le commandement qui conçoit et la troupe qui exécute, il est un nombre considérable d'intermédiaires, dont la plupart sont des États-Majors et des officiers d'État-Major.

Sans remonter jusqu'au G. Q. G., prenons l'exemple d'une armée.

La cascade des ordres est effrayante. Tout en

haut, le torrent précipite une masse d'eau compacte, et tout en bas, le sol ne recueille qu'une poussière d'eau. Ainsi en va-t-il des ordres.

Partis de l'armée sous une forme globale et simple, ils bifurquent aux corps d'armée, qui, chacun, prennent la tranche qui les intéresse; les divisions les retaillent, et ainsi de suite à l'infanterie et à l'artillerie divisionnaires, aux régiments, bataillons, compagnies, sections, jusqu'au modeste commandant d'un groupe de combat qui fait exécuter. Car c'est ainsi : le plan mirifique d'un Foch ou d'un Pétain ne tient pas si le poilu ne sort pas de sa tranchée de départ à l'heure qu'il faut et comme il faut.

Que l'on veuille bien songer à la distance qui sépare, dans le temps et dans l'espace, le cerveau du grand chef, qui a conçu et ordonné, des bras du mitrailleur qui installera sa pièce et des jambes du voltigeur qui donnera l'assaut !

Et quand les combattants blâment l'État-Major, ils parlent des officiers qu'ils ont vu appartenant à un échelon quelconque, intermédiaires innombrables entre la *conception* et l'*exécution*, sans participation à l'éminente dignité de l'une ni de l'autre.

Si le dialogue pouvait s'engager sincèrement et loyalement entre celui qui *conçoit* et celui qui *exécute*, nous assisterions au plus passionnant des débats, et ce dialogue ferait enfin voir et comprendre toute la guerre.

Alors, très certainement, le malentendu serait

dissipé et les bons serviteurs d'une cause grande et noble se comprendraient enfin.

C'est qu'en effet, la guerre n'est ni ce que j'ai vu, moi « *État-Major* », ni ce que tu as vu, toi, « *exécutant* ». C'est tout à la fois ce que j'ai vu, ce que j'ai fait et ce que tu as vu et fait.

Voici ce que m'écrit un ami très cher qui a fait toute la guerre dans la troupe et avec lequel j'aime discuter, parce que, moi aussi, bien que breveté, je suis un vieux troupier et que nous pouvons parler à cœur ouvert :

« Nous ne pouvons ni vous ni moi nous arracher au point de vue partiel qui a été le nôtre.

« Vous avez vu des ensembles, mais d'un point de vue spécial, donc vous n'avez vu qu'une partie des choses en synthèse. Pour moi, je sais que je n'ai vu que quelque chose de partiel, mais ce quelque chose je l'ai vu à fond. Je suis, par la force des choses, un officier de troupe. Je comprends la guerre en tant que tel, c'est-à-dire partiellement ; et, quel que soit l'effort d'intelligence que je fasse pour me rapprocher de vous, il y a des terrains sur lesquels je ne puis vous suivre. Mais il n'est que de savoir son ignorance et son infirmité.

« Quand vous parlez des angoisses que vous avez éprouvées au poste de commandement où vous avez travaillé, pendant la longue bataille, ces angoisses, je les mesure, et je sais bien, vous connaissant et vous ayant vu au feu, que l'absence de danger physique ne compte pas à vos yeux.

Ne les comptons pas non plus pour l'exécutant honorable. J'affirme cependant que ces angoisses de commandement égalent celles que vous ressentez vous-même. L'esprit et le cœur de l'homme sont bornés. Il suffit de peu de chose pour les remplir jusqu'au bord. Votre esprit et votre cœur débordent de la responsabilité d'une grande unité et du sort d'une fraction importante de la force de la France. Les miens débordent de la responsabilité de cent hommes de chair dont je sais les noms, que j'aime et que je vais mener à la mort. Le sort même d'un seul être aimé pèse, en ces circonstances, autant que le destin d'un empire. L'ampleur de la décision n'est pas le signe exact de sa valeur. Plus on descend, plus son étroitesse est compensée par sa réalité plus proche et plus poignante. L'ordre que vous donnez, ou que vous transmettez, se traduira par la mort d'un certain nombre de combattants que vous ne connaissez pas et dont vous ne verrez pas, tout à l'heure, les cadavres sur le champ de bataille. Je sais qu'il vaut mieux et qu'il faut qu'il en soit ainsi. Mais moi, exécutant, j'entendrai les cris des mourants, j'enjamberai les cadavres de ces morts qui sont mes enfants. Si mon horizon est étroit, il est plein de réalités

« Certes, je ne songe pas à diminuer la valeur des décisions du commandement que vous aurez préparées ; je pense que c'est une illusion de croire que de plus petites décisions sont plus faciles à prendre.

« Toutes choses égales, les fonctions se valent.

Il n'y a de différence que dans la valeur des individus et dans leur aptitude à remplir la fonction qui leur incombe. Au point de vue absolu, on peut dépenser dans le commandement d'une compagnie une intelligence égale à celle qui est nécessaire au commandement d'une armée. Je ne veux pas dire qu'un commandant de compagnie vaille le général d'armée. Je pense que ce général a été capitaine. Il se vaut lui-même.

« Quand donc vous me montrez la complexité de votre tâche et la somme de votre labeur, je vous crois. C'est vrai. C'est indiscutable. Je suis sûr que, commandant de compagnie, vous eussiez dépensé la même énergie et la même ingéniosité pour le ravitaillement de vos hommes et la mise au point de votre unité. La somme de vos efforts eût été la même, appliquée à un objet plus petit. Il y a des chefs-d'œuvre en miniature. La grandeur d'un tableau n'a rien à faire avec sa valeur.

« Ainsi, je ne suis pas de ceux qui diminuent le rôle de l'État-Major ou le jugent suivant la médiocrité de tel ou tel. Je ne réclame pas contre l'affirmation d'une supériorité ou d'une utilité plus grande. Il n'y a pas de hiérarchie de valeur entre les fonctions, mais seulement entre les individus.

« Le meilleur État-Major ne peut rien au sommet s'il n'existe pas, à la base, de bons commandants de compagnie.

« En réalité, les reproches que font les exécutants à l'État-Major s'adressent à une certaine forme de commandement dont il n'est pasessentiellement

responsable. Vous-même, dans nos conversations, vous avez souvent reconnu le vice en question, puisque vous dites que le renseignement parvient trop lentement au commandement et que l'ordre est toujours en retard. De là à dire que le chef commande toujours à contre-temps, en retard de quelques mesures, il n'y a qu'un pas, et ce pas, les exécutants l'ont franchi. Ont-ils eu tort? Oui, quand ils ont accusé des personnes, car c'est le système qui est coupable.

« La forme présente du commandement, par ses retards inévitables, la multitude des intermédiaires qu'il nécessite, fait qu'il est incapable de diriger réellement les événements, ou du moins les événements du moment.

« Sans doute, nous avons des moyens modernes de transmission, mais vous déclarez vous-même qu'on se leurre sur leur rapidité et que, dans les moments de crise, précisément à la minute où le commandement devrait pouvoir agir avec toute son intelligence, toute sa volonté, tout son cœur et toute son énergie, il ne peut plus faire sentir à temps son action.

« Sans doute, il est bien des cas où une volonté personnelle nettement accusée a réussi à briser les résistances d'en haut, a franchi tous les échelons intermédiaires et a pu se manifester rapidement sur la ligne de combat. Mais cela n'est pas, hélas, la façon normale, et on ne peut juger un système que sur des cas normaux.

« C'est ce qui explique d'une part que nous ayons

laissé maintes fois échapper la Victoire que nous tenions et que, d'autre part, on ait persisté trop souvent dans des attaques impossibles. La raison en est qu'avec le système de commandement actuel, le grand chef est dans l'incapacité absolue d'exploiter une occasion décisive, comme il lui est impossible d'arrêter en temps voulu une opération qui ne peut donner aucun résultat.

« Vous dites : « C'est la guerre ! » Je réponds : « Voilà l'impasse où la frénésie du nombre et de la masse a réduit l'art militaire. Le commandement ne commande plus comme le combattant voudrait qu'il le fasse. Et ce n'est pas sa faute, non plus que celle de l'État-Major, cette entité mal définie dans l'esprit des combattants, à qui ils imputent injustement leurs déboires.

« C'est la faute d'une évolution qui historiquement remonte peut-être à Napoléon, et même au principe divisionnaire. Ce serait à rechercher. Je crois, pour ma part, qu'il ne faut pas s'incliner et demeurer au point où nous sommes.

« Il y a une grande réforme à tenter. Il faudrait subordonner la constitution organique des unités et leur nombre aux possibilités d'action du commandement, de telle sorte que celui-ci pût s'exercer normalement et efficacement. Le malentendu entre le commandement et les exécutants vient de là.

« *L'un ne s'est pas senti obéi. Les autres ne se sont pas sentis commandés.*

« D'où leur mauvaise humeur réciproque, injustifiée sans nul doute.

« Après y avoir mûrement réfléchi, à la suite de nos amicales discussions, je vois maintenant avec une tristesse profonde l'origine du malentendu.

« Alors que nous autres, dans la tranchée, nous pestions après le commandement qui ne commandait pas, il y avait là-bas, quelque part derrière nous, des hommes angoissés de ne pas savoir ce que nous savions, des hommes qui, une fois reçu le renseignement, se hâtaient de remédier à la situation, qui travaillaient pour nous de tout leur cœur, avec toute leur science et toute leur énergie, qui veillaient toute une nuit pour éviter la perte de quelques minutes précieuses ! Et voilà les hommes que nous maudissions, nous, les exécutants.

« A qui la faute? Sinon au système, à cause duquel des heures entières se perdaient ensuite. Et les combattants, se sentant ou se croyant abandonnés, ne donnaient pas l'infime partie de ce que, commandés, ils eussent donné. Vous n'avez pas, par bienveillance, accusé les exécutants d'avoir saboté vos ordres devenus pour eux inactuels ; mais vous le pensez, et c'est strictement vrai.

« Les exécutants ont déçu le plus souvent les espoirs du commandement, et ce n'est ni la faute de celui-ci, ni celle de ceux-là. Entre les deux organes de l'action guerrière, il y avait désaccord forcé, parce que la décision prise en haut ne répondait plus, lorsqu'elle parvenait en bas, à la situation qui était celle du moment. Le chef d'orchestre a distribué les partitions à ses musiciens; mais,

quand il lève son bâton pour commencer le concert, il est, au bout de l'orchestre, un lot d'exécutants dont le vent a tourné plusieurs feuillets de la partition, et ils ne sont plus à la page. D'où la cacophonie, les sifflets du public et la mauvaise humeur des musiciens. Et pourtant le chef d'orchestre était un maître, et les exécutants avaient une valeur grande, en même temps qu'un ardent désir de bien faire.

« Il faut donc, de toute nécessité, aviser et changer un système qui ne satisfait plus personne. Encore une fois, une grande réforme s'impose dans le présent et pour l'avenir, que le travail, la réflexion et le progrès scientifique doivent permettre.

« Si, quelque jour, le commandant en chef, non pas le généralissime, mais celui qui actionne les troupes directement, pouvait diriger sa bataille comme un amiral dirige la sienne, nous verrions enfin disparaître les malentendus entre le commandement (et ses aides) et les exécutants ! »

Voilà bien, en effet, tout le drame de cette guerre. Par la force même des choses, et par le vice fondamental d'un système trop complexe, un malentendu est né, qui a persisté et qui persiste encore.

Ainsi des gens également loyaux, également compétents, chacun dans sa partie, et qui voulaient travailler ensemble pour obtenir le même résultat que tous désiraient et pour lequel ils se sacrifiaient ne sont pas parvenus à s'entendre, ni même à se connaître. De là des appréciations injustifiées de la part des uns et des autres.

— Si, dit l'un, mes ordres avaient été exécutés, tout aurait marché beaucoup mieux.

— Si, dit l'autre, j'avais reçu les ordres correspondant à la situation réelle, j'aurais obtenu d'autres résultats !

Encore une fois, il y a là un drame vécu dont les péripéties marquent bien les phases de la guerre trop longue que nous avons faite.

Voici donc, à mon sens, dans la discussion engagée, la seule chose qui mérite de retenir l'attention, et c'est la rupture entre deux compétences qui résulte, peut-être, d'une connaissance incomplètement réalisée entre elles, mais, sûrement, des défauts de tout un système dans lequel le commandement et l'exécution ne sont pas reliés comme ils devraient l'être pour la bonne marche des affaires.

Est-il possible de trouver mieux? Pendant la guerre, on ne l'a pas pu. Ce doit être le problème le plus urgent à résoudre durant que nous sommes en paix.

Tout ce que nous pouvons dire ici, c'est d'abord :

Que dans la dernière guerre la besogne du commandement et des États-Majors a dû être tout entière de prévision et de préparation.

Qu'une fois cela fait, le commandement subordonné et les exécutants étant sur place aux prises avec la réalité du moment durent adapter la *conception* primitive aux événements et à la situation.

Au début, tout était dans la conception et dans

la préparation la plus minutieuse ; à la fin, tout était dans l'énergie de l'*exécution*, à la condition que la tâche qui lui était assignée fût possible et qu'elle eût en mains les moyens nécessaires et indispensables pour la mener à bien.

Tous les intermédiaires sont négligeables. Mais qu'on ne vienne pas dire que le commandement n'a jamais dirigé et n'a pas eu d'influence sur le résultat.

Une thèse semblable est injuste parce qu'elle est fausse. Nous l'allons montrer tout à l'heure quand nous parlerons du commandement.

CHAPITRE III

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE

I

Voici encore une institution dont ont médit une foule de gens qui la connaissent peu ou prou.

Née des douleurs et des désastres de 1870, elle s'est édifiée lentement et péniblement. Ses fondateurs et ses premiers directeurs ont longuement cherché la voie qu'il fallait suivre.

D'abord École d'État-Major, où les élèves apprenaient beaucoup plus les rudiments d'un métier ingrat que la science de la guerre, elle s'est peu à peu consolidée. Son enseignement s'est élevé et, sortant des chemins battus, des études purement historiques et didactiques, il a visé à former les esprits bien plus qu'à les nourrir.

Des hommes de haute valeur qui se nomment Maillard, Bonnal, Langlois, Foch, Pétain, Fayolle, Debeney, pour ne parler que des plus connus, ont rénové les méthodes d'enseignement et de travail, ont posé des principes et créé, dans l'armée, le milieu intellectuel qui lui avait manqué autrefois

et d'où sont sortis la plupart des chefs militaires qui ont tant contribué à notre victoire.

Dès 1890, sous l'impulsion du colonel Maillard, homme de grand savoir et d'un bon sens aiguisé de finesse, la marche ascendante commence.

Vraiment l'esprit et le cœur se révoltent chez ceux qui savent l'immensité de l'effort accompli lorsqu'ils se heurtent au parti pris de dénigrement des ignorants et des jaloux.

Sans doute, ici comme partout, il ne faut pas demander ni chercher la perfection ; sans doute il y a eu bien des erreurs commises. Il y a eu surtout des outrances néfastes trop connues, et d'ailleurs blâmées par la plupart des « brevetés » et même des « jeunes brevetés » ; outrances impardonnables, inexcusables et que nous ne chercherons nullement à justifier.

Il y a dans toute collectivité une aile gauche qui, sous prétexte de progrès, fait profession de cultiver l'utopie. Or, nous savons que si les doux rêveurs ou les sanguinaires idéologues ne font qu'un mal restreint dans une assemblée parlementaire, il n'en va pas de même à la guerre, où « la spéculation se traduit en désastres » !

C'est vrai, et il est douloureux de penser que ceux-là mêmes qui nous entraînaient si loin de la réalité aient eu, précisément au moment où la grande guerre allait éclater, une influence que nous ne saurions trop regretter. Comment et pourquoi cela s'est-il fait? Mystère.

Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon que, dans

notre société militaire, dans nos assemblées de tacticiens et de stratèges, ce fut l'extrême gauche qui l'emporta et qui prit la direction des affaires?

C'était une phase de l'évolution, phase qui, sans doute, eût duré fort peu, mais qui a coïncidé avec la préparation et l'éclosion des plus grands événements militaires que le monde ait connus.

Comment ne sommes-nous pas morts de ce coup terrible? Tout simplement parce que notre École de Guerre avait préparé et mûri les esprits et les caractères de ses élèves et que ceux-ci se sont adaptés plus vite que nos ennemis à la situation.

Car les Allemands avaient vu les choses comme on les vit chez nous ; eux aussi, ils avaient suivi le parti le plus avancé ; ils voyaient, avec Bernhardi et les autres prophètes, la manœuvre hardie terrassant l'adversaire avec la rapidité « de l'éclair qui jaillit de la nue » !

Mais nos ennemis n'ont pas eu notre souplesse d'esprit, et leur brutalité persistante n'a pu triompher de notre agilité.

Le général de Négrier qui, certes, avec sa grande expérience des choses de la guerre et son jugement si droit, n'aurait pas admis les thèses des ardents imaginatifs, disait, il y a bien longtemps :

« Il y aura plus de différence entre la prochaine guerre et celle de 1870 qu'il n'y en eut entre celle-ci et les guerres du premier Empire.

« Le service obligatoire, d'où sortiront des masses armées, la poudre sans fumée, les armes à tir

rapide poseront aux tacticiens des problèmes que nous ne soupçonnons pas.

« La guerre, à ses débuts, sera une surprise pour les deux adversaires. Le vainqueur sera celui qui comprendra le plus vite, donc ce sera nous ! »

Voilà comment, en effet, la question s'est posée aux hommes de grande intelligence et de ferme bon sens qui ont présidé aux destinées de notre Université militaire. Et voici qui donne la mesure de l'effort accompli durant quarante ans :

Une armée issue de la défaite se forme, qui va disposer de gros bataillons et de moyens puissants. C'est un corps énorme qui d'un coup est créé. A ce corps il faut une tête proportionnée, et une tête qui pense. Quel problème que celui dont le Créateur lui-même, avec la toute-puissance qu'on lui attribue, n'a pu trouver la solution qu'au bout de longs siècles, car, si la science dit vrai, il est certain que le cerveau du premier homme ne répondait que faiblement à la perfection de son corps.

Et c'est ce problème, que des hommes chétifs, bien que pétris des mains du Créateur, reprochent à d'autres hommes, non moins chétifs, de n'avoir pas résolu d'emblée !

Donc l'armée existe. Il faut lui donner une tête — *caput* — c'est-à-dire un chef. Il faut à ce chef des adjoints et des aides. C'est à l'École de Guerre qu'on les formera.

Alors on se met au travail. D'abord, on cherche à voir clair dans la situation embrouillée d'une fin de guerre désastreuse, où les vainqueurs,

dépouillés de leurs défauts, se dressent fièrement sur un piédestal, drapés dans le vêtement de pourpre qui cache leurs infirmités.

L'État-Major allemand se hâte, comme il le fait aujourd'hui encore, de dresser ce monument à la plus grande gloire des généraux allemands.

C'est le seul document dont nous disposons au début. On l'étudie et bientôt naît une doctrine très allemande comme, après la guerre de Sept ans, était née, chez les admirateurs du roi de Prusse Frédéric, une doctrine essentiellement opposée à nos mœurs et à notre esprit français.

Puis, peu à peu, on s'aperçoit, à l'étude, que les Allemands sont les disciples de Napoléon dont ils ont recueilli les leçons que nous avions oubliées. C'est le triomphe de Clausewitz et de ses adeptes.

Remontant aux sources, on constate que les Allemands ont mal digéré les leçons de l'Empereur auxquelles la lourdeur et la nébulosité de leur esprit germanique ne les ont pas préparés.

En même temps, la lumière se fait, par l'étude des archives de la guerre de 1870, et l'œuvre monumentale de l'État-Major allemand apparaît comme un bluff colossal. Nous avons enfin trouvé le défaut de la cuirasse de notre adversaire.

Alors connaissant la manière du maître, du maître français, et n'ignorant plus rien des faiblesses de notre adversaire, nous pouvons construire un corps de doctrines. C'est à quoi s'attachent les Maillard, les Langlois, les Foch, les Pétain, et tant d'autres moins connus, mais non moins méritants.

Et vous voudriez, ô Français, mes frères, que nous ne rendions pas justice à ces hommes, qu'ils appartiennent à l'État-Major, à la Section historique ou à l'École de Guerre même, quand nous connaissons le labeur écrasant qu'ils ont fourni et quand nous savons que ces hommes ont allumé le flambeau qui a éclairé la route aboutissant à la victoire !

Oui, le flambeau n'a pas toujours brillé du même éclat. C'est entendu. Parfois, il a passé entre des mains inhabiles. Il a failli s'éteindre, c'est vrai. Qu'importe ! puisqu'il a été ressaisi vigoureusement par ceux-là mêmes qui lui avaient donné son éclat le plus vif, et que, dès lors, il a duré jusqu'au bout.

Racontez tout ce que vous voudrez, c'est l'École de Guerre qui, pendant quarante ans, a été le sanctuaire où la flamme s'est allumée et a été entretenue au travers de bien des vicissitudes. Cela, vous ne pourrez pas le nier.

Dites que la lumière ne fut pas toujours éclatante, qu'elle fut trop rouge à certains moments. Je vous l'accorde. Mais elle fut.

II

L'École de Guerre n'eût-elle servi qu'à cela, la France pourrait lui témoigner sa reconnaissance. Il y a autre chose.

D'abord, dans une armée qui traverse une

longue période de paix, les esprits les meilleurs s'endorment et s'atrophient à faire un métier forcément monotone pour qui se contente du terre à terre.

L'École de Guerre a eu ce mérite de réveiller les intelligences et d'appeler à elle une élite. Je dis intentionnellement *une* élite, et non pas l'élite de l'armée, car il est beaucoup d'officiers du plus grand mérite qui, pour des raisons diverses (famille, séjour aux colonies, affection profonde de la troupe dont ils ne voulaient pas se séparer), n'ont pas voulu rechercher un brevet dont ils pouvaient se passer et qui, dans la vie militaire, occasionnait plus d'ennuis qu'il ne rapportait de bénéfices.

De nombreux officiers d'élite ont préparé les examens de l'École de Guerre. Que le lecteur veuille bien nous croire, cette préparation lente et approfondie d'un examen très sérieux est, par elle-même, une chose utile. C'est une façon excellente pour le candidat d'acquérir ou de compléter sa culture générale, car il s'agit beaucoup moins, à l'examen, de constater que le postulant possède une masse informe de connaissances superficielles que de voir s'il a travaillé en profondeur, s'il en est capable et s'il peut continuer.

Celui qu'on a toujours cherché à faire entrer dans cette maison, c'est non pas le *bon élève*, mais l'*homme* capable de recueillir les fruits d'un enseignement supérieur et de les exploiter plus tard par son travail personnel. N'en déplaise à

Jean de Pierrefeu, s'il est un endroit en France et dans l'armée où la discussion est permise et même recommandée, c'est bien ici, avec la restriction naturelle que toute discussion donnera lieu à une mise au point, car il est bien rare que d'une discussion non dirigée ou non orientée puisse jaillir la moindre lumière.

Par conséquent, la préparation est déjà une affaire dont même les officiers qui ne réussiront pas à l'examen tireront le plus grand profit pour eux et pour l'armée.

Laissons les malchanceux, et prenons ceux qui ont réussi.

Que vont-ils trouver à l'École de Guerre? A cette question, le général Debeney a répondu :

Une méthode de travail ;

Un milieu ;

Des principes.

Une méthode de travail. C'est qu'en effet, si, comme nous l'avons dit, les militaires ont fourni après 1870 un effort immense auquel l'École de Guerre a pris une grande part, c'est celle-ci qui a créé la méthode, et la méthode positive.

A cette méthode, il n'a manqué qu'une chose pour qu'elle fût vraiment scientifique, je veux dire l'*expérience.*

C'est beaucoup, il est vrai; mais comment, en temps de paix, le tacticien pourrait-il faire les expériences indispensables au vrai savant? C'est une chose impossible. S'il ne veut pas tomber dans le dogmatisme — ce qui fut la fatale erreur de

quelques-uns — il ne peut suppléer au défaut d'expérience qu'en assouplissant à l'extrême l'intelligence et l'esprit de ses adeptes, de telle sorte que ceux-ci, dès que le premier coup de fusil de la prochaine guerre aura retenti, c'est-à-dire dès que l'expérience commencera, puissent en tirer profit « en vitesse » et, oubliant au besoin toutes les théories apprises, ne voient plus désormais que le résultat du moment. En un mot, le tacticien doit être « en état permanent d'hypothèse » et ne jamais rien affirmer tant que l'expérience ne sera pas venue confirmer telle ou telle hypothèse.

C'est pourquoi la méthode employée est celle « des cas concrets » infiniment variés qui, assurément, ne représentent que de loin la réalité, surtout lorsque les leçons des réalités guerrières ont été obscurcies par le temps, mais qui sont, comme on dit, avec un sourire, des « jeux d'esprit » où — voilà qui devient sérieux — les esprits s'assouplissent et se forment.

Les « cas concrets » sont étudiés à loisir par chaque élève travaillant chez lui, seul et sans aide. Travail personnel, travail productif.

Ou bien ils donnent lieu à des études collectives entre officiers d'âges divers et d'armes différentes. Le contact se prend ainsi : les idées se heurtent pour finir par se fondre ; les études exécutées sur la carte, puis sur le terrain, sont une école excellente pour la formation de l'esprit et pour l'éclosion des décisions raisonnées.

Enfin, avant 1914, comme maintenant, des

conférenciers choisis parmi les hommes les plus compétents de toute la France créent un courant d'idées en traitant les problèmes qui se posent, au moment même, à l'opinion.

Jadis, le général Foch nous faisait en outre suivre les cours les plus importants de l'École des sciences politiques.

Aujourd'hui, le général Debeney porte son attention sur toutes les études concernant l'industrie et la fabrication du matériel de guerre comme sur les grandes questions de politique générale, sur les transformations sociales et sur tout ce qui peut servir à suivre l'évolution et à mesurer l'intensité des forces qui, comme il le dit, « agiront d'une façon décisive dans les conflits où la science militaire aura à intervenir ».

Ainsi armés théoriquement et pratiquement, car nos officiers vont voir l'industrie en action, les « brevetés » possèdent la culture nécessaire pour baser et diriger le travail de toute leur existence.

Un milieu. Milieu hétérogène s'il en fut, car toutes les armes et tous les âges sont représentés à l'École ; milieu sympathique parce que tous possèdent une instruction sérieuse et sont animés du désir de la développer ; milieu qui deviendra homogène grâce à la direction donnée par un chef de haute culture et de grande expérience entouré de professeurs dûment choisis par lui et offrant toute garantie.

Des principes. A-t-on assez répandu d'encre et d'invectives sur la fameuse doctrine de l'École

de Guerre? Prônée par les uns, maudite par les autres, définie par personne.

Et pourtant, une instruction doit se baser sur des principes. Ceux-ci ne sont autres que ceux que pose le haut commandement et qui sont définis par les règlements.

Les principes que nul ne discute aujourd'hui sont : la prépondérance du feu, voilà pour le matériel ; la précision de la préparation, voilà pour le commandement, l'État-Major et la troupe ; l'importance des facteurs moraux, voilà pour tout le monde.

Enfin et surtout, le grand principe du jour, à savoir que le travail seul peut compter aujourd'hui pour la patrie victorieuse mais meurtrie, et qu'il ne s'agit pas de chercher des chicanes aux uns ni aux autres pour savoir qui aurait été cause de la défaite si nous avions été vaincus. Qu'on recherche les fautes commises, afin d'éviter, à l'avenir, de retomber dans les mêmes erreurs, fort bien. Voilà ce que nous devons faire.

Établir des responsabilités? Soit, mais cela devient plus difficile si l'on veut la justice. Diminuer le mérite de ceux qui ont remporté la victoire en introduisant le scalpel de la critique dans leur œuvre, pour la disséquer et peut-être la détruire? A quoi bon, et à quoi cela peut-il mener?

CHAPITRE IV

LE COMMANDEMENT

I

Le commandement, c'est le chef. Si l'on s'en rapporte à Napoléon, qui fut, parmi les grands chefs, le plus grand et le plus complet, les qualités essentielles du chef de guerre sont : l'*ardeur*, la *résolution*, l'*intelligence* et l'*imagination*.

Ces qualités, en effet, supposent l'existence de toutes les autres.

Prenons dès le temps de paix le généralissime désigné. Il lui faut l'ardeur au travail pour venir à bout de la tâche formidable qu'il a assumée ; l'ardeur pour défendre ses conceptions et pour convaincre tantôt le gouvernement, tantôt ses aides militaires ; l'ardeur encore pour activer la préparation de la guerre. Si l'homme sur les épaules duquel reposent un tel fardeau et de si lourdes responsabilités n'est pas dévoré de l'ardeur qui anime le réalisateur ; si, pour une raison quelconque (âge, fatigue, ambition repue, scepticisme), il a, comme disent les militaires, « mis sac à terre », qu'il cède la place à un autre.

Que deviendrait, en guerre, un chef qui n'aurait

pas l'ardeur nécessaire pour entraîner l'immense foule qu'il pousse devant lui, et pour animer tout le peuple qu'il a charge de défendre et qui travaille derrière lui et pour lui?

Quant aux opérations de guerre, jamais il ne les conduira si l'ardeur lui manque, car il se laissera imposer la volonté de l'ennemi et jamais il n'aura sa liberté d'action ni l'initiative des opérations.

La *résolution* du chef est faite de courage et d'intelligence. Elle comporte l'énergie qui n'a rien de commun avec la brutalité, la faculté de raisonnement calme et froid qui n'appartient pas aux impulsifs. L'homme vraiment résolu est celui qui se renseigne, se documente, qui sait ce qu'il peut et ce que peut l'ennemi. C'est encore l'homme qui sait réfléchir, qui connaît les limites de la science humaine, qui se rend compte que jamais il ne saura tout, ni sur les siens, ni sur l'ennemi ; qui, tel le vrai savant, est en état permanent d'hypothèse, mais qui, cependant, saura prendre une décision ferme avec une intelligence lucide et un courage calme, lorsqu'il aura fait la part du connu et de l'inconnu en tablant sur l'un et en se garant de l'autre.

C'est en un mot l'homme fort qui sait établir le bilan d'une opération, qui sait ce qu'il peut et ce qu'il veut, qui ne veut que des choses possibles, mais qui n'ignore pas qu'au jeu de la guerre on court toujours un risque.

Le chef de guerre résolu saura vouloir, saura risquer et par conséquent saura prendre une déci-

sion raisonnée et raisonnable. Il s'y tiendra. Il la poursuivra.

Comment poursuivre un but si on ne sait pas le définir, faire ce qu'il faut pour l'atteindre et prendre, coûte que coûte, une résolution?

L'*intelligence*, « c'est le sens des réalités » ! Un rêveur, un idéologue, un utopiste nous mèneraient aux pires désastres. Le chef doit être un réalisateur.

La résolution unie à l'intelligence, c'est vraiment une des caractéristiques les plus sûres de ce qu'on nomme « le génie ».

L'*imagination* ! Il en faut — Pierrefeu a raison — au chef de guerre pour combler les lacunes de la science militaire et pour trouver, sinon des formules nouvelles, du moins une adaptation sensée des formules anciennes aux nécessités actuelles. Mais il ne faut pas, chez le réalisateur, que l'imagination dépasse les limites permises.

Le don de « divination » n'est; le plus souvent, que la faculté d'invention poussée à un haut degré Il est l'apanage du génie. L'imagination de l'homme de guerre n'a rien de commun avec celle de l'artiste, car elle doit être réfléchie autant qu'active et ne jamais s'exercer hors du domaine des réalités.

Prendre ses désirs ou le fruit de son imagination pour une réalité, voilà qui serait singulièrement dangereux à la guerre, ou même dans la préparation de la guerre.

II

Si on veut bien réfléchir à ce que représente l'ensemble des qualités primordiales qu'un gouvernement est en droit d'exiger de l'homme aux mains duquel il confie les destinées du pays en cas de guerre, on conviendra qu'il est fort difficile de les trouver réunies dans un individu, si bien doué qu'il soit.

Celui qu'on nomme un « génie » n'apparaît que rarement en ce monde, et pourtant il importe de trouver, sinon l'homme de génie, du moins l'homme capable.

L'histoire et la légende ont imposé à nos imaginations une certaine figure du chef, dont le masque possède un profil nettement dessiné. C'est à ce type que, volontairement ou involontairement, les admirateurs et les détracteurs se reportent toujours, comme si la nature des choses était immuable, et comme si l'homme d'une époque devait toujours ressembler à celui des temps passés.

Rien n'est plus faux. Aujourd'hui, par exemple, si, dans l'ensemble, le chef de guerre doit encore posséder les qualités grâce auxquelles ses prédécesseurs illustres furent célébrés par ce coquin de Plutarque, il est évident que ces qualités mêmes ne produiront rien, à moins d'être fondées sur l'intelligence des nécessités du moment et sur une technicité qui eût pu paraître fort inutile autrefois.

C'est que la guerre « fraîche et joyeuse » n'a

existé que dans la lourde et folle imagination des Allemands et de leur joyeux Kronprinz. Il ne s'agit plus de cela depuis longtemps. La guerre, qui est, sans aucun doute, une industrie pour les Germains, est devenue pour tous les peuples la guerre industrielle.

Le génie du chef de guerre tend de plus en plus à voisiner avec celui du grand capitaine d'industrie.

En tous cas, l'un comme l'autre doit calculer, prévoir, faire son bilan, vouloir enfin et décider.

Le chef donne l'ordre. Il en prend toute la responsabilité.

III

Le chef ordonne. Voilà ce que ne veulent pas comprendre tant de gens qui s'en vont reprochant à l'État-Major, c'est-à-dire aux aides du commandement, les décisions dont celui-ci porte seul la responsabilité.

Dans la guerre récente, plus que dans toute autre, le chef ne pouvait ni tout prévoir, ni tout savoir, ni tout ordonner. C'est pourquoi auprès de chacun des généraux il y avait un chef d'État-Major, un État-Major et des services.

Le chef d'État-Major est fatalement amené à devenir le confident du général, puisque les décisions de celui-ci doivent être préparées avec un soin minutieux dans le moindre détail, et les décisions, une fois prises, doivent être réalisées

avec le même soin et la même minutie par l'État-Major et les services.

Mais le confident n'est pas le maître, et les organes d'exécution n'ont aucune part dans la décision.

Dès lors, pour qui veut raisonner et juger sans passion, il est aisé de comprendre que la personnalité du chef, quand il s'agit de se débattre au milieu de tant de questions complexes, disparaît fatalement quelque peu devant la nécessité absolue d'une étroite collaboration entre un certain nombre de personnages auquel le principal délègue une partie de ses pouvoirs. Cela ne peut pas être autrement, et c'est ce qui explique ce nouveau malentendu.

Le chef-individu a disparu aux yeux des profanes au milieu d'une collectivité, et pourtant cette collectivité n'a pu agir que commandée et dirigée par lui, et par lui seul.

Sans doute il est arrivé que parfois, en cas de carence du commandement, la collectivité a agi en ses lieu et place, et elle fit bien ; sans doute aussi, quelques chefs ne possédant pas les qualités requises ont subi l'ascendant de leur entourage, et ils eurent tort. Mais rien de tout cela ne diminue leur responsabilité, bien au contraire. Car on discuterait vainement. Il faut toujours en revenir à ceci, que c'est le *caractère* qui fait l'homme de valeur, donc le véritable chef, et le *caractère* se connaît à cet indice qui ne trompe jamais, qu'il ne fuit pas les responsabilités, mais les recherche,

qu'il n'en diminue pas le poids, mais sait le porter.

« L'homme de caractère sait gouverner les autres parce qu'il sait se gouverner lui-même. »

Un chef sans caractère n'est pas un chef.

IV

La paix, avec toutes les affaires qui sont encore dans la mémoire des Français, avait-elle préparé nos chefs militaires au grand rôle qui allait leur incomber? Avait-on choisi pour les porter au sommet de la hiérarchie les hommes de caractère?

Personne n'osera soutenir un tel paradoxe.

A vrai dire, on comprend difficilement comment l'armée a pu se remettre aussi vite qu'elle l'a fait des secousses terribles venues de droite aussi bien que de gauche, qui avaient ébranlé ses fondements.

Elle a pu sortir de la crise et subir l'épreuve de la guerre parce qu'elle a eu la chance d'avoir, pendant un trop court moment, un ministre qui a compris son rôle et que — quoi qu'on puisse dire ou prétendre — nous avons tous admiré avec raison, précisément parce qu'au lieu de travailler contre les militaires, il a travaillé avec eux. Ce grand ministre, homme à l'esprit précis, a relevé l'armée et lui a rendu la confiance qui lui manquait. La France lui doit une reconnaissance très grande

pour bien des raisons, mais surtout pour celle-là.

Il devait lui rendre d'autres services non moins éminents pendant la guerre, et c'est vraiment abuser de l'esprit critique que de reprocher à ce ministre d'avoir collaboré loyalement avec le général en chef en qui il avait confiance et de l'avoir appuyé de toute son autorité. L'armée, qui doit être bien faible moralement puisqu'elle ne connaît pas l'ingratitude, lui a voué une reconnaissance qui ne disparaîtra pas.

Grâce à ce ministre, l'ostracisme qui avait frappé des chefs de valeur dut céder, et nous eûmes enfin à notre tête un certain nombre de généraux qui vraiment étaient là à leur place.

Quant aux autres, il faut remercier le général Joffre d'avoir eu le courage de les remplacer dans leur commandement.

Qu'il y ait eu, comme je l'ai dit, des erreurs, des jugements précipités contre lesquels un appel est possible, je n'en disconviens pas. Mais, dans l'ensemble, la mesure était nécessaire, indispensable, et elle fut salutaire.

On ne peut s'empêcher d'être pris d'un fou rire quand on lit qu'une franc-maçonnerie militaire, composée naturellement d'une bande de jeunes écervelés, dûment brevetés et dénommés « Jeunes Turcs », a opéré dans l'armée des coupes sombres. Les délégués de ce Grand Orient exerçaient une surveillance active sur tous les généraux et venaient ensuite dénoncer à « Robespierre », qui leur tranchait le col, ceux qui étaient vaguement soup-

çonnés d'avoir l'esprit critique et de ne pas sacrifier à la religion du « cran ».

Étonnante dictature, en effet, que celle de ces brevetés anonymes.

Voici encore un complot que ne jugera pas la Haute Cour, car il n'existe que dans l'imagination de ceux qui font profession de ne rien savoir et qui font de l'histoire en se nourrissant non pas même de légendes, mais de cancans éclos chez la concierge.

Le maréchal Joffre a rendu justice aux accusés lorsqu'il a dit qu'il avait fait ces exécutions parce qu'elles étaient indispensables, qu'il avait pris, bien souvent à regret, une décision qui frappait des camarades dont le passé avait été honorable, mais qu'il en assumait l'entière responsabilité. Tous ceux qui savent comment les choses se passaient, peuvent dire que jamais un général ne fut « limogé » contre l'avis de ses chefs directs. Il en est dont la tête fut demandée par leurs chefs ; il en est d'autres qu'on exécuta sans cette formalité, mais ceux-là, assurément, n'ont pas été défendus par ceux à qui incombait ce soin.

J'ai connu « Robespierre », qui était bien l'homme le plus calme qu'on pût trouver et qu'aucune passion, autre que celle du bien général, n'a jamais agité. Il a rendu — tout comme son homonyme de la grande Révolution — des services que les victimes et leur clientèle ont transformés en crimes, mais qui ont pourtant sauvé l'armée d'une défaite irrémédiable et certaine.

Pourquoi? parce que, pour ne dire que des choses douces, les « limogés » ont — sauf les « limogés » par erreur — montré leur inaptitude absolue à comprendre le genre de guerre qu'il fallait faire. Ils dataient. Aucun espoir ne pouvait subsister de rajeunir leur pensée, non plus que leur science.

La sclérose était inguérissable.

V

La conclusion à tirer de tout ceci va paraître de tendance quelque peu anarchiste, et pourtant il n'en est rien.

C'est qu'un chef, surtout un chef de guerre, n'est véritablement connu que par ses subordonnés.

Sans doute, la confiance d'en haut est nécessaire, mais la confiance d'en bas l'est beaucoup plus encore.

Le chef suprême, haut placé, généralement entouré de « Jeunes Turcs », ne se rend pas toujours un compte exact de la situation. Aussi, quand on vient me dire que ses officiers et ses poilus ont protesté contre l'envoi à Limoges d'un chef qui avait leur confiance et leur affection parce qu'il possédait leur estime, je m'incline et je blâme sans hésitation la décision qui l'a frappé. Le jugement des subordonnés est pour moi, à la guerre en tout cas, le véritable critérium.

Qu'un chef reçoive, au contraire, un avancement

que ne comprendra aucun de ceux qui servent sous ses ordres, voici encore un infaillible critérium.

Comment donc faire, sans recourir à l'élection dont nous savons les inconvénients, le moindre étant d'introduire dans l'armée les mœurs électorales? comment faire sans provoquer le Soviet menaçant?

Je crois qu'on peut trouver un moyen honnête qui ne risquerait pas de nuire à la discipline, en ne prenant, par exemple, aucune décision comportant une sanction ou une faveur, sans que les pairs de l'intéressé aient été consultés par un moyen à définir.

Je pense même que les subordonnés pourraient aussi donner leur avis et qu'un « veto » de leur part devrait empêcher tout avancement peu mérité comme toute exécution sommaire.

Je prie le lecteur de vouloir bien considérer que l'auteur de cette proposition n'a nullement l'intention de chambarder la discipline, mais, au contraire, de l'affermir en la basant sur le sentiment de la justice. Le Français prise encore bien plus la justice que la liberté ou que l'égalité. Il ne tolère pas l'injustice, parce qu'il ne la comprend pas.

VI

Reste une question grave à élucider en ce qui concerne le commandement.

Celui-ci, au cours de la dernière guerre, a-t-il, oui ou non, dirigé la bataille?

Ici encore existe un grave malentendu qu'il semble facile de dissiper.

D'abord, de quel commandement parle-t-on? Sans descendre jusqu'au dernier degré de la hiérarchie, veut-on parler du général de division, ou du général commandant en chef l'armée française, ou encore du généralissime des armées alliées?

Et puis qu'entend-on par ces mots « diriger la bataille »?

Examinons, pour commencer, ce deuxième point.

Le plus grand nombre de nos contemporains en est resté, hélas ! pour ce qui concerne la guerre, et particulièrement la bataille, à la science de ces choses lointaines que l'on acquiert en regardant les images d'Épinal ou les tableaux de nos musées.

Voici, au premier plan, un roi, un empereur, un général illustre qui dirige la bataille. Il est escorté d'un brillant État-Major qui caracole autour de lui. Des canons brisés, des cadavres, des blessés expirants dans l'enthousiasme que leur cause la joie de mourir sous les yeux du chef, les entourent.

Le chef, impassible et impavide, regarde et ordonne.

A ses pieds, car il est fatalement sur un monticule, se déroule le spectacle impressionnant du

combat. On voit ici les batteries qui tirent, là-bas les files bien alignées des bataillons en réserve, et au loin quelques flocons de fumée qui marquent l'emplacement de la ligne des tirailleurs, peut-être même une masse d'escadrons qui chargent l'ennemi affolé.

Cela fut peut-être un jour la peinture de la réalité. Il faut que le bon public en prenne son parti. Cela n'est plus.

Le général qui monterait aujourd'hui sur un monticule, entouré d'un État-Major étincelant, n'y resterait pas deux minutes sans que son État-Major et lui-même fussent réduits à l'état de « chair à pâté ». Il ne verrait d'ailleurs que le vide du champ de bataille, semblable à sœur Anne, dans le conte de Barbe Bleue, qui ne voit que « l'herbe qui verdoie et le soleil qui poudroie » !

Jadis, les troupes engagées étaient relativement peu nombreuses. Le terrain où se sont livrées les batailles légendaires était tout petit. Marengo, Austerlitz, Wagram, Sadowa même et Saint-Privat se peuvent embrasser d'un coup d'œil. Aujourd'hui, le champ où s'emploie une simple division est bien plus vaste que celui de plusieurs corps d'autrefois. Que dire de celui où lutta une quelconque de nos armées?

Le général n'est donc plus sur ce monticule d'où il ne verrait rien. Il est terré dans un trou ou dans une cave, quelque part à deux ou trois kilomètres en arrière s'il s'agit d'un divisionnaire, et plus loin encore s'il s'agit d'un autre.

Il entend beaucoup de bruit, mais il ne voit plus rien. Par contre, il a dans son poste de commandement ses instruments de travail, cartes, plans directeurs, téléphone, télégraphe, T. S. F

Il voit aussi clairement la situation que la pouvait voir son prédécesseur d'il y a cinquante ou cent ans, du haut de son tertre. Il est renseigné même plus rapidement, et ses ordres sont transmis de même.

Celui-là dirige ; j'en réponds pour l'avoir fait cent et quelques fois ! Il dirige, comment? Mais, par l'emploi de son artillerie formidable dont il manœuvre les projectiles au bénéfice de son infanterie ; il dirige par l'emploi de ses réserves qu'il porte au point voulu pour renforcer, pour relever, pour attaquer ou pour recueillir.

Le divisionnaire commande, commande sans cesse, dirige sans répit durant une bataille de quinze jours, comme les divisionnaires de Napoléon pendant leur pauvre petite bataille d'une demi-journée.

L'action est la même, mais elle s'exerce par des procédés différents.

Venons-en maintenant au général en chef. Pour celui-ci, c'est une autre affaire. Il n'a plus à diriger la bataille sur le terrain même. Comment le pourrait-il quand cette bataille se livre de l'Ornain à l'Ourcq, ou de l'Aisne à l'Yser, ou même de Dunkerque à Verdun?

Son rôle n'est aucunement semblable à celui de Napoléon à Wagram ou à Waterloo. Son

action ne peut plus se faire sentir de la même manière, car ses horizons se sont élargis, les manœuvres qu'il doit combiner sont à échéance lointaine dans le temps et dans l'espace, et c'est bien plutôt dans les prévisions antérieures à la bataille qu'au cours de celle-ci même que se fait sentir son action.

Je vais sans doute renverser les idées de nombreux lecteurs en assurant que ce qui intéresse le général en chef, c'est bien moins la bataille qui se livre en ce moment que celle qu'il compte livrer après celle-là.

Naturellement, il convient de distinguer. Quand le général Pétain a livré la bataille de la Malmaison, en 1917, bataille isolée, bataille limitée, il s'est intéressé à ce qui s'y faisait, car il n'avait, pour le moment, aucun autre souci. Mais en 1918, au cours de ces innombrables opérations qu'il a dû mener conformément aux directives du maréchal Foch, il devait se soucier de préparer l'une et, celle-ci déclenchée, il avait surtout à consacrer ses soins et ses peines à l'organisation de celle qui allait suivre.

Le général en chef fait sentir son action par le déplacement de masses d'infanterie et d'artillerie ; cette action a des répercussions, non plus immédiates, mais lointaines, parce qu'il faut transporter les masses réservées par chemin de fer ou pa camions ; et tout transport, même prévu et organisé, demande du temps. Seules les masses ailées de l'aviation peuvent être concentrées rapidement dans l'azur.

Donc, il y a toujours une direction qui s'exerce et qui marque la volonté du chef.

Mais il y a la manière. Le général de Moltke, trop lointain à tous égards, n'a pas dirigé sa bataille de la Marne. Le général Joffre, quoi qu'on dise, l'a dirigée. Il a créé au moment voulu l'armée Foch ; il a transporté de la droite à la gauche l'armée Maunoury, rappelé à temps plusieurs corps prélevés sur les armées Dubail et Castelnau. La voilà, la direction du général en chef, sans compter la manœuvre qu'il a conçue, qu'il a montée et fait exécuter.

En toute sincérité comme en vérité, le chef dirige toujours — à moins qu'il ne soit un incapable, et le destin, dont nul ne contestera l'influence, ne joue pas le rôle capital dans la bataille.

Affirmer qu'il est notre maître et que seul il agit, c'est répéter la vieille leçon de Tolstoï, c'est franciser la thèse russe. Nous savons où mène une conception tolstoïenne de la guerre !

La thèse est fausse. En réalité, la bataille est, aujourd'hui comme hier, et comme elle le sera demain, le choc de deux volontés.

Quand l'une faiblit, l'autre triomphe, et rien ne peut mieux illustrer cet adage que notre victoire de la Marne, qui prouve jusqu'à l'évidence qu'une bataille perdue est une bataille qu'on croit perdue.

Il faut avoir vécu les heures angoissantes de la bataille pour se rendre compte que maintenant il n'y a, sur le terrain, plus rien qui distingue le

vainqueur du vaincu. Tel est vainqueur qui se croit battu ; tel est vaincu qui croit triompher. Sur une ligne de bataille, il y a des bataillons qui réussissent et d'autres qui échouent ; il est des divisions qui plient et d'autres qui avancent. C'est un effroyable pêle-mêle. La somme des avantages seule importe et seule fait la victoire, et cette somme, il n'y a qu'un homme qui puisse la connaître, c'est *le chef*. Lui seul peut voir et annoncer la *victoire* ou la défaite, et l'une comme l'autre est ce qu'il croit.

Contrairement à ce qu'on dit, le chef a de nos jours une importance plus grande qu'il n'en eut jamais. Il faut à une grande armée un grand chef.

Nous avons eu de grands chefs.

Plutarque n'a pas menti.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE ET LA STRATÉGIE

S'il est une question à laquelle la plupart des Français, qu'ils soient civils ou militaires, semblent bien ne pas comprendre grand'chose, c'est celle des rapports qui existent entre la politique et la stratégie, entre le gouvernement qui tient les rênes du pouvoir et le généralissime qui prépare et puis dirige les opérations.

Question complexe s'il en fut, mais que nous voulons tenter d'éclaircir en la simplifiant de telle sorte que les principes directeurs apparaissent nettement.

Dans ce but, nous éliminerons de la direction politique tout ce qui concerne la politique intérieure et la politique industrielle et commerciale. Un gros volume serait nécessaire pour traiter les multiples questions que soulèverait un tel débat.

Nous ne nous occuperons ici — ce sera d'ailleurs suffisant — que de la diplomatie et de la stratégie.

I

« La politique et la stratégie, l'histoire de chaque guerre le prouve, vont la main dans la main. »

La politique est l'art de gouverner un État et de diriger ses relations avec les autres États. « C'est dit Clausewitz, l'intelligence de l'État. »

Cette définition doit suffire à l'homme de guerre qui n'a pas à chercher si cette intelligence est bien ou mal employée, si la direction qu'elle imprime est la bonne, car, en aucun cas, l'art militaire ne peut être appelé à lui faire la leçon; et tous doivent regarder la politique comme le représentant des intérêts de toute la société. Quoi qu'en pense Ludendorff, c'est ainsi, et c'est d'ailleurs la théorie de l'Allemand Clausewitz.

Quels sont les moyens dont dispose la politique?

Ces moyens sont la *diplomatie* et la *stratégie*, deux sœurs intimement liées en paix comme en guerre.

La politique est semblable à cet homme qui ne peut avancer qu'avec deux béquilles. Que l'une vienne à ne plus être de la taille de l'autre, c'est la chute !

Les béquilles sont ici la diplomatie et la stratégie. Si elles ne sont pas faites du même bois, la politique aura une démarche mal assurée parce qu'elle n'osera plus avancer, manquant de

confiance dans la solidité d'un de ses appuis

La diplomatie et la stratégie, n'étant que les instruments de la politique, lui sont donc nettement subordonnées.

Qu'est-ce donc que la diplomatie? C'est l'art de connaître les rapports internationaux, les intérêts respectifs des États et l'art de mettre tout en œuvre pour atteindre le but que s'est assigné la politique, but qui ne saurait être autre chose que la sauvegarde ou la satisfaction des intérêts de l'État qu'elle dirige.

Quand la diplomatie a dit son dernier mot, son ultime mot, l'« ultimatum », elle passe la main à la stratégie.

Celle-ci, en prenant l'expression dans son sens le plus large, n'est alors que l'art de poursuivre, par les voies de la guerre, les fins de la politique.

Puisqu'elle n'est qu'une suite, une continuation de l'action diplomatique aux mains de la politique, il faut de toute nécessité qu'elle soit au courant du *but* poursuivi par l'une et des *moyens* employés par l'autre.

Il faut qu'avant de passer la main à la stratégie, la diplomatie lui remette le plus grand nombre possible des atouts et lui dise où en est la partie

Il faut, pour qu'il continue la partie, que le stratège connaisse le jeu et les partenaires, qu'il sache sur quels joueurs il peut compter, l'appoint qu'ils apportent et la confiance qu'ils méritent.

Il faut, pour qu'il ait chance de gagner la partie, non seulement qu'il ait du jeu, mais encore qu'il

cherche à deviner celui de son adversaire et de ses seconds.

En pratique, le stratège, aidé du diplomate, doit connaître les moyens dont il dispose, rassembler la plus grosse somme de moyens et connaître aussi les moyens dont dispose l'adversaire, en s'efforçant de les réduire au minimum.

S'il y a coalition possible, la politique doit assurer au stratège, par une habile diplomatie, des alliés nombreux et loyaux qui apportent à la masse commune plus de forces qu'ils ne lui procurent de faiblesse et, par contre, supputant le nombre et la puissance des soutiens probables de l'ennemi, s'efforcer de les détacher de lui.

Ainsi le raisonnement et le simple bon sens démontrent la nécessité d'une action parallèle et constante de la diplomatie et de la stratégie.

On devrait donc voir, en paix, le diplomate appuyé sans cesse sur le stratège et lui demandant, avant de faire un pas en avant : « Le puis-je ? êtes-vous prêt à me soutenir »? et si le stratège répond « oui ! » la politique avance hardiment.

Si le stratège crie « Halte ! »; la politique arrête sa diplomatie pour n'avoir pas à reculer.

C'est ce qu'on veut dire lorsque l'on formule ce grand principe : « Il faut avoir l'armée de sa politique». Principe connu, trop souvent méconnu, qui explique Fachoda et Agadir chez nous, et combien de reculades chez les autres.

En temps de guerre, au contraire, c'est le stratège qui passe en avant, et c'est lui qui s'appuie

sur le diplomate, lequel doit lui venir en aide en lui assurant des appuis, en rétablissant les ponts rompus derrière lui, en le suivant pas à pas de façon à se substituer à lui dès que la *politique* se déclarera satisfaite ou se décidera à subir la loi du vainqueur.

Ainsi, notre diplomatie a bien préparé les voies à notre stratégie lorsqu'elle a noué les liens qui ont assuré nos alliances avec la Russie et l'Angleterre, lorsqu'elle a dénoué ceux qui unissaient l'Italie à l'Allemagne.

Elle marque des points noirs à son compte pour l'affaire des Dardanelles et l'entrée en guerre de la Turquie.

Elle enregistre une défaite inexcusable avec l'affaire bulgare et la révolution russe ; puis elle se reprend pour gagner l'alliance roumaine et surtout l'alliance américaine.

On voit combien il est injuste d'accuser nos stratèges seuls de la prolongation inusitée autant qu'imprévue de la guerre. La responsabilité doit être partagée entre la diplomatie et la stratégie et remonter principalement à la politique.

L'histoire des guerres d'autrefois, comme celle de la dernière guerre, prouve que la politique et la stratégie se pénètrent au point de parfois se confondre.

Ceci est surtout vrai lorsqu'il s'agit de la lutte d'une nation armée contre une autre nation armée, de tout un peuple contre un autre peuple. Car alors la guerre totale devient une œuvre véritablement grandiose et qui exige une harmonie

parfaite entre tous les organes vitaux de l'État. Pour gagner cette guerre, la nation doit réaliser l'union des intelligences, des cœurs, des âmes comme celle des forces physiques et des puissances matérielles.

C'est pourquoi l'intelligence ne saisit pas comment des hommes qui veulent diminuer le fardeau militaire s'en vont semant l'antipatriotisme dans la nation.

Nation armée — milices si l'on veut, — et antipatriotisme, sont deux termes opposés.

On voit en tout cas combien étroitement la politique et la stratégie sont unies durant une guerre, l'une dirigeant forcément l'autre, car le stratège ne peut prendre aucune décision importante sans tenir compte des rapports politiques et des buts de la politique

II

Ce point capital établi, on peut discuter comme l'ont fait jadis et comme le font encore les Allemands pour savoir si, selon l'adage de Clausewitz, on doit subordonner d'une façon *absolue* la stratégie à la politique, ou bien si, suivant l'avis du maréchal de Moltke et du quartier-maître général Ludendorff, « tout en travaillant dans le sens indiqué par la politique, la stratégie gardera vis-à-vis d'elle toute son indépendance dans le choix des moyens d'action ».

Il semble bien que, sur ce point, l'accord soit difficile à établir, comme chaque fois qu'il s'agit de tracer une frontière, surtout dans le domaine des choses morales.

Faut-il, parce qu'il a réussi, louer Bonaparte d'avoir en 1797 transgressé les ordres du Directoire et imposé aux Autrichiens, d'après ses vues personnelles, le traité de Campo-Formio?

Doit-on, parce qu'il a échoué, blâmer le général Kouropatkine d'avoir obéi au Tsar en essayant de délivrer Port-Arthur et en livrant le combat de Wafangou?

Qui départagera Bismarck et de Moltke au siège de Paris, et qui nous dira s'il valait mieux bombarder la ville comme le voulait l'un, ou s'en abstenir comme le prêchait l'autre?

Et, dans cette guerre, qui tranchera par exemple le conflit entre Winston Churchill qui voulait continuer l'attaque des Dardanelles et les militaires qui s'y refusèrent? le conflit entre les partisans de l'attaque en Orient et ceux de la solution à chercher sur le front français?

Qui donnera la solution du différend Painlevé-Nivelle en 1917?

Quel historien bien informé pourra tracer la courbe qui représentera les répercussions de la politique des Alliés sur la stratégie durant les quatre années de guerre?

On voit, pris sur le vif, les frottements inévitables entre les acteurs du drame, parce que ces acteurs sont des hommes, et les seules choses que

doit considérer l'esprit qui veut s'élever au-dessus de nos méprisables querelles, sont l'intelligence du but et la fermeté du caractère chez les chefs responsables qui dirigent la politique et la stratégie.

Ne nous égarons donc pas dans l'inextricable maquis politico-stratégique. Nous savons que politique, diplomatie et stratégie ne forment pas une *trinité*, mais une *unité*.

Le char que conduit la politique est traîné tantôt par le coursier habile à trouver le meilleur chemin, tantôt par le moteur puissant qui broie les obstacles que le premier n'a pas pu tourner.

Restons-en là. Quand nous entendons un Clemenceau — la politique — s'écrier : « Je fais la guerre ! » et quand nous le voyons actionner et soutenir de tout son cœur et de toutes ses forces, malgré les craintes, les suspicions, les défaillances, un stratège qui se nomme Foch, nous pouvons dire, connaissant les immenses difficultés dont ces deux citoyens de la France ont triomphé, que vraiment il y a encore chez nous de très grands hommes et que Plutarque n'a pas menti.

III

Après nos désastres de 1870, nous avons cherché bien des explications à la victoire des Allemands. Pour les uns, c'était Bismarck et sa politique ; pour d'autres, c'était de Moltke et sa stratégie.

C'était le maître d'école ou bien le simple commandant de compagnie ; c'était le travail allemand, la discipline prussienne ou bien l'esprit d'offensive et d'initiative des généraux.

C'était en réalité quelque chose de bien plus complexe et de bien plus beau qui avait produit le résultat final, car celui-ci fut l'œuvre de tous les Allemands.

Un roi, de grands penseurs civils et militaires, un homme politique doué d'une volonté ardente et d'une énergie farouche, de nombreux hommes d'action, politiciens et généraux, de modestes citoyens, instituteurs, prêtres, étudiants, tous ont apporté leur pierre pour l'édification *igni et ferro* de l'Unité allemande, poursuivant leur tâche avec une ténacité et une discipline admirables pendant plus d'un demi-siècle. Le résultat est l'œuvre des générations qui ont préparé et de celles qui ont exécuté. C'est, en résumé, l'accord complet de la politique, synthèse des efforts d'une nation vers un but déterminé, avec la stratégie, synthèse des efforts d'une armée travaillant dans les voies tracées par la politique, qui a conduit aussi rapidement les Allemands à la victoire.

C'est de Moltke suivant et appuyant Bismarck pendant la paix et menant la guerre dans la direction voulue.

C'est Bismarck suivant et appuyant de Moltke pendant la guerre, débarrassant sa route des obstacles, lui procurant les forces de toute l'Allemagne, empêchant l'Autriche et l'Italie de se

joindre à la France, agissant plus que le stratège pour amener Bazaine à rendre Metz et l'armée, libérant les forces de Frédéric-Charles qui vont venir écraser nos nouvelles levées.

Le rôle d'un stratège est singulièrement facile quand il a pour l'aider un « politique » de cette trempe. Il semble qu'on perçoive le frisson de joie qui a dû agiter le vieux maréchal chaque fois qu'il a pu voir augmenter ses moyens.

Sa timidité devient prudence, sa prudence se change en assurance, son assurance se mue en audace quand il a tout et que son ennemi n'a plus rien !

Voilà l'influence de la politique sur la stratégie. Jamais depuis Napoléon, dont le génie incarna, à certains moments, la politique et la stratégie tout à la fois, on n'avait vu leur accord réalisé comme il le fut par Bismarck et de Moltke.

On comprend dès lors le calme avec lequel le roi Guillaume rentrant d'Ems à Berlin signa les ordres relatifs à la guerre, et le désespoir larmoyant de Napoléon III quittant Saint-Cloud après avoir déclaré cette même guerre.

Chez l'un, politique et stratégie avaient marché la main dans la main ; chez l'autre, elles s'étaient toujours ignorées.

Le résultat peut être médité.

Quand l'historien aura étudié par le menu la période qui s'étend de 1871 à 1914, il fera des constatations analogues à celles que nous venons de faire.

Il verra que de notre côté, tant que la politique et la stratégie ont marché d'accord, nous avons été en puissance de gagner une guerre possible, et que c'est cela seulement qui a empêché la guerre d'éclater.

Quand, au contraire, notre politique est devenue flottante et a lâché la stratégie dont la moindre besogne n'est certes pas la *préparation* à la guerre, nos affaires se sont gâtées et nous avons vu un grand ministre des Affaires étrangères écarté du pouvoir parce que sa politique ne concordait plus, en aucune façon, avec les moyens stratégiques.

Diplomatie ambitieuse, stratégie ruinée, chute du « politique » ! C'est fatal.

Comment donc, après que la politique eut tout fait pour ruiner la stratégie parce que des idéologues ne voulaient plus faire la guerre et s'imaginaient qu'un peuple ne la fait que lorsqu'il la veut bien accepter ; comment, lorsque la guerre nous fut imposée, avons-nous pu la soutenir et, bien mieux, la gagner? C'est qu'au point de vue purement philosophique — qui compte parfois — nous avions pour nous le droit et « nous avons convaincu le Monde de notre droit parce que nous avons cru profondément aux droits du monde entier ». Or, le droit est, quoi qu'on dise, une très grande force.

Mais cela ne suffit pas. Aussi étions-nous fort éloignés de la perfection que nous venons de constater chez les Allemands de 1870. Ne cherchez pas, pour l'instant, d'autre explication au fait que

nous avons failli perdre la guerre et que, ne l'ayant pas perdue tout de suite, il nous ait fallu tellement de temps pour nous rétablir sur nos bases et pour la gagner enfin.

Rappelez-vous, Français mes frères, la situation de l'été 1914.

Nous sentions depuis bien des années qu'une catastrophe épouvantable allait se déchaîner sur le monde ; et, calculant avec notre esprit clair toutes ses conséquences, nous nous refusions à concevoir qu'elle pût un jour prochain se réaliser. Comme le nautonier que le flot pousse vers le récif où se brisera sa barque, s'efforce avec sa rame de l'éloigner du rocher, le peuple français voulait écarter le danger. Mais le flot est plus fort que la volonté de l'homme et le moment vient où la barque heurte l'écueil

Chacun de nous, jusqu'au tréfonds du peuple, savait cela et sentait cela.

Mais la politique ne voulait pas la guerre, elle le proclamait, et n'y croyait pas. Jusqu'au dernier moment elle crut pouvoir l'éviter et elle le dit. Souvenez-vous du 2 août : « La mobilisation n'est pas la guerre ». Pourtant, la guerre fut, et la politique lâcha la bride au stratège.

Celui-ci avait la volonté de plaire à la politique. Son plan était offensif, il recule de dix kilomètres. Militairement, il a tort ; politiquement, il la raison.

La bonne volonté d'un stratège, pas plus que énergie froide et le dévouement de tout un

peuple, ne suffisent plus, hélas! à ce moment. Il y a eu. durant de longues années, divorce entre la politique et la stratégie. On ne se connaît plus. Il faut rétablir les relations, refaire l'union

Ce n'est pas l'affaire d'un jour.

Raisons profondes, mais raisons ignorées du grand public. On se tourne, chacun suivant ses préférences, vers la politique ou vers la stratégie, et l'on accuse l'une ou l'autre de défaillance.

Faillite de l'art militaire ou faillite de la politique? Non pas, mais désaccord entre la politique et la stratégie.

Jugez-en ! Voici un stratège qui prévoit une guerre courte, chose fort possible militairement. La politique, qui sait ou qui aurait dû savoir, ne lui dit pas qu'il se trompe ni qu'il aura affaire à un peuple entier tandis qu'il croit n'avoir à combattre qu'une armée ! Faute capitale de la politique plus que de la stratégie.

Et ce stratège fait un plan — que très certainement il a dû communiquer à la politique — en vertu duquel il va agir offensivement. S'il échoue, éventualité à prévoir puisqu'elle s'est réalisée, il manœuvrera en retraite. Alors, le terrain national n'aura plus de valeur. Tout sera sacrifié à la manœuvre pour la victoire.

Nos villes, nos champs, nos usines, nos concitoyens, tout cela ne comptera plus. C'est une conception militaire défendable, puisqu'elle a réussi. La politique l'admet donc ; mais le peuple ne le sait pas. On ne l'a pas préparé à cette éventualité.

On ne lui a jamais parlé de cela. Quel manque de confiance ! Et pourtant, quel peuple pouvait être plus digne de cette confiance que celui qui a résisté à ce coup du sort? Aucun peuple, sinon le nôtre, n'aurait, après avoir enduré ce que nous avons enduré, réagi sagement et victorieusement comme cet admirable peuple français !

Voilà les méfaits de la mésentente entre la politique et la stratégie.

Comment eût-il fallu procéder?

Une politique prévoyante et avertie aurait dû prévoir une guerre longue, en aviser le stratège et diriger ses efforts dans le sens de la lutte lente probable ou possible. Puisque la politique fournissait au stratège des alliés dont l'un était lent en raison de sa masse et l'autre plus lent encore par atavisme et par manque de préparation, il était nécessaire qu'elle imposât la stratégie, non seulement des alliances, mais encore des alliés actuels. Cela n'empêchait pas le généralissime d'établir un plan offensif. La différence consistait en ceci : que la politique, qui a le droit de regard à défaut du droit d'intrusion dans les affaires militaires, devait substituer à la stratégie de l'offensive brutale, rapide, mais qui ne pouvait pas être décisive, celle de l'offensive retardée, la stratégie d'attente qui seule convenait à nos alliances et à nos alliés.

La décision finale appartenait à la politique dont le stratège est l'humble serviteur.

Que si le dit stratège, décidément offensif

outre mesure, persistait dans son intention première, et si la politique ne lui opposait pas son *veto*, celle-ci avait alors l'obligation de préparer l'opinion nationale aux événements probables.

C'est ce qu'avait fait après 1870 une politique avisée et prudente, bien en accord avec la stratégie que notre situation du moment nous imposait. Quand la nation vit construire des forteresses à Langres et à Dijon, à Reims et à La Fère, quand elle vit s'élever les grands forts modernes autour de Paris, le plan de guerre lui fut révélé. Elle comprit les sacrifices à consentir, elle les accepta.

La politique risque de faire sombrer le moral d'un peuple quand elle lui cache la vérité. Qu'on se rappelle le débat engagé avant la guerre sur la question des fortifications à élever devant Nancy !

L'opinion est une force quand elle est éclairée et dirigée. La politique n'a pas le droit de la négliger.

C'est peut-être le plus grand service que la politique puisse rendre à la stratégie que de préparer l'opinion du pays pendant la paix et de maintenir par tous les moyens en son pouvoir le moral de la Nation pendant la guerre, comme, au contraire, d'attaquer et de diviser les forces morales chez le peuple ennemi.

Celui qui rédigea si bien le communiqué du G. Q. G. doit en savoir quelque chose.

Veut-on voir encore la politique aux prises avec la stratégie? Passons du côté allemand.

Parlant de la violation de la neutralité belge,

on reproche au chef allemand de n'avoir vu là que le côté militaire de la question Un tel reproche est d'une naïveté touchante.

Le militaire fait son plan. Il dit: «Si je ne passe pas à travers la Belgique, il ne m'est pas utile d'avoir à ma disposition les masses énormes que vous m'avez données; je ne pourrai ni les déployer ni les employer. L'organe, ici, crée l'emploi!

«Si je ne peux pas utiliser tout de suite la masse allemande et venir à bout de la faiblesse française, je recevrai dans le dos, au bout d'un temps facile à calculer, tout le flot russe. Donc, il faut que je traverse la Belgique.» Le raisonnement du militaire est impeccable, car, arrêté partout ailleurs par la ligne de nos forteresses, il ne peut attaquer que par la Belgique, et il faut qu'il fasse vite.

Mais alors intervient la politique, en l'espèce, dans le cas présent, sire Guillaume et son confrère Bethmann-Hollweg.

Ceux-ci savent que, très certainement, l'entrée en Belgique déchaînera les colères d'une Angleterre hésitante et que l'intervention de sa flotte et de son armée en résultera.

La rupture avec l'Angleterre dépend-elle uniquement de cela? et si on ne viole pas la neutralité belge, n'entrera-t-elle pas en scène quand même?

Je suppose que l'empereur et le chancelier, ayant mûrement refléchi, se sont dit que la violation servirait de prétexte à l'Angleterre, mais que

si la violation n'avait pas lieu, l'Angleterre se tournerait cependant vers la France.

Dans ce cas, on perdait tout le bénéfice stratégique de l'opération brutale et contraire au droit, et dans le doute, si doute il y avait, mieux valait favoriser le plan du stratège.

Je n'hésite pas à croire que ce fut la vraie raison qui détermina la politique allemande à donner au général de Moltke l'autorisation d'exécuter le plan de Schlieffen.

Politique et stratégie ont risqué le tout pour le tout ; ce n'est pas déjà si mal.

Mais, le coup ayant raté, chacune jette la pierre à l'autre. C'est on ne peut plus naturel.

Dernier exemple. On dit :

Supposons le traité de Versailles exécuté. Nos troupes ont regagné leurs pénates et évacué la Rhénanie. Notre nouveau système militaire prévoit une forte armée de couverture à l'abri de laquelle se fera notre mobilisation.

Très bien. Mais notre stratège a une pensée de derrière la tête. Il veut, en cas de tension politique aiguë, si, par exemple, l'Allemagne viole les clauses de désarmement, porter vivement notre armée de couverture sur le Rhin.

Le haut commandement français prendra-t-il jamais cette initiative qui ferait de nous les agresseurs et rendrait caducs tous nos traités d'alliance?

La réponse est fort simple :

Le haut commandement n'a pas à prendre une telle décision. Seule la politique, c'est-à-dire le

gouvernement du pays, peut la prendre et donner l'ordre au stratège. Que celui-ci prépare tout en vue de cette éventualité, il le faut. Qu'il passe à l'exécution, certes non, tant que la politique ne lui en aura pas donné l'ordre.

Si jamais le cas se présente, notre politique sera aussi embarrassée que le furent Guillaume et le chancelier lorsque se posa le problème belge.

En effet, si nous avons l'audace de bondir jusqu'au Rhin, nous pouvons, peut-être, empêcher la guerre d'éclater. Au pis-aller, nous sommes dans une excellente situation pour engager la lutte.

Mais nous risquons d'être lâchés par nos alliés ! Dilemme effrayant ! Il faut choisir. C'est la politique qui choisira.

Est-il d'ailleurs si effrayant que cela, le dilemme? Je ne le crois pas.

De quoi s'agit-il? D'éviter la guerre ou, si guerre il y a, d'être en posture de la gagner.

Nos alliés veulent-ils que nous gagnions la guerre? Si oui, ils marcheront d'autant mieux avec nous que nous aurons plus de chances de gagner, car l'idéologie ne tient jamais devant la réalité.

Ont-ils intérêt à nous laisser écraser? Si oui, quoi que nous fassions, ils nous lâcheront. Ils trouveront toujours un bon prétexte, celui-là ou un autre, pour excuser leur abandon. Alors?

Le dilemme s'est évanoui, comme cela dut se produire pour les Allemands en 1914 !

Le tout est de savoir si l'audace de la politique

correspondra à l'audace du stratège. Affaire de la politique, et non de la stratégie.

Rappelons-nous, à ce propos, le principe de Machaviel : « Ce qui fait le salut des princes, c'est d'avoir de bons amis et une bonne armée... Le prince qui a une bonne armée n'a pas de mal à avoir de bons amis ! »

On ne peut définir mieux ni plus crûment les rapports forcés de la politique et de la stratégie.

La discussion qui précède ne doit pas nous faire oublier le principe le plus important.

Si le gouvernement doit forcément donner au généralissime toutes les indications nécessaires sur l'objet politique de la guerre et sur la stratégie à adopter en rapport avec la situation politique présente et future, son action doit cesser lorsque la guerre est déclarée.

Le gouvernement investit un homme de sa confiance. Il doit le laisser agir quand le moment est venu. Si tout chef de gouvernement doit posséder quelques lumières sur l'emploi des forces militaires, afin de s'entendre avec son stratège, il ne lui est plus permis d'intervenir dans les opérations que celui-ci doit pouvoir conduire selon le plan qu'il a établi et dont il est responsable.

La seule façon de manifester son influence est alors, pour le gouvernement, de retirer son commandement au général en chef s'il estime que ce militaire fait courir à l'armée et au pays de graves dangers par son manque de savoir, son

défaut d'énergie ou son extrême timidité, ou au contraire par son audace irraisonnée.

Souvenons-nous du rôle des fameux conseils auliques de l'Autriche pendant nos guerres révolutionnaires. N'oublions pas le rôle joué par le gouvernement de l'impératrice régente en 1870 qui mena Mac-Mahon à Sedan ; et pensons au célèbre conseil de guerre d'avril 1917, ainsi qu'aux comités secrets du Parlement pendant la guerre.

Un gouvernement n'est pas satisfait de son généralissime : il le remplace.

Un généralissime se voit imposer un plan qui ne lui convient pas : il cède la place à un autre.

Telle est la règle que les leçons de l'histoire la plus ancienne comme de la plus récente ne permettent pas d'oublier ni d'enfreindre.

Nous l'avons dit assez longuement pour n'avoir plus besoin d'insister.

La politique doit soutenir la stratégie en travaillant constamment avec elle et pour elle en vue de l'obtention du but commun. Si elle veut faire pression sur le général en chef, elle risque de bouleverser un plan en cours d'exécution et d'amener dans les opérations un désordre inextricable dont ne peut sortir que le désastre.

Plus la guerre devient une lutte générale dans laquelle les peuples sont tout entiers engagés, plus la distinction doit être nette entre les rôles attribués à chaque organe de direction. Vouloir s'occuper de tout, surtout de ce qu'on ignore, c'est, à proprement parler, la politique de Gribouille.

CHAPITRE II

LA FAILLITE DE L'ART MILITAIRE

I

Le postulat sur lequel repose la déclaration de faillite de l'art militaire est le suivant : « Quand un corps militaire cesse d'appliquer la règle du jeu qu'on lui a transmise, c'est-à-dire quand il se dérobe à sa responsabilité, il paye de sa ruine totale une telle abdication ».

Le manquement à la règle, c'est, dans le cas présent, l'établissement du front continu ; la dérobade, c'est le renoncement à la lutte en rase campagne ; l'abdication, c'est l'impossibilité de la manœuvre.

Et la conséquence, c'est que désormais les peuples avertis enverront dans leurs foyers les ingénieux capitaines pour se livrer aux mains et caprices d'un généralissime civil qui s'empressera d'établir ce détestable front continu, afin que les nations en guerre aient tout le loisir de se détruire dans une lutte qui sera de plus en plus meurtrière et longue.

Vraiment on demeure stupide quand on lit

de telles choses, car il s'agit, si j'ai bien compris, non pas de trouver un syndic qui liquidera la faillite du défunt « art militaire », mais bien de remplacer le failli par un autre bonhomme qui continuera précisément à pratiquer les procédés qui ont ruiné son prédécesseur.

En fait, ce qu'on veut démontrer, c'est que l'élément civil du monde a vaincu l'élément militaire, parce qu'il est la puissance, la richesse, le talent, le courage, l'abnégation, et que l'autre (on n'ose pourtant pas dire qu'il manque de tout cela, mais on le pense) n'a eu à lui opposer qu'un *corpus* de règles désuètes dont la loi est le trompe-l'œil et qui, du premier coup, s'est trouvé impuissant à contenir la réalité.

En bon français, cela veut dire : Les civils seuls ont gagné la guerre à laquelle les militaires n'ont rien compris. Ces braves militaires sont des brutes sinistres qui se signalent à l'attention par leur esprit routinier, l'inertie et la peur des responsabilités ! Cela ne vous suffit pas, ô lecteur, pour être éclairé ? Attendez, je vais vous en servir encore. Allons-y !

Ce qui est militaire, c'est tout ce qui est absurde ! Quand un civil a le tort de jeter dans le moule militaire une de ses conquêtes, c'en est fait, rien ne va plus ! Vous croyez peut-être qu'il y a, à défaut d'intelligence, chez les militaires, un certain idéal moral ? Quelle erreur est la vôtre ! Le militaire est *perinde ac cadaver*, il obéit pour obtenir de l'avancement.

Non, décidément, il n'y a que l'organisme civil qui puisse assurer la victoire !

Voilà ; mais alors pourquoi conservons-nous une armée ? Qu'attend le généralissime civil désigné, et qui ne saurait être autre que l'auteur d'un plan aussi simple que celui qui nous occupe, pour supprimer l'inutile budget de la guerre et libérer du service généraux, officiers et soldats !

Ainsi le voudrait l'esprit scientifique dont on s'attribue la propriété exclusive.

Ou le militaire peut encore servir à quelque chose, ou bien c'est un propre à rien.

Dans ce dernier cas, le seul envisagé par celui qui a proclamé la faillite de l'art militaire, il n'y a pas d'hésitation permise. On est logique ou on ne l'est pas. Pauvre France !

II

J'ai lu et relu le chapitre consacré par l'auteur de *Plutarque a menti* à ce qu'il appelle la faillite de l'art militaire !

Je voudrais pouvoir rectifier toutes les erreurs, les allégations fausses, les déductions hasardées, en laissant de côté tout ce qui est simplement injurieux et calomnieux. Je ne le puis pas. Pour y parvenir, il faudrait reprendre chaque phrase, presque chaque mot, et commenter longuement en apportant des preuves.

Ce serait là travail de bénédictin qui lasserait

le lecteur le plus patient. Je préfère renoncer à la méthode analytique pour brosser un tableau d'ensemble qui, je l'espère, fera voir la question sous un autre aspect et sous son aspect réel.

Je dirai les fautes des militaires, car j'estime qu'il faut dire toujours la vérité, sinon toute la vérité ; je montrerai les difficultés qui se sont présentées et les solutions qu'on a cherchées toujours et trouvées le plus souvent, et j'espère convaincre le lecteur.

Je trouve d'ailleurs un aide de tout premier ordre dans un homme qui n'est pas un « vrai militaire » puisqu'il appartient à l'Université. Dans son livre auquel je vais faire de larges emprunts, il a traité la question de l'art militaire en critique sincère, avisé et très compétent. Ce combattant qui a vu et qui a réfléchi, peut, avec sa haute culture, être appelé en témoignage. Je ne saurais trop engager le lecteur à lire son admirable ouvrage (1).

Il me suffira de compléter du point de vue technique son aperçu philosophique.

III

J'ai montré comment les deux armées qui vont se trouver en présence sur notre front se sont efforcées dès le temps de paix de se perfectionner dans l'art militaire par l'étude des leçons des maîtres de la guerre, par des travaux pratiques,

(1) René Hubert, agrégé de philosophie, Les interprétations de la guerre. Flammarion.

par des expériences de manœuvres et par les déductions tirées des campagnes les plus récentes

Dans les deux armées, la conclusion est, à peu de chose près, la même : « l'offensive seule produit des résultats *décisifs* ».

Cette conclusion sera absolument exacte au point de vue stratégique si l'on veut bien y changer un mot et dire :

« L'offensive seule produit des résultats *positifs*. »

Marquons nettement la différence, car elle explique bien des choses et éclaire les événements.

Dire que l'offensive produit des résultats *décisifs*, c'est dire vrai quand on parle d'une bataille, et du résultat même de cette bataille; cela ne l'est plus quand il s'agit d'une campagne. Or, tout de même, ni les Allemands ni nous-mêmes ne pouvions espérer obtenir la décision après la première rencontre, si grave et si complète qu'ait pu être la défaite infligée au vaincu.

Quand on savait, à n'en pas douter, que le déploiement des forces opposées nécessiterait au moins l'espace qui sépare la Meuse à son entrée en Belgique de notre forteresse de Belfort, on ne pouvait pas prétendre, ni d'un côté ni de l'autre, remporter la victoire sur tous les points de ce front immense. Dès lors, le résultat de l'offensive initiale ne pouvait pas être *décisif*, mais il devait être *positif*.

Je suis certain que, de notre côté, malgré la formule impropre, c'est bien ainsi que notre commandement interprétait l'axiome.

Chez les Allemands, on allait plus loin. Ce qui hantait leurs cerveaux n'était pas telle ou telle bataille livrée par Napoléon ou le vieux Moltke. Ils prétendaient renouveler le coup d'Annibal à *Cannes*.

« *Cannes ! Cannes !* » c'est le cri qu'à la suite du général von Schlieffen poussent les généraux allemands.

La manœuvre par les deux ailes, l'encerclement de l'armée ennemie assuré initialement par une masse formidable à l'aile droite, puis par le rabattement de l'aile gauche : voilà ce qu'ils méditent de réaliser pour nous prendre en un vaste coup de filet et clore la guerre d'un seul coup. Il ne s'agit pas d'un nouveau Sedan où ne succomberait qu'une armée ; nos ennemis veulent prendre toutes nos armées, comme fit Annibal à Cannes, et ne pas nous permettre le moindre rétablissement.

Voilà, me semble-t-il, un plan qui est bien loin d'accuser la faillite de l'art militaire, car jamais plan ne fut mieux étudié, mieux préparé et, on peut le dire sans crainte, mieux conçu.

Notre commandement n'ignore rien de ces projets dans les grandes lignes. Il monte à son tour un plan en vertu duquel, par un coup droit sur la charnière, notre attaque fera échouer le plan adverse. C'est une riposte habile et qui, si elle réussit, alors que l'ennemi aura entamé déjà son immense conversion, doit donner des résultats positifs, sinon décisifs.

Cette conception ne marque pas non plus la moindre déchéance dans l'art de la guerre.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que ces deux plans ont failli se réaliser tels que leurs auteurs les avaient conçus.

Le plan français échoue en Lorraine et au delà de la Meuse. Il réussit le 25 août, grâce au succès peu connu et méconnu de la 3e armée (Ruffey) et de l'armée dite de Lorraine (Maunoury), succès dont le Kronprinz, dans ses *Souvenirs de guerre*, vient d'avouer toute la portée. Mais, quand il se réalise, il est trop tard pour l'exploiter, parce qu'une autre manœuvre se monte au nord de Paris.

Le plan allemand réussit merveilleusement, et nous perdons la bataille des frontières. Mais, hantés par l'idée de *Cannes*, et prenant leurs désirs pour des réalités, les généraux allemands courent à qui mieux mieux à la curée. Cannes ! Cannes ! Kluck sonne l'hallali. Il veut porter à la bête détestée le dernier coup. On sait le reste. Le plan échoue à cause de l'ardeur guerrière et de l'incompréhension de nos ennemis qui ne nous croyaient plus capables de la moindre résistance et qui ont pris notre retraite ordonnée pour une fuite désordonnée ; il échoue aussi, tout comme le plan français, parce que le général de Moltke, ayant prélevé sur sa masse débordante des forces imposantes pour la manœuvre de la Prusse orientale, se trouva fort dépourvu quand « la Marne » fut venue.

Mais tout cela, c'est tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, de l'art militaire ; c'est du meilleur ou du pire, soit ! c'est tout de même conforme aux règles

du jeu. Jusqu'à présent, je ne vois ni faillite, ni décadence.

Attendez, voici que va sonner l'heure fatale.

IV

Après la Marne, c'est le « jeu de l'aile », c'est l'Aisne, la Somme, l'Yser. Encore de l'art militaire. Au bord de la mer du Nord sombre cet art fameux.

Le front continu est réalisé. L'art succombe ! Il n'y aura plus rien que le néant.

La première bataille de Champgane en 1915, Verdun et la Somme en 1916, le repli allemand de 1917, les attaques de Ludendorff en 1918, et ce que nous appelons la bataille de France qui, libérant notre territoire, aboutit à la capitulation de l'armée allemande le 11 novembre, tout cela, n'est-il pas vrai, compte pour zéro. C'est la faillite de l'art militaire, et les guerriers qui ont fourni ces efforts gigantesques, les généraux qui ont prévu, combiné, dirigé et gagné, sont des misérables, car ils ne cherchaient pas le résultat, ils voulaient seulement la victoire !

Comprenne qui pourra ; j'avoue que je ne comprends pas.

Pouvait-on arriver au résultat sans la victoire? Il paraît que c'est une chose qui crève les yeux. J'ai beau écarquiller les miens, je vois le résultat obtenu par la victoire et je ne vois rien d'autre.

Sans doute, on dira que ni la bataille de Champagne, ni celles de Verdun et de la Somme, ni

toutes celles qui ont précédé l'armistice n'ont rien donné. C'est une affirmation quelque peu osée

Puisqu'on parle d'art, j'en appelle aux artistes. Il fut un certain Millet dont les tableaux, de son vivant, ne valaient pas cher. Ils sont aujourd'hui hors de prix, et leur auteur passe pour un admirable peintre. Pourquoi ? Qui a raison, de ses contemporains ou de nous?

Est-ce parce que Verdun n'a pas amené la fin de la guerre, ce qui faillit arriver, que Falkenhayn est accusé d'hérésie?

Est-ce parce que la Somme, qui ébranla l'armée allemande dans ses fondements, n'a pas amené la fin de la guerre, que Joffre et Foch sont des ignorants? Est-ce parce que Ludendorff a trouvé à qui parler en 1918, que Foch et lui sont des décadents?

La valeur d'un tableau ne dépend pas du prix qu'y met un amateur. Des croûtes sont vendues fort cher et des chefs-d'œuvre sont laissés pour compte.

Dans l'art militaire, ce n'est pas le résultat qui consacre la valeur du chef pas plus que celle des combattants. Il est à la guerre tant d'impondérables que le meilleur capitaine se fait battre par un reître. Napoléon fut vaincu par Blücher.

Waterloo est la fin lamentable d'un plan admirable !

Bien des capitaines d'industrie ont fait faillite pour des causes infimes. C'étaient pourtant des artistes dans leur partie.

Quand on parle d'*art*, il ne faut pas parler de *résultat* tangible.

Les incompétents peuvent se moquer de la formule offensive. Ils diront ce qu'ils voudront. Tout homme doué de bon sens comprendra d'abord que celui qui demeure passif, le défensif, subit la volonté de l'actif, l'assaillant ; que la guerre doit se traduire par la lutte, c'est-à-dire par la bataille qui n'est autre chose que le choc de deux volontés ; que, pour affirmer sa volonté, le chef doit posséder *sa liberté d'action*, et qu'il n'en dispose plus du moment qu'il accepte le rôle passif.

C'est l'évidence même.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faille être toujours, partout et éternellement offensif.

Pour attaquer — et celui qui veut vaincre en viendra là forcément — il faut être plus fort que son ennemi, beaucoup plus fort.

Celui qui n'a pas, selon la maxime de Napoléon, 75 pour 100 de chances de battre l'adversaire ne doit pas attaquer ; il doit même refuser la bataille et se retirer, car, s'il est notoirement inférieur à l'ennemi et qu'il se mette sur la défensive, il se fera battre.

En un mot, on n'attaque pas pour le plaisir d'attaquer.

On prend l'offensive quand on en a les moyens. On la prend au moment voulu, au point favorable, et on la maintient le plus longtemps qu'on peut.

Un *Fabius cunctator* est un grand général,

parce qu'il a su refuser le combat jusqu'au moment où il fut prêt à attaquer lui-même.

Un Annibal, un César, un Napoléon sont de grands généraux parce qu'ils ont pris l'offensive chaque fois qu'ils l'ont pu, mais seulement quand ils en ont eu les moyens.

Un Pétain sera, lui aussi, un grand général parce que, résistant à une cabale d'agités, il a su conserver le calme nécessaire et attendre, accumulant ainsi les moyens de toute nature qu'il mettra, au moment voulu, à la disposition de son chef qui se nomme Foch, pour reprendre l'offensive et la mener jusqu'à la victoire.

V

La *conception* dans cette première partie de la guerre peut être critiquée. Nous ne nous priverons pas de le faire à notre heure.

Reste l'exécution. Si nous ne voulons voir que le courage déployé par les combattants, il faut nous incliner respectueusement. Les combattants furent des héros sublimes.

Mais ce courage pouvait-il être mieux employé, et, tout en accomplissant leur devoir avec la même abnégation et le même mépris de la mort, nos officiers et nos soldats n'auraient-ils pas dû se ménager davantage, et valait-il pas mieux qu'ils mourussent en moins grand nombre, avec moins de chevaleresque élégance, mais avec plus d'utilité?

Je n'hésite pas à répondre affirmativement à la question.

D'où proviennent donc ces pertes colossales éprouvées au cours des premiers combats?

Elles s'expliquent par de multiples causes : l'ardeur de notre tempérament, le courage de la race, le mépris du danger résultant de sa méconnaissance par les troupes jeunes qui virent le feu pour la première fois.

Aucune de ces raisons ne me satisfait.

Il en est d'autres qui, pour moi, se réduisent à deux principales :

Une erreur dans l'emploi tactique ;

Une fausse conception du courage.

L'erreur dans l'emploi tactique résulte de ce que nos règlements de manœuvre ont perdu de vue, au fur et à mesure que nous nous éloignions de la guerre de 1870, le grand principe de la prépondérance du feu, affirmée déjà à cette époque lointaine, confirmée par les guerres récentes, et renforcée par l'apparition sur le champ de bataille de la mitrailleuse automatique.

Négligeant tout cela pour ne plus voir que la prépondérance — indiscutable — des forces morales, on ne s'aperçut pas que celles-ci sont complémentaires de la puissance du feu et que des forces morales supérieures s'écroulent devant un feu supérieur.

On transposa donc dans le domaine tactique, dans l'application, la fameuse formule : « L'offensive seule donne des résultats positifs », vraie dans le

sens absolu en stratégie et dans la grande tactique, fausse et inapplicable dans le combat des petites unités.

On en vint à penser qu'il fallait attaquer toujours et partout. On se heurtait à une impossibilité ; on ne le vit pas, à cause de la façon dont furent dirigées nos grandes manœuvres, ce soi-disant couronnement de l'instruction des troupes.

Que le grand public et que la presse elle-même fassent à ce propos leur *mea culpa* ! C'est pour plaire à ce public et à cette presse que trop de généraux d'opéra-comique montaient ces manœuvres en musique qui enthousiasmaient les spectateurs et les journalistes et qui nous faisaient pleurer, nous autres, les officiers de troupe.

Le grand spectacle des fins de manœuvre, la charge théâtrale d'une masse d'escadrons qui entrait régulièrement dans le scénario militaire, ont tourneboulé de multiples cervelles chez les descendants des Gaulois que nous sommes et, comme on ne fait, à la guerre, que ce qu'on a l'habitude de faire à l'exercice, nous avons offert aux Boches le spectacle de fantasias endiablées, de charges héroïques sous le feu de leurs mitrailleuses. Comme Guillaume à Sedan, ils ont pu crier : « Ah ! les braves gens », mais ils ont dû penser que nous étions bien bons ou bien bêtes de leur faciliter ainsi leur tâche.

Il me souvient qu en 1911, près de Villersexel, le 7e corps offrit à M. Caillaux, président du Conseil, et à M. Messimy, ministre de la Guerre, un

de ces spectacles merveilleux et déplorables. Les hautes autorités purent voir une mêlée splendide, une charge à la baïonnette de toute une division en masse, conduite par son général à cheval, et bien d'autres âneries que je qualifie crimes.

Croyez-vous que M. Messimy envoya au Limoges de l'époque le chef responsable? Ah que non ! Il le félicita.

Trois ans plus tard, notre 7e corps allait à Mulhouse, y entrait au bruit des fanfares, et en sortait sans tambours ni trompettes.

En 1913, même spectacle offert à M. Millerand près de Saint-Mihiel. Résultat : trois généraux mis à pied.

Si tous nos ministres avaient agi comme celui-là, la réaction se serait produite et le malheur eût été évité. Malheureusement, ce grand ministre vint trop tard pour changer une tactique enfantine et néfaste.

Par conséquent, erreur d'emploi tactique pour les petites unités, du fait de la transposition erronée d'une formule stratégique dans le domaine tactique, erreur encouragée par une masse d'écrivains convaincus et prenants, dont les principaux sont le Russe Dragomiroff et son élève français le général Cardot.

Ce sont eux qui lancent chez nous la maxime : « La balle est folle, seule la baïonnette est raisonnable ! », ce qui équivaut à proclamer que le feu ne compte pas et que toutes les phases de la bataille tactique doivent être traitées en vitesse pour

arriver tout de suite à la seule qui offre un intérêt : à l'assaut.

Nos troupes, en 1914, ont donné l'assaut sans préparation, et parfois même sans tirer un coup de fusil.

Quelles admirables troupes, et que n'aurait-on pu obtenir d'elles, par elles, avec elles !

Braves ! elles le furent trop, parce que *nous avions du courage une notion essentiellement fausse*. Voici la deuxième erreur capitale.

Nous avons confondu *bravoure* et *témérité* avec *courage*. Au lieu de chercher à employer ce courage à détruire l'ennemi, nous avons mis notre *point d'honneur* à nous faire tuer en beauté.

Comme les preux chevaliers d'antan et les mousquetaires de la guerre en dentelles, nous avons voulu jouer les Duguesclin, les Montluc, les d'Artagnan, les Cyrano.

Nous avions rêvé de prouesses et nous avons cherché « la prouesse » ! Une belle mort sur le champ de bataille nous avait toujours semblé le sort le plus beau.

Et dire que voilà des hommes sans peur qu'on accuse d'avoir obéi, d'avoir exécuté les ordres sans hésitation ni murmure, pour obtenir de l'avancement.

Mais ces hommes, ces entraîneurs d'hommes, nul ne pouvait les retenir. Tandis que, dans d'autres armées, le chef devait aiguillonner sans cesse, il dut, chez nous, refréner sans répit les ardeurs de ses subordonnés. On a beaucoup plus modéré

le « cran » en haut lieu qu'on n'a eu à l'exciter.

Nous avions trop de « cran ».

Aussi la stupéfaction fut-elle complète chez les survivants lorsqu'ils virent les conséquences terribles de notre amour désordonné de la prouesse et de notre impatience d'accomplir des actions d'éclat.

Nous étions des Français, nous étions grisés par le désir de conquérir la gloire et la victoire. Il fallut un très long temps pour nous dégriser.

Intoxiqués de bravoure accumulée en nous à forte dose par notre longue attente de l'événement, il était impossible de nous rendre la raison avant que l'expérience sans cesse renouvelée nous fît voir clair enfin.

Quand notre offensive dut s'arrêter après la Marne, l'Aisne et l'Yser, personne ne voulut admettre que cet arrêt pouvait durer, et chacun s'efforça, dans sa sphère, petite ou grande, de reprendre le mouvement en avant

Mais le fil de fer barbelé apparut devant les tranchées et la bravoure dut attendre de nouvelles occasions de s'employer.

Notre fausse notion du courage nous avait coûté cher Elle nous a peut-être — je dis peut-être — sauvés.

Sans l'exaltation dont nos âmes étaient pleines, il est possible que ce qu'on a appelé « le miracle de la Marne n'ait pas eu lieu. Durant toute la retraite, nous avions attendu l'ordre de reprendre l'offensive. Quand enfin il arriva, la victoire réap-

parut, parce que, malgré nos échecs antérieurs, malgré nos pertes, malgré tout, nous débordions encore d'un courage vraiment fou, mais qui valait mieux que la passivité ou que la peur.

Quand on parle de courage, il vaut mieux pouvoir dire qu'une armée en a trop que de constater qu'elle en manque.

Ce fut notre cas. L'excès nous coûta trop cher. L'excès même nous permit de nous reprendre.

VI

Pendant tout cette première période, la guerre a bien revêtu le caractère que tous les militaires avaient prévu. Ce fut la lutte de masses énormes et leur choc formidable sur une immense étendue. Quant aux résultats, il n'en fut pas de même. Au lieu de procurer un résultat décisif, l'offensive allemande se heurtant à l'offensive française, la rencontre amena par l'usure des deux adversaires un arrêt simultané des opérations. Semblables en cela aux armées du XVIIe siècle prenant pour se refaire leurs quartiers d'hiver, les Franco-Anglais et les Belges d'une part, les Allemands d'autre part, firent une trêve forcée, non dans la guerre, mais dans les opérations actives. Rien de bien nouveau dans cette affaire. Cela s'était vu souvent autrefois. La différence consiste en ceci que, les armées étant immenses et couvrant tout un vaste pays, elles ne pouvaient ni l'une ni l'autre

se dissocier et prendre du champ comme auraient fait Turenne et Montecuculi.

Les Allemands ne songèrent pas un instant à ramener sur leur territoire leurs nombreux corps d'armée, parce qu'ils préféraient les faire vivre chez l'ennemi et qu'une retraite stratégique n'était possible ni militairement ni politiquement. Les résultats acquis n'étaient pas ceux qu'ils avaient espérés, mais ils avaient une valeur marchande, on ne pouvait pas les compromettre, à moins de déclarer que l'on avait fait un coup fourré et que le *statu quo ante* serait admis.

De notre côté, nous ne pouvions pas non plus perdre le contact. Le terrain conquis après la Marne était important et précieux. Nous voulions achever la libération du territoire. Nul stratège n'aurait osé proposer une reculade, même en assurant qu'il l'opérait pour mieux reprendre son élan.

Le contact était pris étroitement. Les adversaires s'étreignaient de Dunkerque à la Suisse. Cette frontière provisoire et tragique devint « le front continu ».

Ce fut en effet une frontière que la longue ligne des tranchées, frontière derrière laquelle le deuxième acte du drame se prépara lentement parce que ni les auteurs ni les acteurs n'étaient prêts à le jouer.

Pourquoi reprocher aux stratèges, et à eux seulement, la stagnation derrière le front continu?

Il semble bien qu'un grave problème se soit posé à la politique, le plus grave peut-être qu'elle ait eu jamais à résoudre, et dont toutes les nations subissent et subiront longtemps les conséquences.

Il était évident, en effet, à partir de ce moment, que la guerre entre les deux forces armées était finie. Deux solutions se présentaient à la politique des deux partis.

Ou bien faire la paix, un paix plus ou moins blanche, chacun reconnaissant son impuissance et reculant devant la longueur désormais certaine et devant l'horreur d'un conflit de plus en plus coûteux et meurtrier.

Ou bien continuer la lutte. Mais alors la nature du conflit changeait du tout au tout. Au lieu que la guerre conservât son caractère normal de choc entre deux armées, elle allait se transformer en un heurt « de deux groupements de peuples dressés l'un contre l'autre avec toutes leurs ressources matérielles et morales, mobilisant leurs industries, monopolisant leurs transports, organisant leur production, réglementant leur alimentation pour la seule fin de conduire le conflit à une victoire totale ».

Les peuples vont entrer en scène. L'un d'eux devra rester pantelant sur le carreau, et les vainqueurs eux-mêmes seront épuisés. Quelle terrible décision à prendre, et qui ne dépend, en aucune façon, du stratège seul, si l'on songe à tout ce qui va en résulter en fait de prévisions, de mise en œuvre, de dépenses, d'emprunts, de marchés, de

transports, de fabrications, de main-d'œuvre, de pertes surtout, et à la coordination de tous les labeurs que quelqu'un devra réaliser, ce quelqu'un ne pouvant pas être le généralissime, suffisamment occupé pour son compte.

C'est la politique seule qui a pu prendre la décision fatale. après consultation forcée du stratège.

J'ignore entièrement, n'étant pas dans le secret des Dieux, ce qui se passa à ce moment en France, en Angleterre et dans l'entourage du roi Albert, comme en Allemagne. Il a dû, de toute évidence, se débattre de bien graves questions dans les Conseils des gouvernements, si les gouvernements ont vu clair ! Rappelons-nous que les Anglais passaient dès cette époque des marchés, des conventions et des baux pour trois ans !

Ils avaient reçu des ordres

Je suppose que la question de la paix ou de la guerre se posa quand apparut le front continu qui tirait la barre entre la première et la seconde phase de la lutte.

Les stratèges furent, je l'espère, consultés ou appelés à comparaître pour fournir des explications et donner leur avis.

Il n'est pas douteux que, des deux côtés de la barricade, les stratèges, confiants en leur étoile, opinèrent pour la continuation de la lutte. C'est même certain, puisque la paix ne fut pas signée.

Mais ils durent, je pense, établir les conditions moyennant lesquelles ils pouvaient poursuivre leur œuvre guerrière.

Également à court de munitions, ayant subi des pertes équivalentes en hommes et en matériel, les deux chefs de guerre ne pouvaient envisager une issue au conflit que si l'un obtenait plus et plus vite que l'autre. Songez donc à la quantité immense des problèmes qui se posèrent aux uns et aux autres, et ne vous étonnez plus d'apprendre que certains furent mal résolus et que d'autres, capitaux cependant, ne furent même pas posés tout de suite.

« Les intérêts qui s'opposent sont d'une telle ampleur que les conditions matérielles et morales dans lesquelles ils se jouent dépassent tout ce qu'on a pu imaginer aux heures présentes. Ainsi apparaît l'immensité d'un conflit qui ne connaît pas plus de limites dans la grandeur des biens qui lui servent d'enjeu que dans l'importance des moyens qu'il met en œuvre. »

Voilà la grave question que pose la création d'un réseau continu de fils barbelés sur le front de France.

Que si l'on veut chicaner et ne voir que le détail et le petit côté de la question ; que si on accuse à partir de ce moment les militaires d'avoir reculé devant les responsabilités qui leur incombaient, nous pourrons répondre que les responsabilités les dépassaient.

Mais allons plus loin encore. J'en appelle à mes camarades de combat et je leur pose la question.

Pouvions-nous, quand nos adversaires ont dressé entre eux et nous la barrière de leurs tran-

chées et de leurs barbelés, pouvions-nous continuer la lutte dans le même style militaire qui avait été le nôtre au début et jusque-là?

Nous n'avions plus de munitions, nous manquions de canons, nous manquions d'hommes, nous manquions de tout, et puis surtout nous étions harassés par des combats terribles livrés sans arrêt depuis le 21 août ! Je connais des régiments qui, du 21 août jusqu'au 27 septembre, ont combattu tous les jours.

Les forces des héros ont des limites, et nous pouvons affirmer que jamais, au point de vue moral comme au point de vue physiologique, personne n'aurait cru possible que des hommes de chair et d'os pussent supporter ce que les combattants ont supporté, ni endurer les angoisses affreuses, les intempéries, les blessures et les menaces constantes de la mort comme nous l'avons fait.

Ceci suffit à expliquer cela.

Non, personne n'a voulu le front continu ; ni les Allemands — lisez leurs livres, — ni les Français qui ignoraient tout de la guerre de tranchées et qui s'y montrèrent, au début, beaucoup trop hostiles.

Le front continu était obligé. Il résultait de la nature des choses et des événements qui avaient équilibré les forces en présence. Malgré la volonté des deux partis de le rompre au plus vite pour reprendre le « jeu normal », comme disent les plaisantins, malgré les chefs et malgré les troupes, il était fatal.

C'est ici le moment, ou jamais, de faire intervenir le Destin.

Imaginons un instant qu'il n'y ait eu ni tranchées ni barbelés, et que le jeu ait continué. Que se serait-il produit?

L'assaillant Français, misérable et épuisé, eût été aussitôt arrêté par l'Allemand défensif, non moins misérable et non moins épuisé. De même si l'Allemand eût attaqué. Partout où cela s'est produit, c'est ce qui s'est réalisé. Gains misérables, pertes immenses, arrêt fatal de la manœuvre par épuisement réciproque.

Quelqu'un eût-il voulu manœuvrer comme on dit qu'il eût fallu le tenter? Mais avec quoi manœuvrer, alors qu'il n'y avait aucune réserve d'aucune sorte?

Pouvait-on s'en créer en vidant de défenseurs certaines parties du front? Mais l'adversaire, au contact immédiat et permanent, eût avancé aussitôt. Belle affaire que de perdre sûrement ici ce qu'on n'est pas sûr de regagner là-bas !

Pouvions-nous former des réserves et tenter une manœuvre napoléonienne : abandonner Nancy ou Reims, ou Soissons ou Arras?

Quels cris dans la presse et quelles malédictions dans le pays ! Voilà pourtant ce qu'on reproche aux militaires de n'avoir pas fait, car il est aisé de poser des maximes pontificales, mais quand on les traduit en faits et quand on inscrit sur la carte le résultat, chacun, l'auteur lui-même — *Pontifex maximus* — recule effrayé!

Telles sont les réalités de la guerre. L'utopie s'y traduit en désastres.

Réalité toujours!

Voilà pourquoi, « ayant engagé leurs armées, les hauts commandements des deux nations n'ont plus su les décrocher, les reprendre en main, les reformer pour recommencer une nouvelle bataille ! »

Comme tu parles bien, ô Maître éminent! Mais oui, et mieux encore quand tu proclames : « Après cela, il n'y a plus qu'à fermer les Écoles de Guerre et confier à des terrassiers la défense du pays. Le front continu est né du désir des stratèges de supprimer tous les risques ! »

Évidemment ! Eh bien, tu vas rire, ô mon bon Maître ! Eh bien ! je comprends les stratèges. Ils devaient éviter tous les risques, puisque, comme tu le dis toi-même : « Une réalité cruelle va s'imposer aux nations, à savoir lutter pour leur existence ! »

C'est bien cela, et nous sommes d'accord. La guerre va changer de nature. Les armées ne suffisent plus pour la mener, les peuples entiers s y engouffrent.

Puisque tu crois au Destin et à son unique influence, ô Maître de toute science, pourquoi accuses-tu des hommes casqués de fer d'avoir plié le genou devant lui, malgré la boue gluante et sanglante?

Et si tu ne crois pas, dans ce cas spécial, au Destin, permets-moi de te signaler une erreur grave que tu commets.

Les militaires français se sont en effet trompés, mais dans un tout autre sens que celui que tu prétends. Ils ont cru que la guerre comporterait des batailles distinctes dans le temps et dans l'espace. Ils auraient eu alors assez de munitions et des réserves suffisantes. Cela, c'était l'art militaire ancien, le plus cher à nos cœurs comme au tien.

Le malheur a voulu qu'un art plus simpliste et plus grandiose imposât la bataille générale. Alors, tous les canons tirent à la fois, tous les soldats combattent et tombent dans le même moment, et quand cela s'est produit des deux côtés, c'est-à-dire quand, suivant l'expression chère aux mathématiciens, toutes choses sont devenues égales, dans la commune détresse, alors apparaît le *Deus ex machina*, j'ai nommé le *front continu*, avec ou sans fils barbelés. Cela a toujours été. Le nouveau, c'est que le front continu n'est plus constitué par une place ou une forteresse. Il s'étend de la mer du Nord à la Suisse. La France et ses alliés sont d'un côté ; l'Allemagne est de l'autre, parce que ni l'une ni les autres n'ont pu détruire les forces armées qui leur étaient opposées ; c'était impossible, le morceau était trop gros.

Et l'art militaire qui visait ce but n'est pas pour cela en faillite. Il va changer de méthode et, puisant de nouvelles réserves dans le sein des nations, il prendra un nouvel essor. Il n'y a pas faillite, il y a adaptation nécessaire.

VII

Voici que, derrière les retranchements qui abritent les défenseurs de la frontière provisoire, la nation se prépare à entrer dans la guerre.

Celle-ci va non seulement utiliser toutes les industries, mais elle va devenir, à proprement parler, une industrie munie de tous ses organes : laboratoires de recherches, ateliers de fabrication, services d'administration, services de propagande.

« Elle a son Conseil d'administration qui est l'État-Major général, ses ingénieurs, ses techniciens, ses contremaîtres, ses commis, et jusqu'à ses réclamistes (voilà pour le rédacteur du communiqué) chargés de maintenir la foi publique dans la supériorité des chefs et l'excellence des procédés. »

Le génie militaire n'est plus le seul, dans la forme nouvelle de la guerre, à s'exercer.

Il prend sa part dans la direction; mais, au lieu d'absorber tout en lui, il n'a plus qu'une part. Au lieu d'être la somme, il est une unité.

La prédominance passe du génie individuel aux forces collectives, du stratège à la nation. Et cela n'est pas pour diminuer le mérite de l'un au profit de l'autre, puisque la raison sociale est unique.

C'est pourquoi l'on a pu dire que diminuer le mérite des militaires au profit des civils, ou celui des civils au profit des militaires, constituerait une erreur grave d'appréciation qui provient, à

coup sûr, d'un manque d'information, d'un défaut de réflexion ou peut-être même de l'absence de raison, à moins que le parti pris des uns ou des autres suffise à l'expliquer.

La guerre industrielle se fait par la collaboration étroite de tous les citoyens.

« L'industrialisation et la démocratisation de la guerre sont deux faits connexes dont la réaction réciproque caractérise l'évolution de l'institution militaire. »

Mais la machinerie n'est pas tout à la guerre. La somme des impondérables est immense.

Les Allemands, qui ont vu, en même temps que nous, mais pas avant nous, la transformation qui s'opérait, n'ont pourtant « fait confiance qu'à l'action des forces matérielles ». De là, la doctrine brutale du coup de massue qui fut la leur jusqu'à la fin et la direction presque purement militaire imprimée à l'ensemble des efforts de leur nation.

« L'habileté manœuvrière de la stratégie française s'est révélée supérieure à la simple brutalité méthodique des Germains. »

Nous avons tenu compte des impondérables, et « le lien des âmes s'est révélé plus vigoureux que la combinasion des puissances matérielles. La victoire n'a plus fait de doute le jour où, à cette prévalence spirituelle, s'est ajoutée l'égalité des moyens mécaniques et l'unité de commandement ».

Et l'unité de commandement s'est réalisée dans un homme, et cet homme fut Foch.

L'art militaire, le talent militaire, pour parler plus exactement, change de nature.

Il ne s'agit plus pour le chef de lancer son bâton de maréchal dans les rangs de l'ennemi, puis d'aller le reprendre à la tête d'une troupe galvanisée par ce geste.

Il doit prévoir, calculer, évaluer : « La sûreté du jugement qui se traduit par l'appréciation exacte des effets à attendre d'un outillage déterminé, d'autre part de la force de résistance ou de l'âpreté agressive d'un personnel innombrable et mobile, constitue, jointes à la solidité et à la souplesse des décisions, les qualités essentielles du talent militaire. »

Le chef doit posséder l'outillage nécessaire, et il doit l'employer.

Mais, en ce point de la discussion, plusieurs problèmes se posent.

Il faut un outillage?

Quel outillage en nature et en nombre? qui nous le dira? l'hypothèse ou l'expérience? Si j'attends l'expérience, les mois et les années vont s'écouler, et chaque expérience coûtera des flots de sang.

Si je me borne à l'hypothèse, je puis voir trop grand ou trop petit ; je puis fabriquer des outils parfaits en théorie et inutiles dans la pratique. Enfin, il y a l'ennemi qui travaille comme moi à ses fabrications.

Si je calcule mal, tout ce que j'aurai fait sera insuffisant, parce que l'ennemi aura progressé comme moi et, quand nos forces vont se heurter,

elles s'équilibreront de nouveau. Donc, coup nul malgré les efforts et le temps, rien de fait !

Je vais viser haut et loin. Je vais faire un programme si vaste que je suis certain, lorsqu'il sera réalisé, d'avoir des moyens très supérieurs à ceux de l'ennemi.

Sans doute; mais pour réaliser, ce programme, il faudra un temps énorme, des moyens et des matières, et de l'or surtout.

Mon industrie est-elle capable de me satisfaire? Non, pas pour le moment. Elle n'est pas préparée à la tâche que je lui impose.

En admettant que je sache moi-même exactement ce dont j'ai besoin et ce que je veux, ni les devis, ni les dessins, ni les plans ne sont prêts ; ni les matières premières ne sont commandées, ni rassemblées ; ni l'argent nécessaire pour payer tout cela n'est disponible.

Je vais avoir besoin de directeurs, d'ingénieurs, d'ouvriers. Ils sont au front pour la plupart.

Les usines de France ne suffisent pas, il faut en construire de nouvelles ; celles qui existent devront être transformées.

Elles fabriqueront des obus et des canons, des fusils et des mitrailleuses, des cartouches et des grenades, des avions, des moteurs, des rails, des locomotives, des poudres, des gaz, des vêtements, des harnachements, des pansements, etc., etc., que sais-je?

Je trouve un désert, il faut le peupler !

Puis, quand cette vaste usine nationale sera

prête à fonctionner, chaque établissement me demandera des délais de fabrication, de longs délais, au bout desquels, quand on me livrera la marchandise, il faudra que j'instruise des hommes à s'en servir, que je fasse des expériences dans des camps avant d'en faire sur l'ennemi, que je répare les bévues et les malfaçons.

Comme c'est simple !

Et l'on s'étonne que « Joffre et Cie » n'aient pas tout de suite estimé ce qui était nécessaire pour vaincre les Allemands, qu'ils aient eu des hésitations, qu'ils aient commis des erreurs, des omissions, et surtout qu'il leur ait fallu tellement de temps pour aboutir !

Vraiment, celui qui s'étonne est bien naïf ou bien sectaire.

Comment « Joffre et Cie » auraient-ils pu deviner, en 1914 et en 1915, avant la grande expérience de Champagne, que leurs demandes étaient encore insuffisantes ! A ce moment, il n'y avait pas que le général en chef qui croyait avoir assez de canons et de munitions pour en finir avec ce maudit « front continu » ! L'enthousiasme et la confiance des troupes, le 25 septembre 1915, témoignent de l'assurance qu'avaient les chefs et les soldats dans le résultat.

Mais cela, c'est la science ! C'est la méthode expérimentale appliquée à la guerre.

L'expérience ne réussit pas. Il faut trouver autre chose ou mieux.

Ce n'est qu'après bien des expériences que l'on

trouva le barème des nécessités et qu'un inventeur — auquel on refuse la paternité de son invention parce qu'il est général — réalisa enfin le char de combat, qui créa la surprise et contribua à hâter l'événement.

Tout cela ne pouvait pas se faire d'un coup, ni venir à la fois.

Le front continu, détestable invention, j'en conviens, s'était imposé à cause de l'équilibre des forces. Il devait durer tant que l'équilibre ne serait pas rompu au bénéfice d'un des adversaires.

Un fait capital, sur lequel on n'a pour ainsi dire jamais appelé l'attention du grand public, c'est précisément celui qui a amené l'équilibre des forces des deux adversaires principaux, qui a nécessité l'établissement du front retranché et qui a donné à la guerre sa longueur inusitée, nous voulons parler du *parallélisme* qui, depuis le début jusqu'à la fin, s'est révélé, puis maintenu entre les Allemands et nous.

Qu'on veuille bien laisser de côté, pour le moment, les questions de doctrine et les questions de personnes pour ne considérer que ce qui fut la réalité.

Nous avons vu au travail, de 1871 à 1914, les Allemands et les Français, les seuls dont nous parlerons parce que leurs alliés réciproques ont suivi leur sillage et qu'eux seuls avaient véritablement travaillé.

Allemands et Français, nous l'avons constaté, adoptent une doctrine offensive analogue, en somme.

Ils ont des forces actives également bien instruites. Ils préparent et réussissent pareillement leur mobilisation et leur concentration, si bien que, lorsque le canon gronde et que les mitrailleuses crépitent, ils sont déjà en équilibre.

Le nombre des troupes est sensiblement le même de chaque côté. L'organisation est semblable.

Le plan est offensif de part et d'autre, car, pour ne parler que des grandes batailles, celle des Frontières, celle de la Marne, celle de l'Aisne, on peut dire qu'elles ont été des batailles de rencontre, les deux adversaires attaquant, au sens stratégique du mot.

L'attaque a lieu. Les guerriers qui s'affrontent sont de valeur égale, de courage équivalent. Les uns sont plus ardents, les autres plus calmes ; ils sont dignes les uns des autres.

Une armée force l'autre à la retraite, cependant. Mais bientôt l'armée battue se reprend et parvient à vaincre l'armée victorieuse.

La partie est égale. Il faut jouer la belle. Chacun des adversaires s'efforce de manœuvrer l'autre offensivement. Partout où a lieu la rencontre, l'équilibre s'établit, par suite de l'équivalence des forces en tous points. On aboutit enfin à la mer. La manœuvre s'arrête après quelques soubresauts. Le parallélisme a produit l'équilibre.

Après un temps d'arrêt, les lutteurs s'empoignent à bras le corps dans des affaires de détail, en attendant que les grands préparatifs de chacun d'eux soient terminés.

Dans les petits combats comme dans les grands, ils n'obtiennent aucun résultat positif. Que ce soit à l'Hartmannswillerkopf, au Linge, aux Éparges, à Soissons, à Notre-Dame de Lorette, partout, après des hauts et des bas, le parallélisme des moyens et des valeurs rétablit l'équilibre.

Cependant, tandis que, par ces hors-d'œuvre, on retient l'attention et qu'on occupe la galerie, les fabrications sont entreprises en nature comme en quantité par chaque nation. Ici encore, le parallélisme est frappant. Tout avantage obtenu par l'un est immédiatement compensé par l'autre. Toute découverte nouvelle en amène une analogue chez le voisin. Tout procédé de manœuvre trouve l'adversaire paré, parce qu'il l'a trouvé lui aussi.

Toutes les instructions du commandement peuvent être signées Joffre, aussi bien que Falkenhayn. Nous avons trouvé, après la bataille de la Somme, des instructions du général von Below que de nombreux officiers français auxquels elles furent communiquées prirent, par mégarde, pour des instructions de notre commandement.

Ainsi de tout ; nous pensions presque les uns comme les autres ; nous tirions des événements les mêmes leçons. En tous points, nous nous maintenions au même niveau.

Les Allemands et les Autrichiens entrent en lutte contre les Russes, les Serbes et les Français ; bientôt, l'Angleterre et la petite Belgique viennent à nous ; mais la Turquie, dont le rôle stratégique a bouleversé notre guerre, vient renforcer nos

ennemis ; l'entrée en scène de l'Italie coïncide presque avec la disparition momentanée de la Serbie ; l'accession de la Bulgarie à la coalition austro-turco-allemande sera balancée par l'alliance roumaine ; et, quand la Russie sera défaillante, l'Amérique arrivera.

Politique, stratégie, tactique, armements, munitions, science, nombre, courage, tout tend à l'équilibre, même les souffrances qu'endurent les troupes, et même la mort.

Sur mer et dans les airs, parallélisme et équilibre après des chutes et des remontées.

Il n'est pas jusqu'aux sapeurs-mineurs eux-mêmes qui, sous terre, ne bouchent les trous des mines qu'ils font sauter tour à tour.

Les événements, les éléments, les hommes et le Destin lui-même travaillent à maintenir et à faire durer l'équilibre.

La victoire, comme toujours, sera à celui qui aura le plus de patience. Elle appartiendra, comme disaient dès 1905 les Japonais, à celui qui saura attendre un quart d'heure de plus que l'autre.

L'attente du dernier quart d'heure fut terriblement longue, et d'autant plus que, pendant ce temps, les guerriers mouraient et tous les peuples souffraient.

Le parallélisme, voilà la loi de la dernière guerre.

Quant à conclure qu'il s'est produit parce que les militaires n'ont rien fait et parce qu'ils ont fui les responsabilités, c'est une contre-vérité que

l'histoire de la guerre dément à chacune de ses pages.

Les chefs de guerre, de chaque parti, ont tout essayé sur tous les fronts. Leurs efforts se sont brisés devant les efforts de leurs adversaires ; leurs méthodes nouvelles ont échoué devant des méthodes semblables, et tel qui crut engeigner autrui s'engeigna lui-même !

Qu'on étudie la guerre synthétiquement ou analytiquement à n'importe quel point de vue, terre à terre ou philosophique, militaire ou civil, théorique ou pratique, tout est semblable et tout se vaut de part et d'autre.

L'art militaire a fait, quoi qu'on dise, d'immenses progrès, parce qu'il s'est adapté à une situation sans cesse changeante. Si, malgré ses formules nouvelles, il n'a pas abouti à clore cette lutte épique en quelques mois, nous en avons donné les raisons certaines.

La grosse difficulté, en fait d'art militaire, était de savoir où se trouvait le gros des forces de l'adversaire pour les attaquer et les détruire, selon la formule napoléonienne. Or, ces forces étaient partout, sur tous les fronts. Voulions-nous transporter nos réserves sur un point, que nous y trouvions les réserves ennemies. Nous serions allés en masse en Italie ou en Orient — problème singulièrement difficile à résoudre pour nous, à cause de la ligne de communications, — que nous aurions rencontré sur le nouveau théâtre des opérations les mêmes armées allemandes que nous avions combattues en France.

Tout cela, parce que l'ennemi possédait des réserves que nous n'avions pu ni détruire ni absorber.

Ces réserves devaient durer jusqu'au moment où les peuples exsangues furent incapables de les alimenter.

A ce moment, en 1918, ni chez les Allemands, ni chez nous, le pays ne pouvait plus fournir d'hommes. Les derniers venus, parmi les soldats, étaient des enfants. Impossible de remonter plus loin vers la source.

Alors, mais alors seulement, on put enfin concevoir la manœuvre finale, et ce sera, pour nous, Français, la gloire éternelle de notre Pétain et de notre Foch d'avoir attendu ce moment, d'avoir saisi la fortune fugitive et de l'avoir asservie par la manœuvre savante digne des capitaines les plus illustres qui fit fondre les réserves ennemies en quelques semaines sans vider les nôtres et qui contraignit l'armée allemande à la capitulation la plus complète et au désastre le plus effroyable qu'ait jamais subi une armée.

Qu'on vienne dire après cela que l'art militaire a fait faillite et que Plutarque a menti, c'est ce que le cerveau le plus obtus ne pourra jamais comprendre s'il est capable de penser.

Quant à nos grands capitaines, ils sont trop honnêtes et trop modestes pour s'attribuer, de façon égoïste, le bénéfice de la victoire.

La victoire est le fruit du sacrifice et des efforts de la France entière et des nations alliées entières.

Les peuples et les gouvernements y ont contribué comme les armées et leurs chefs.

Si, chez nous, Foch et Clemenceau ont reçu la couronne civique et s'ils ont bien mérité de la Patrie, n'oublions pas que notre chef de l'État, dont le rôle n'est pas assez connu, M. Raymond Poincaré, a reçu lui aussi la même couronne et a droit aux mêmes honneurs.

Politique et stratégie ont enfin travaillé la main dans la main, et elles ont réussi.

Pour être juste et pour être complet, je ne veux pas, dans cet hymne d'actions de grâces, oublier « les petits, les sans-grades », qu'ils soient civils ou militaires, qu'ils soient du sexe fort ou du sexe qui se nommait faible avant la guerre et qui s'y est montré singulièrement fort.

Et je leur appliquerai à tous, indistinctement, ces nobles paroles de Morand, le divisionnaire de Napoléon : « La révélation du secret des batailles consolerait les mânes de bien des braves dont la gloire a été ravie et dont le nom a péri comme eux. »

Quand on parle de si grandes choses, l'avarice dans l'éloge est un bien grand péché.

La générosité vaut mieux.

Non, encore une fois, Plutarque n'a pas menti, ou, s'il a péché, c'est par prétérition.

La vérité, c'est qu'il y a bien plus de grands hommes qu'il ne le dit.

« Il y a des chefs-d'œuvre en miniature, la grandeur d'un tableau n'a rien à faire avec sa valeur ! »

Concluons :

L'art militaire n'a pas fait faillite. Il a changé de forme et de degré.

L'art militaire, tel qu'on le concevait autrefois, n'appartient plus qu'aux petits groupes.

« Ce sont les chefs inférieurs — chefs de corps ou d'unités plus étroites — qui méritent vraiment le titre de meneurs d'hommes. Ils sont les contremaîtres de l'usine de mort dont les chefs supérieurs deviennent les ingénieurs.

« Le combat moderne comporte rarement ces grandes opportunités où s'expriment l'acuité du coup d'œil et l'audace du génie du chef ; ces transports soudains d'unités, cette habileté à saisir les occasions propices qui transforment en un instant un échec en déroute.

« Le propre de la tactique moderne (et de la stratégie) est de ne laisser que le moindre rôle au hasard, c'est-à-dire à l'initiative personnelle. Son idéal est d'éliminer l'un et l'autre. »

Ceci est surtout vrai dans la guerre de positions. Dans la guerre de mouvement, le rôle du chef ne se borne pas à regarder devant lui. L'importance des services de ravitaillement et d'évacuation est devenue telle qu'elle *conditionne* toute offensive. Le chef doit savoir le plus possible de ce qui se passe chez l'ennemi, tout ce qui se passe chez ses propres troupes, tout ce sur quoi il peut compter en provenance de l'arrière.

« Un bureau de comptabilité, un poste d'État-Major, un centre téléphonique ont presque plus

d'importance que la ligne des combattants elle-même.

« Le combat qui se livre par avance dans les méditations du commandement est le plus important. Le champ de bataille ne voit qu'un passage à l'acte, qu'une réalisation mécanique des conceptions préétablies.

« *Ne rien laisser au hasard, tel est le grand principe de l'art militaire moderne.* »

Mais, comme le hasard pourtant ne se laisse jamais éliminer entièrement, il appartient au petit, parce que lui seul le peut, au modeste combattant, de parer aux coups imprévus du sort.

Ainsi, le chef s'efforce de maîtriser le Destin; l'exécutant complète son œuvre et l'achève, s'il le peut.

Au sommet, l'art militaire nouveau est tout de calcul et de prévision, il est transformé et transposé ; en bas, l'art militaire, selon la formule, reprend nécessairement ses droits.

En haut, qualités intellectuelles prépondérantes ; en bas, qualités morales.

En haut, caractère industriel de la guerre ; en bas, « les vertus proprement militaires s'affirment et l'emportent, au moins momentanément, sur la puissance du machinisme ».

« Ainsi le talent militaire, réduit à sa seule valeur intellectuelle, à son seul prestige moral, ne suffit plus à imposer aux événements une décision définitive. Toutes les forces unies contribuent au succès. »

L'habileté stratégique en est une, mais la contrainte économique et la lassitude politique ont agi puissamment.

Une armée ne s'avoue vaincue que quand le peuple qui la soutient se sent lui-même à bout de courage.

« La solution du conflit est d'ordre militaire, mais les causes qui l'ont conduit à ce terme ne sont pas toutes de cet ordre.

« Ce n'est pas diminuer le mérite des organisateurs de la victoire que de constater que leur propre gloire a souffert longtemps de cette complexité des raisons du succès, de cette disposition des moyens matériels, ou plutôt — car une telle disposition irait contre la leçon même que les faits nous enseignent — de cette prédominance des forces collectives sur le génie individuel.

« La grandeur des forces qu'un peuple met en action est la mesure exacte de sa puissance de travail, de son esprit de sacrifice, de sa volonté de vaincre.

« L'industrialisation et la démocratisation de la guerre, substituant aux antiques prouesses du génie stratégique la précision des calculs scientifiques et des méthodes économiques, n'enlèvent ni son sens ni sa beauté à cette suprême vérité morale.

« De toute victoire qu'elle remporte, c'est la nation tout entière qui a le droit de s'enorgueillir, comme d'une œuvre à laquelle elle a

toute participé, comme d'un succès qui est celui de chacun de ses membres » (1).

On ne saurait mieux dire. Et qui dit cela? est-ce un « vrai militaire »? Non ! du moins dans le sens péjoratif du mot. C'est un civil.

Il n'est pas, comme je le suis, breveté, ancien chef d'un 3e bureau et chasseur à pied, c'est-à-dire le diable — bleu — en personne.

Au fait ! peut-être a-t-il été tout au moins chasseur à pied. Et c'est ce qui suffirait à expliquer qu'il ne proclame pas la faillite de l'art militaire.

(1) René Hubert.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE PLAN XVII

La genèse du plan XVII, je l'ignore entièrement. Ce qui frappa, en mai 1914, les officiers qui eurent connaissance de la directive n° 1, qui en faisait connaître la trame, ce fut d'abord que ce plan nouveau, dans son offensive précipitée et agressive, ne paraissait pas être celui qui eût convenu à la stratégie de nos alliances réelles et éventuelles.

La lenteur connue de la mobilisation et de la concentration russes, le retard et la faiblesse sur terre de l'appui encore très hypothétique des Anglais, semblaient nous imposer une période initiale de calme, sinon de défensive.

Pour des raisons que j'ignore, le Grand État-Major général et le haut commandement semblent avoir été persuadés que le coup de massue des Allemands serait porté entre la Meuse et Verdun. Le dispositif adopté répondait à cette hypothèse.

Comment ne redoutait-on pas le mouvement de l'aile droite allemande par la Belgique exécuté

avec plus ou moins d'extension, alors que tous les renseignements antérieurs et tous les travaux allemands le faisaient présager? Voilà ce que je ne me charge pas d'expliquer.

Toutefois, une hypothèse m'est permise, précisément parce que je ne suis pas dans le secret des Dieux. C'est celle de la politique intervenant, comme elle en avait le droit et le devoir, et interdisant au stratège de faire une grosse concentration près de la Belgique. Un tel rassemblement avait l'inconvénient grave d'être une menace de la violation de la neutralité belge qui pouvait attirer une riposte germanique et excuser la rupture par les Allemands de la convention internationale de garantie.

Dans ce cas, l'intervention britannique, à laquelle nous attachions toute l'importance qu'elle méritait, devenait non seulement douteuse, mais improbable, et mieux valait renoncer à une concentration qui offrait tant d'inconvénients politiques et militaires.

Je risque l'hypothèse. Si elle est fausse, du moins est-elle vraisemblable et excuse-t-elle une décision qui, sans elle, ne pourrait guère s'expliquer.

Quoi qu'il en soit, notre concentration porte en germe, comme il convient, la série des opérations que tout stratège doit prévoir jusqu'à la première bataille.

Sans parler de la démonstration en Alsace, deux attaques sont prévues :

L'une en Lorraine, qui a bien des chances

d'échouer, en raison des difficultés du terrain et des organisations défensives préparées par l'ennemi et connues de nous, mais qui peut fixer l'ennemi de ce côté ; l'autre, à cheval sur la Meuse, entre Verdun et Mézières, qui est l'attaque principale, qui se comprend, si mon hypothèse politique est exacte, et qui est même la seule à exécuter dans ce cas, avec notre volonté d'offensive.

Tout peut s'expliquer ainsi.

Ce qui, par contre, ne vaut rien en fait d'explication, c'est celle que donne Jean de Pierrefeu et qui est trop drôle pour que lui-même l'ait prise au sérieux. S'il ne l'a pas trouvée tout seul, celui qui la lui a soufflée s'est, qu'on me passe l'expression, « royalement payé sa tête ».

« Notre État-Major, dit-il, et il devrait dire notre haut commandement, n'a été ni assez naïf pour croire au respect des traités par les Allemands, ni mal informé des intentions de l'ennemi, ni assez aveugle pour ne pas voir, comme tout le monde, ce qui allait se passer. Au contraire, il a voulu jouer de finesse en maintenant avec une imperturbable sérénité sa concentration face à l'est, c'est-à-dire, par contre-coup, en laissant découverte notre frontière du Nord afin d'encourager les Allemands à se décider pour la manœuvre débordante. »

Les jeunes brevetés à l'aspect aventureux qui entouraient le bon général Joffre, cherchaient... l'aventure ! Il importait donc de paraître se laisser surprendre !

« Ça, messieurs, savez-vous, dirait mon ami belge, c'est tout de même un peu trop fort ! »

C'est mon avis, car j'ai beau chercher ce que pouvait rapporter l'aventure, je ne le vois pas, je ne le conçois pas ! Ce fin du fin ne me dit rien qui vaille.

Ce qui, peut-être, est vrai, je l'ai dit déjà, c'est que l'influence terrible de notre prophète de l'offensive à outrance, le cosaque du Kouban, le général Cardot, s'est fait sentir lors de l'élaboration du plan.

Le général Cardot disait dans son langage imagé, en parlant de la conversion à grand rayon que, de son temps, on prévoyait déjà de la part des Allemands : « L'enfant de troupe qui sera à l'aile marchante aura la barbe blanche quand la conversion sera achevée. »

En langage ordinaire, cela veut dire : la conversion demandera du temps, et, en attaquant vigoureusement sur la charnière, entre Mézières et Verdun, on bousculera tout le plan ennemi. L'idée stratégique est juste.

Il est assez probable que c'est elle qui a inspiré le plan. J'émets cette autre hypothèse. Elle ne vaut peut-être pas mieux que ma première. Comme celle-ci, elle est plausible.

Quoi qu'il en soit, le plan XVII n'étonna pas que le seul général Lanrezac, mais les discussions passionnées auxquelles il donna lieu cessèrent quand la décision fut connue. Dans les futurs États-Majors d'armée, sous la direction des

futurs généraux d'armée, les officiers se mirent au travail afin de contribuer de toutes leurs forces à la réussite du dit plan.

Quand, la guerre survenant, il fallut passer à l'exécution, je dois à la vérité de dire que nous eûmes un frisson quand nous vîmes nos armées principales s'engager dans la difficile région des Ardennes, dont nous ne tenions pas le débouché. La suite des événements justifia nos craintes, malgré le rayon d'espérance qui traversa les sombres nuées le 25 août, à Etain.

Le plan XVII, si hasardé qu'il pût paraître, pouvait réussir. Nous l'avons montré déjà. Mais il eût été nécessaire, pour cela, que la tactique vînt au secours de la stratégie qui courait de grands risques.

Ayant dit les raisons pour lesquelles la tactique échoua, il est inutile et il serait pénible d'insister. Une stratégie audacieuse ne peut réussir que si la tactique le lui permet.

La retraite commence. Elle est prescrite par un ordre du général en chef ; et les armées qui pouvaient résister sur place, comme les IIIe et IVe armées, doivent rompre exactement comme le feront quelques jours plus tard, après la Marne, les IVe et V^e^ armées allemandes, non entamées.

La retraite de la Marne avait un but : celui d'empêcher à tout prix l'enveloppement de notre aile gauche et de l'armée britannique. Beaucoup de militaires, dont j'étais, n'ont pas compris pourquoi nous ne pivotions pas sur notre droite solide-

ment établie au nord de Verdun et appuyée à l'Argonne, le centre se cramponnant aux positions préparées dans ce but à Reims, Laon, La Fère.

L'explication nous a été donnée par les Allemands dans leurs publications récentes. C'est qu'ils projetaient d'envelopper aussi notre droite. Le danger couru par nos armées de droite nous avait échappé.

Le général Joffre l'avait connu ou deviné. Sa retraite totale s'explique dès lors parfaitement. Si des Français refusent de le reconnaître, nos ennemis, mieux éclairés, nous rendent l'hommage que certains de nos concitoyens nous refusent.

Quant à prétendre que le général Joffre avait fixé à l'avance la ligne générale où il comptait arrêter sa retraite, c'est aussi ridicule que l'était la fameuse légende selon laquelle Napoléon, montrant un point sur la carte, disait : « C'est là que je battrai l'ennemi ! »

Le général Joffre a fixé des lignes successives au delà desquelles ses armées ne pouvaient pas se retirer sans son ordre. Il a conçu, ordonné et fait exécuter une magnifique retraite stratégique, et lorsque le but recherché, à savoir le salut de l'aile gauche, a été obtenu, il a repris l'offensive.

Voilà la vérité. Elle est simple.

Toutes les arguties et tous les contes de bonne femme n'y changeront rien.

CHAPITRE II

LA BATAILLE DE LA MARNE

Lorsque la question se pose de savoir qui a gagné la bataille de la Marne, les uns répondent Joffre, les autres disent Gallieni.

Cela fait deux vainqueurs possibles. C'est beaucoup, mais ce n'est pas assez.

Je trouve en effet dans le livre connu de Mermeix, intitulé *Joffre*, l'exposé de deux mémoires attribués au général Sarrail ou à son entourage personnel.

L'un de ces mémoires dresse le bilan, jusqu'en avril 1915, de l'œuvre de Joffre. Le passif y est fort supérieur à l'actif, comme il convient dans un acte d'accusation.

Je lis à l'article : *Septembre 1914* (actif) : « Bataille de la Marne (*en collaboration*) », et c'est ce même mot de collaboration que je trouve avec plus d'étonnement sous la plume moins dénonciatrice de Jean de Pierrefeu.

Singulier rapprochement qui pourrait bien nous donner la clef du mystère.

Que reproche-t-on à Joffre, commandant en

chef ? Est-ce d'avoir tiré la couverture à lui ?

Il répond dans sa déposition devant la Commission de la métallurgie :

« Je ne demande rien. Mais si la bataille de la Marne avait été perdue, qui donc aurait-on accusé de l'échec? »

Lui reproche-t-on d'avoir collaboré avec les commandants d'armée et, par conséquence logique et directe, de n'avoir pas gagné la bataille à lui tout seul?

Si nous éliminons l'hypothèse d'un combat singulier entre notre Joffre et leur de Moltke, je ne vois pas bien comment notre grand chef aurait pu se tirer tout seul de cette terrible affaire.

Veut-on dire que les généraux commandant nos armées auraient pu ne pas collaborer? Mais alors, il eût fallu les fusiller séance tenante.

S'agit-il de reconnaître leurs mérites et de leur accorder leur part de gloire, comme jadis on partageait les dépouilles du vaincu?

Cela me semble si naturel que personne, je pense, n'a jamais songé à leur ravir ces couronnes !

Veulent-ils, dans le palmarès, être mentionnés nominativement?

J'y consens. Mais une bien autre dispute va s'élever quand il s'agira de distribuer les prix. Qui aura le premier, qui le second et qui le dernier?

Et encore, il faut être juste. Je vois bien où l'on commencera et ne vois nullement où l'on s'arrêtera.

Après les prix, il faudra donner des accessits puis des mentions.

Et à nos poilus — peut-être un million — qui ont, je pense, quelque peu collaboré aussi à la victoire, que leur donnera-t-on?

Voilà la distribution telle qu'elle se présente, en bonne justice, du moment qu'on la commence.

Si Gallieni a remporté la victoire à l'aile gauche, il est un autre général qui a la prétention d'avoir gagné la bataille à l'aile droite.

Si l'un avait échoué à gauche ou l'autre à droite, la Marne eût été une défaite. C'est très vrai.

Mais si un troisième avait laissé percer notre centre, la bataille était perdue malgré le succès de notre gauche et le maintien de notre droite.

Mon Dieu ! que ces choses sont compliquées, et qu'il est difficile de contenter tout le monde !

La voix du peuple dit : « Joffre, le vainqueur de la Marne ! » Cela ne peut-il pas nous suffire, étant entendu que ses collaborateurs, du plus petit au plus grand, sont tous englobés dans la raison sociale « Joffre, vainqueur de la Marne » parce qu'ils ont effectivement collaboré à ce gain. Il n'aurait plus manqué qu'ils ne l'eussent pas fait !

Il y a eu collaboration parce qu'il ne pouvait pas en être autrement, parce que, dans toutes les batailles que les hommes ont livrées depuis que le monde existe, il en a toujours été ainsi et qu'il en sera toujours de même jusqu'à la fin des siècles.

Mais, de tout temps aussi, il est admis que le nom seul du général qui a commandé en chef prédomine et que seul il soit prononcé.

Qui connaît les noms des lieutenants d'Alexandre ou de César? Pourtant, ces grands capitaines ont eu des collaborateurs.

Qui peut citer un nom parmi les généraux et maîtres de camp qui commandèrent l'aile droite, l'aile gauche ou le centre sous Turenne et sous Condé ? Cependant, le succès de maintes batailles fut décidé par l'un d'eux.

Et qui, à part quelques militaires, nous dira le rôle de Lannes et de Davoust, le 14 octobre 1806? Iéna, c'est Napoléon.

Le vainqueur de Marengo, est-ce Bonaparte ou Desaix?

Puisqu'on dit « la Marne » et non pas : l'Ourcq, la Marne, le Morin, la Saulx et l'Ornain, on ne doit pas dire Gallieni, Maunoury, French, Franchet d'Esperey, Foch, de Langle et Sarrail, mais tout simplement « *Joffre* ».

C'est tout simple. C'est bien moins long. C'est beaucoup plus beau. C'est plus vrai. C'est plus juste.

Revenons tout de même pour un instant à la dispute entre Gallienistes et Joffristes.

De quoi s'agit-il, en somme?

Tout simplement de savoir qui, de ces deux généraux, a vu le premier le mouvement de Kluck et qui en a tiré la conséquence stratégique.

Mais, je n'ai pas besoin de réfléchir longuement pour trouver très naturel que ce soit Gallieni, à qui le renseignement était transmis au premier degré et qui se trouvait plus rapproché des événe-

ments et du terrain. Que ce soit Gallieni qui, avec sa haute intelligence, son coup d'œil exercé et son esprit de décision, ait compris le premier tout le parti qu'on pouvait tirer de la situation nouvelle, cela encore me paraît très normal. Je ne vois même pas comment cela aurait pu se passer autrement.

Si Gallieni n'avait pas su, c'est que son service de renseignements aurait été mal organisé ou aurait mal fonctionné. S'il n'avait pas compris, il se fût montré médiocre général et inférieur à sa réputation.

Qu'est-ce qu'il y a donc dans tout cela qui puisse exciter les passions ? On ne le voit pas quand on est de sang-froid, et tous les Français devraient être de sang-froid quand il s'agit de la victoire qui, somme toute, a décidé du sort de la guerre.

Oh ! je sais, on a trouvé la... perle ! On découvre que le 3 septembre, jour fatidique, Joffre déménageait et s'installait à Bar-sur-Aube. Chacun sait qu'un déménagement est une chose fort ennuyeuse et que, dans ces moments, que Dieu merci les locataires connaissent de moins en moins, en raison de la *crise*, la correspondance éprouve des retards. Ou bien le facteur ancien n'a pas votre nouvelle adresse ou bien vous avez oublié de donner le denier à Dieu à votre nouvelle concierge. Bref, vos lettres ont du retard !

Voici une trouvaille qui explique tout, et ce pauvre Joffre est bien excusable de n'avoir pas su ce qui se passait. Il déménageait.

Il n'y a qu'un malheur dans cette nouvelle histoire chez la portière, c'est que le déménagement Joffre était terminé le 1er septembre.

Et comme la galerie s'esclaffe, le lanceur de nouvelles s'écrie : « C'est vrai. Mais qui ne voit que les conséquences sont les mêmes ? »

Hélas ! non, les conséquences ne sont pas les mêmes, car, dans un État-Major, le déménagement n'a pas de conséquences, du moins en ce qui concerne le dépouillement et la transmission du courrier.

Il y a une permanence qui assure le service dans l'ancien poste bien des heures après que le nouveau Quartier Général est installé. Ni les rapports, ni les courriers, ni les télégrammes, ni les messages téléphonés ne cessent d'arriver à destination.

Tout marche exactement comme s'il n'y avait pas de déménagement.

Et voici encore un *canard* auquel il n'aura pas été bien difficile de tordre le cou.

Alors, que reste-t-il de sérieux dans la querelle? Je ne vois plus rien.

Nul, parmi les militaires, et surtout parmi ceux qui ont eu le grand honneur de le connaître, ne songe à ravir au général Gallieni, qui fut un grand homme — si Plutarque n'a pas menti — la moindre parcelle de gloire.

Mais le général Gallieni, avec l'armée Maunoury, était sous les ordres du général Joffre, et ce dernier avait à régler, pour livrer sa grande

bataille, non seulement les affaires de la VIe armée, mais encore celle de six autres !

Si l'on veut voir stratégiquement la préparation de la bataille, il ne faut pas oublier que l'attaque de l'armée Maunoury, en elle-même, ne pouvait avoir aucun résultat décisif. L'ennemi devait d'abord être arrêté sur tout le front, être attaqué partout à la fois, car, tant qu'un ennemi n'est pas fixé, il ne peut pas être manœuvré. La suite des événements l'allait prouver une fois de plus. D'ailleurs, un élève caporal connaît ce principe élémentaire.

Pour ce qui va suivre, je supplie le lecteur de vouloir bien m'estimer assez pour admettre que je n'ai nullement l'intention de diminuer les mérites ni de Gallieni, ni de Maunoury, ni des braves troupes qui ont combattu sous leurs ordres.

Les uns et les autres ont été, par leur initiative et leur manœuvre audacieuse, la cause déterminante de la bataille de la Marne et de la victoire, mais ils n'ont pas tout fait. Le général Buat a raison quand il écrit : « Notre armée de Paris eut encore bien plus l'air de déborder qu'elle ne déborda effectivement ».

Qu'on ne vienne donc pas plaisanter sur un aussi grave sujet en parlant de la stratégie, « cette politesse des guerriers, dont ils observent rigoureusement l'étiquette dans leurs rapports antagonistes ».

Il y a des principes dans la conduite de la guerre comme il y en a dans tous les arts.

Le peintre qui ne sait pas dessiner aura peut-être le sens des couleurs, cela n'empêchera pas son tableau d'être ridicule. Cela ne se voit que trop souvent de nos jours.

Celui qui veut faire la guerre doit connaître les principes qui régissent sa conduite.

Sinon, malgré son bon sens et son intelligence, c'est-à-dire malgré qu'il possède le sens des réalités, il verra bien cette réalité, mais il ne parviendra pas à la maîtriser.

La règle voulut ici que, menacé de débordement, von Kluck rappelât ses troupes aventurées vers le sud. C'est la manœuvre commencée par Gallieni qui produit ce résultat. Cela suffit.

Un trou se creuse entre la Ire et la IIe armées allemandes, dans lequel vont entrer vivement l'armée Franchey d'Esperey et, plus lentement, l'armée britannique.

La manœuvre continue. Kluck est menacé d'enveloppement. Von Bulow est menacé d'enveloppement. Le trou s'élargit entre eux. Les mouvements de retraite de l'avant se propagent par ondes amplifiées à l'arrière et, par un contre-coup normal, la panique de l'arrière se transmet à l'avant.

Où donc voyez-vous, dans tout cela, une convention stratégique? La voilà bien, la réalité, telle que la voit le fameux colonel Hentsch et telle que la constatent amèrement Kluck et Bulow.

La bataille de la Marne est une immense bataille de manœuvre qui comprend plusieurs temps. Ces phases, on ne peut pas les distinguer nettement parce que, dans la réalité, elles chevauchent les unes sur les autres.

Schématiquement, on peut les résumer ainsi :

1° Joffre, prévenu directement ou prévenu par Gallieni, discute la situation. On se met d'accord après pourparlers. On voit la même chose du même point de vue. Décision prise.

2° Préparation. Fin de la retraite, ordres donnés à certaines armées d'arrêter l'ennemi, puis de reprendre l'offensive ; à d'autres, d'attaquer.

Entente lente et pénible avec nos alliés britanniques. Entente faite.

3° Exécution. Ennemi fixé sur le front, menace de débordement sur son aile droite, manœuvre entre ses Ire et IIe armées.

Voilà le schéma. Il est exact, d'après ce que nous savons des Allemands et de nous-mêmes. Cela peut nous suffire.

La stratégie française a échoué d'abord. Elle s'est reprise. Elle vient de triompher de la stratégie allemande, principalement parce que chez nous le stratège a conduit sa bataille avec calme, énergie et fermeté. Il a dirigé, tandis que l'Allemand a perdu la tête.

Dans ce choc de deux volontés, la nôtre a prévalu.

CHAPITRE III

L'OFFENSIVE

A-t-on dit assez de bêtises sur le chapitre de l'offensive, pour ou contre elle !

L'offensive — comme l'alcool — est un remède ou un poison. Ce n'est jamais une panacée.

Nous condamnons, avec tous les militaires raisonnables d'avant-guerre et avec les fous que l'expérience cruelle a ramenés à la raison, les procédés employés en 1914 et plus tard.

Nous ne voulons plus entendre parler d'offensive toujours, d'offensive partout, d'offensive coûte que coûte. On n'attaque pas pour attaquer. On attaque pour réussir, c'est-à-dire quand on en possède les moyens.

Je n'insiste pas. La cause est entendue. Elle est jugée.

Donc, laissons là nos essais coûteux et malheureux de 1914.

En 1915, le « grignotage » a donné les résultats que chacun sait. Passons.

Il faut en venir aux attaques de Champagne, en

septembre, pour trouver la première modification importante à nos méthodes.

Nous faisons une préparation sérieuse qui réussit et donne de grands résultats. Mais ceux-ci ne sont que positifs. Ils n'amènent pas la décision espérée; et, dans son rapport final, le général Pétain, qui a commandé la IIe armée, marque bien le perfectionnement à apporter à la méthode quand il dit qu'il nous faudra pour la prochaine expérience beaucoup plus de canons encore et beaucoup plus de munitions surtout. Il ne sert à rien de fermer les yeux devant la réalité. Mieux vaut la regarder en face et prendre son temps pour créer les moyens qui nous manquent.

En 1916, c'est Verdun. De la période défensive très connue, rien à dire. Les Allemands n'ont pas réussi mieux que nous, en Champagne, l'année précédente.

Puis, c'est la Somme. L'instruction sur la bataille du général Foch est nette et précise. Il envisage des batailles successives séparées par un intervalle suffisant pour que l'on puisse rapprocher les batteries et faire sur chaque nouvel objectif une préparation complète. Les résultats obtenus sont excellents. Ils ne sont pas décisifs parce que les intervalles de temps qui séparent les attaques, l'allure saccadée de la bataille, permettent à l'ennemi de s'organiser et d'amener des réserves. Mais ces réserves s'usent, et il est assez probable que la méthode perfectionnée aurait donné des résultats décisifs si l'attaque agrandie

et renforcée avait été déclenchée le 15 février 1917 Ce qui le prouve, c'est le recul allemand sur la célèbre ligne Hindenburg. Il constitue un aveu formel de l'impuissance des Allemands à résister à une nouvelle bataille de la Somme.

Malheureusement, la crise du haut commandement amène un changement de plan.

1917. — L'École, dite de Verdun, se basant sur les résultats obtenus dans de brillantes affaires offensives, va appliquer une méthode nouvelle qui peut se résumer ainsi :

Étant donné un terrain à conquérir qui comprend X hectares de terrain, et sachant que, pour pilonner un hectare, j'ai besoin d'y déverser Y tonnes de projectiles, pour réussir je devrai lancer X × Y tonnes = M.

Je déduirai de là le nombre de munitions et celui des tubes qui les lanceront dans un temps T. Cela me donne la durée de la préparation Quand l'heure H a sonné, mon infanterie s'avance l'arme à la bretelle, et c'est fini. J'ai gagné. C'est mathématique.

L'expérience faite en petit à Verdun, sur un terrain spécial où il n'y a pas d'abris à l'épreuve, où les tranchées mêmes n'existent pas, donna des résultats tout à fait encourageants. L'expérience a confirmé les résultats du calcul. C. Q. F. D.

Le Destin — voici le Destin qui apparaît, mais seulement pour masquer autre chose — le Destin veut que le nouveau commandant en chef soit le chef de l'École de Verdun.

Il va appliquer sa méthode :

X × Y = M (tonnage de munitions).

Calcul du temps T pour le débit.

Fixation de l'heure H.

Mais, comme l'appétit vient en mangeant, on prétend liquider l'affaire sur un nombre X (très grand) d'hectares, parce que non seulement on fait de l'extension frontale, mais on étend ses prétentions en profondeur. On veut détruire tout et tout à la fois, sur deux ou trois positions allemandes successives. Le facteur Y devient colossal. Donc, X énorme × Y énorme = M immense. Ça ne fait rien. Le résultat est immanquable. C'est mathématique ! T sera plus grand, voilà tout.

Sans doute, mais il y a autre chose que la mathématique : il y a un terrain essentiellement différent de celui de Verdun, où se fit la première expérience. Sur le Chemin des Dames, il y a des tranchées, des réseaux, des abris et des creutes immenses.

Il y a le mauvais temps, il y a tous les impondérables.

On applique et on échoue parce que, malgré M et T immenses, on n'a pas pu tout détruire !

Voilà le résultat obtenu par l'esprit mathématique pur. Ne voyez là dedans ni stratégie ni tactique. Il n'y a dans cette affaire que de la mathématique. C'est elle, et elle seule, qui a fait faillite.

1918. — Changement de tableau.

Le règne des longues et interminables prépara

tions, qui interdisent tout secret, est enfin terminé.

Les deux adversaires possèdent des moyens formidables. Ils vont en user.

Plus de préparation, ou à peine. La surprise. Un déluge de projectiles s'abat sur l'ennemi. Il se terre. L'infanterie arrive, s'infiltre entre les îlots qui résistent encore. Après le déluge d'artillerie, c'est le flot de l'infanterie qui roule jusqu'à ce qu'il vienne expirer quelque part, assez loin sur la grève. Mais, tout de même, il expire. Alors accourent les réserves ennemies qui colmatent et qui endiguent.

Gros résultats positifs. Aucune décision. C'est à ce moment que paraît Foch et que, grâce à l'unité de commandement, enfin réalisée, la stratégie des Alliés va se développer.

Comment opère le nouveau maréchal? Au contraire de Ludendorff qui a fait des attaques massives que séparent de longs intervalles dans le temps et dans l'espace, Foch va marteler l'immense muraille qui n'a plus sa résistance première pour des raisons militaires et extra-militaires.

Il va ainsi absorber peu à peu les réserves de l'ennemi et, ce faisant, il vise un but éloigné qui sera quelque part vers Mézières ou même au delà. Au fur et à mesure que ses armées avancent, il étreint son adversaire à la gorge et il lui serre le cou de façon à l'empêcher de respirer.

Les voies respiratoires et les voies de circulation d'une armée, ce sont ses voies de communica-

tion, routes et chemins de fer. Plus les Alliés avancent, plus l'asphyxie augmente chez les Allemands qui n'ont plus guère de transversales pour transporter leurs réserves d'un point à l'autre. Notre avance les oblige à laisser sur le terrain des quantités de munitions, de vivres, d'approvisionnements de toute sorte accumulés pendant quatre ans. C'est au moment où l'armée qui se bat a le plus besoin de tout cela que tout cela lui manque. Il faut amener par l'arrière plus de munitions, de vivres; etc., qu'on ne l'a fait à aucun moment jusqu'ici. Mais les voies ferrées disponibles deviennent de plus en plus rares. Celles qui restent sont embouteillées par le reflux de l'avant. Rien ne va plus. L'asphyxie gagne. Bientôt, le corps immense de la fameuse armée allemande sera pantelant sur le terrain, car l'attaque du 14 novembre — prévue dès le 19 octobre — pour laquelle nous aurions disposé de nombreuses réserves alors que les Allemands n'en avaient plus (les Alliés avaient 103 divisions disponibles contre 17 allemandes et autrichiennes) ne pouvait pas ne pas réussir, et ses progrès auraient empêché toute retraite ordonnée des Allemands.

C'était la mort.

Les Allemands se déclarèrent satisfaits de n'essuyer qu'un désastre. Ils capitulèrent.

L'armistice du 11 novembre est sans doute un acte politique imposé par le gouvernement à son stratège, mais il est essentiellement un acte

stratégique, sollicité, avec on sait quelle angoisse pressante, du gouvernement par le stratège.

Quand il s'agit de « sauver les meubles », les Allemands ne cherchent pas à « sauver la face ». Ils la voilent. Cela rapporte davantage.

Quand on sait tout cela et quand on suit pas à pas les travaux, les décisions, les actes du commandement, comment peut-on crier à la défaillance du stratège et enregistrer la faillite de l'art militaire?

Répétons-le donc encore : les militaires qui pensent et qui savent ne prétendent aucunement que la victoire est due à eux seuls. C'est toute la nation, ce sont tous les Alliés qui ont forgé la victoire sur terre, sur mer, dans les airs.

Mais tout cet ensemble d'efforts, produits durant tant de mois, s'est concentré dans les quelques semaines qui vont du 18 juillet au 11 novembre 1918. C'est cette résultante que nous appelons la « bataille de France » dans laquelle notre armée est représentée, pour ce qui la concerne, par deux hommes :

L'un, pour la France, se nomme Pétain.

L'autre, pour le monde du Droit, se nomme Foch.

De même que « la Marne de 1914 » dans son amplitude c'est Joffre, de même la bataille de France de 1918 c'est Foch.

Croyez-vous encore que Plutarque a menti ?

CHAPITRE IV

LA CONTRE-OFFENSIVE

Voici qu'un principe nouveau s'inscrit sur les tablettes des peuples pacifiques, à savoir : « La contre-offensive est la seule idée viable à la fois tactique et stratégique de la guerre des nations. Les peuples pacifiques ne doivent pas en avoir d'autres. La prudence et l'habileté y trouvent satisfaction. »

Discutons la solution proposée ou imposée du troublant problème stratégique.

Et d'abord, je me demande ce que le pacifisme d'un peuple vient faire dans cette histoire.

Un peuple pacifique ne veut pas la guerre, il ne la cherche pas, il l'évite, au contraire, le plus qu'il peut et ne s'y résout que contraint et forcé !

Mais enfin, quand il est acculé à la guerre, il faut bien, s'il ne veut pas mourir, qu'il l'entreprenne et la mène.

A partir de ce moment, son pacifisme ne compte plus. On se bat ou on ne se bat pas. Si l'on se bat, c'est pour en finir au plus vite avec la terrible catastrophe que constitue une guerre et pour rem-

porter la victoire finale, afin d'éviter un désastre plus grand encore, sinon définitif.

Pour vaincre, il faut en venir à la bataille, et cette bataille sera imposée à un des adversaires par son ennemi.

Toute la question est de savoir si l'on veut imposer ou si l'on veut subir. Et nous voici ramenés à notre point de départ. C'est l'éternelle question stratégique qui se pose de nouveau.

Je ne vois donc nullement en quoi le pacifisme d'un peuple peut influencer sa stratégie, puisque, dès le moment où le stratège entre en jeu, le peuple le plus pacifique devient guerrier.

Ah ! si l'on nous disait : « Un peuple pacifique doit être fort pour en imposer à ses ennemis afin que ceux-ci n'osent pas l'attaquer ! » je comprendrais qu'un tel peuple risque peu puisqu'il est lui-même décidé à ne pas attaquer et que ses ennemis hésiteront à le prendre à partie, parce que le sachant fort, et non pas parce que le sachant pacifique.

Mais si l'on me dit : « Je ne tirerai pas le premier ! » je répondrai : « Vous tirerez quand même » et je me souviens du mot fameux de la bataille de Fontenoy : « Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! » Joli mot. Mot stupide.

Toute cette phraséologie sonne diablement le creux.

Non. La stratégie de la contre-offensive peut se discuter, et nous la discuterons. Mais affirmer qu'elle donne satisfaction à l'esprit pacifique en ce sens qu'elle contient à la fois la prudence extrême

et l'habileté superlative, c'est aller un peu loin.

Le problème stratégique se pose de tout autre façon.

En quoi consiste-t-il essentiellement?

Pour ne pas compliquer le problème, nous supposerons le cas le plus simple, c'est-à-dire celui où un seul ennemi ou un seul groupe d'ennemis est à craindre.

Dans sa préparation du temps de paix, le stratège doit d'abord poser à la politique la question :

« Quelle armée voulez-vous? Quelles sont vos intentions? Voulez-vous prendre ou voulez-vous garder?

« Votre politique veut-elle être agressive ou défensive? »

Voilà le moment où se pose pour le stratège la question du pacifisme de sa nation.

La politique lui répond : « Je n'attaquerai jamais ! » Ce qui ne veut pas dire — faisons y bien attention : « Je me laisserai attaquer. »

Si la politique dit : « Je n'attaquerai jamais », cette formule doit être prise au sens politique du mot et signifie : « Je ne déclarerai la guerre à personne ; je ne veux rien prendre à autrui, je veux seulement garder mon bien. »

S'il fallait l'interpréter dans le sens stratégique et la traduire ainsi : « J'attendrai que l'ennemi tire le premier », donc défensive obligée, la politique ligoterait le stratège et celui-ci n'aurait plus qu'à rentrer sous sa tente.

Cela ne peut pas être et cela ne doit pas être.

Sous prétexte de prudence extrême ou d'habileté superlative, la politique, ayant défini le but que doit atteindre le stratège, ne peut que lui laisser le choix des moyens militaires pour y parvenir.

Par contre, en définissant le but, la politique doit indiquer non moins nettement au stratège la situation de la nation au moment où la guerre prévue et étudiée sera déclarée.

Elle lui dira les alliés sur lesquels il peut compter, les conditions et les limites de leur intervention, le moment où leur coopération sera assurée; et elle devra donner les mêmes indications sur les alliés possibles ou probables ou certains de l'ennemi.

Alors se posera la question stratégique des alliances. Si, par exemple, comme le fait s'est produit pour nous en 1914, un (ou plusieurs) des alliés ne peut pas entrer en campagne avant un certain délai, la politique peut imposer au généralissime une stratégie d'attente jusqu'à ce que les alliés soient prêts à faire sentir leur action. L'attitude à prendre par l'armée sera réglée par entente entre la politique et le stratège, car il peut fort bien se faire que, même dans le cas envisagé, la bonne manœuvre à tenter soit une opération offensive.

Quoi qu'il en soit, le stratège aura liberté de manœuvre dès que les opérations seront commencées et jusqu'à ce que le but fixé par la politique soit atteint, ou du moins jusqu'à ce que celle-ci commande : « Halte ! je me déclare satisfaite. »

Ceci posé, et le pacifisme de la nation interve-

nant dans la mesure toute politique que nous avons dite, essayons de voir clair dans la question si débattue des façons de prendre l'offensive.

Il y a bien des manières de prendre l'offensive, car celle-ci peut être indéfiniment nuancée dans le temps et dans l'espace, comme dans ses moyens et sa puissance.

Ne parlons que de l'offensive vue de très haut, et ramenons à trois seulement les types qui la peuvent caractériser.

Nous les nommerons :

Défensive offensive.

Contre-offensive.

Offensive agressive.

La première, la défensive offensive consiste en ceci :

L'ennemi peut venir. Je l'attends. Je me tiens en garde. Il m'attaque. Je le laisse se briser contre mes organisations et s'épuiser en vains efforts. Il s'use plus que moi. Quand j'estime l'usure suffisante, j'attaque à mon tour. Je passe de la défensive à l'offensive.

Voici un jeu qui peut être excellent.

Il le sera, en effet, à la condition que l'ennemi qui m'attaque ne réussisse pas à m'entamer. S'il me bat, au contraire, ma méthode ne vaut rien.

Or, tout est là ! *To be or not to be !*

Et l'ennemi qui sait comme moi qu'une attaque ne peut réussir que si elle est exécutée avec des moyens supérieurs à ceux de l'assailli, l'ennemi m'attaquera du fort au faible.

Ma faiblesse sera-t-elle compensée par la défensive, ou devrai-je renoncer même à celle-ci pour gagner du temps en prenant du champ, voilà ce qu'il m'est bien difficile à moi, stratège, de deviner.

Pour le savoir, le stratège n'a qu'un moyen : c'est de faire le bilan de ses forces de toute nature, effectifs, matériel, organisation, commandement, instruction, valeur, moral, etc... et des mêmes forces chez l'ennemi.

S'il constate un désavantage à son détriment, soit léger, soit passager, il peut le compenser par une organisation défensive qui lui permettra d'économiser ses forces.

Si le désavantage est par trop considérable, il refusera la bataille et mettra entre l'ennemi et lui du temps et de l'espace.

Mais il abandonnera, du même coup, aux entreprises ennemies, une large bande du sol national.

Que si, au contraire, il possède un avantage initial, même léger ou passager, il devra manœuvrer offensivement pour envahir le territoire adverse de telle sorte que, s'il bat en retraite ultérieurement, l'invasion ennemie foulera peu ou prou le sol de sa nation.

On peut voir que la défensive offensive a — comme toutes choses en ce monde — des avantages et des inconvénients.

C'est une solution. Elle sera bonne ou mauvaise, suivant les circonstances. On ne peut pas dire qu'elle s'impose en tous cas à celui-ci ou à celui-là.

Il faut toujours en venir aux principes napoléoniens :

Attaquer du fort au faible.

Économiser ses forces.

Être le plus fort au point voulu, au moment voulu.

Ça n'est pas plus difficile que cela... en théorie ! La théorie, hélas ! n'est pas la pratique.

LA CONTRE-OFFENSIVE.

Ceci est une autre affaire. Elle se différencie nettement de la précédente en ce sens que, tout à l'heure, j'attendais l'ennemi de pied ferme, disposé à lui courir sus dès qu'il serait fatigué ! Voyez les boxeurs sur le ring.

Maintenant, je suppose que l'ennemi m'a attaqué, qu'il m'a *enfoncé sur certains points*, qu'il s'est usé, que son effort est momentanément interrompu ; je profite de l'occasion pour ramasser mes forces et je tombe sur lui à bras raccourcis.

— Parfait ! dira le boxeur illustre dont je ne cite pas le nom. Parfait ! mais si dans son attaque mon adversaire m'a mis *knock out* ? ce qui veut dire, en français, qu'il m'a assis? Ce bougre-là est bien capable de m'achever.

Voilà ce que c'est que de faire de la contre-offensive, *a priori* ! Car on n'oublie qu'une chose, d'une importance pourtant évidente : c'est qu'en

voulant jouer au plus fin, on pourrait bien être roulé.

Non, ce n'est pas cela du tout. On ne peut pas, en stratégie, dire que telle manière d'opérer vaut mieux qu'une autre. Cela dépend d'une quantité de facteurs — inconnus pour la plupart — et tels que le plus malin ne peut pas décider à l'avance que ceci vaudra mieux que cela. Tout stratège a devant lui un autre stratège. Une volonté se dresse contre une autre. Une force contre une force.

L'expérience seule dira si forces et volontés s'équilibrent — voyez 1914 et années suivantes — ou si l'équilibre sera rompu en faveur de tel ou tel, et dans quelles limites.

Que nous voici loin de la contre-offensive « stratégie des peuples pacifiques » !

On avouera qu'un peuple doit avoir la bosse du pacifisme — et quelle bosse ! — pour se déclarer battu d'avance et content dans l'espoir qu'il pourra ressaisir la fortune et vaincre son ennemi épuisé.

Cela peut être, je n'en disconviens pas. Mais il peut arriver aussi à un peuple qui pousse le pacifisme à ses limites extrêmes que l'offensive ennemie lui secoue les nerfs à un point tel qu'il devienne incapable de réagir.

Au contraire de la défensive offensive qu'on peut appeler encore : « l'offensive en second » et qui suppose un front de départ à peu près inviolé, la contre-offensive admet que l'ennemi a réussi en partie, mais que le flot envahissant est venu expirer sur la grève, plus ou moins loin dans l'intérieur.

Exemple de contre-offensive prévue : l'organisation de nos frontières après 1871 selon le plan de Serré de Rivière qui laissait ouverts deux « passages », l'un entre Toul et Epinal par la trouée de Charmes, l'autre entre Verdun et nos places fortes du Nord.

L'ennemi arrêté sur tout le front défensif trouve deux issues — des souricières — adroitement ménagées. Il passe. Il est contre-attaqué sur un champ de bataille préparé.

Exemple de défensive offensive : notre front fortifié, plus tard, lorsque notre armée est devenue solide et nombreuse.

Défense énergique sur tout le front. Concentration des masses en arrière, offensive après usure et échec de l'ennemi.

A la première correspond la fameuse bataille imaginaire de Neufchâteau ; à la seconde, la bataille de la Woëvre ou la bataille de Lorraine.

Enfin, les Allemands ont fait, en 1914, de la défensive offensive ou offensive en second à Morhange-Sarrebourg. Elle a réussi.

Ils ont pratiqué la contre-offensive en Alsace ; elle aurait dû échouer si nous avions su y parer comme il était facile pour nous de le faire.

On peut traiter de scholastique la discussion qui précède, et l'on n'aura pas tout à fait tort, d'autant qu'entre ces deux types d'offensive, il y a encore bien des degrés. Mais il était nécessaire de montrer combien il est difficile de définir la stratégie qui convient aux peuples pacifiques, c'est-à-dire à ceux

qui ne veulent pas se battre. Je crois bien, à dire vrai, qu'il n'y en a pas. Partout où la volonté défaille, l'intelligence ne sert à rien. Qu'un peuple ait voulu la guerre, que l'autre l'ait abhorrée, s'ils en viennent aux mains, il ne s'agit plus de savoir qui a voulu ou qui a abhorré la guerre. Il faut que l'un soit vainqueur et que l'autre soit battu.

Le pacifique, tout comme le guerrier, s'arrangera en conséquence ; son stratège fera tout pour avoir le succès; et, s'il estime qu'il vaut mieux attaquer en premier, soyez certain qu'il n'hésitera pas, et il aura raison.

Enfin, supposons que la formule de la contre-offensive soit en effet la bonne; qu'adviendra-t-il si les deux stratèges s'en tiennent là ?

J'entends la conversation qu'ils échangent :

— Messieurs les Prussiens, tirez les premiers !

— Après vous, messieurs les Français !

— Je vous en prie !

— Je n'en ferai rien !

Etc..., etc... *usque ad vitam aeternam. Amen* !

C'est alors qu'il faudra que ces deux stratèges établissent une savante règle du jeu. Les malheureux ! S'ils ont omis de s'entendre ou de tirer au sort, comment sortiront-ils de l'impasse, puisqu'il est avéré que la prudence et l'habileté ne peuvent admettre comme autre manière de réussir que celle qui consiste à pratiquer la seule contre-offensive?

Offensive contre quoi? Contre rien, puisque l'autre

n'est pas si bête que de s'exposer à être battu pour avoir voulu ouvrir le bal !

Comme c'est compliqué, tout cela !

Et quels lamentables enfantillages !

Reste l'offensive agressive.

En principe, elle comporte, comme chaque fois qu'il s'agit d'attaquer, une supériorité très marquée de l'assaillant sur l'assailli. Nous avons assez insisté sur ce point pour ne pas y revenir.

Mais il peut se faire que le stratège, celui même d'un peuple pacifique, décide d'adopter cette forme de l'offensive.

Nous avons montré déjà qu'il pourrait, en bousculant la couverture ennemie, s'il est prêt à temps, gagner du champ sur le territoire de l'adversaire et empêcher, retarder, ou du moins limiter, la morsure sur le territoire national.

Cette offensive initiale peut, en effet, viser un objectif limité et défini, et il n'est pas nécessaire de la pousser à ses limites extrêmes.

Qu'on imagine notre offensive des armées de droite en 1914 gagnant du terrain, comme elle l'a fait, et s'arrêtant sagement ensuite pour faire place à la défensive lorsque nos armées de gauche commençaient à manœuvrer offensivement ou défensivement contre le gros des forces allemandes.

Nous aurions eu une ligne s'accrochant au Rhin quelque part vers Neuf-Brisach, englobant Mulhouse, gardant le versant est des Vosges, se raccrochant au Donon et, par la région des Étangs, se reliant au nord de Pont-à-Mousson aux armées

du Centre. Menée sagement, en organisant les points d'appui conquis, une telle offensive couvrait toute une partie importante de notre territoire et permettait ensuite d'économiser, sur un front solidement établi et doublé en arrière par la ligne de nos forteresses, des forces qui auraient été fort utiles ailleurs.

Donc, l'offensive agressive elle-même peut viser sur une partie du front immense un but limité.

Quant à l'offensive qui prétend aux résultats soi-disant décisifs et que nous nommons plus modestement des résultats positifs, elle ne peut avoir lieu que pour celui des deux adversaires qui possède sur l'autre une écrasante supériorité.

Si les deux stratèges opposés adoptent cette forme parce que chacun d'eux croit disposer de cette supériorité, les deux armées vont se porter au-devant l'une de l'autre, et nous aurons alors une bataille de rencontre du type de ce que l'on a appelé la bataille des Frontières.

En résumé, il n'y a pas de stratégie qui vaille pour un peuple selon le degré de son pacifisme. La décision du stratège est basée sur des éléments beaucoup plus positifs. Elle découle de l'idée politique, bien entendu, mais surtout du résultat du bilan des forces en présence.

Qu'une diminution des forces de l'ennemi, résultant par exemple de l'obligation qu'il a de couvrir un autre front — comme le général de Moltke en septembre 1914 — coïncide avec un nouvel

afflux de forces — comme l'arrivée des Américains en 1918 — et voici un bilan à refaire. L'actif, pour l'un des stratèges, devenant supérieur au passif, il pourra changer sa manière.

Inversement, si le résultat contraire, est constaté à un autre moment.

Ce qu'il importe de voir et de savoir c'est que ces changements qui se produisaient autrefois au cours d'une bataille d'une journée — arrivée de Desaix à Marengo, retard de Grouchy à Waterloo — se font beaucoup moins vite aujourd'hui, avec les masses énormes qu'il faut remuer ; et le retentissement qu'ils ont sur la manière stratégique se répercute avec des ondes amorties dans le temps et dans l'espace. En un mot, le résultat à prévoir ne peut plus être immédiatement exploité. Voilà la différence essentielle entre autrefois et aujourd'hui, entre les petites armées et les armées immenses.

Celui qui parle de la stratégie sans en connaître les principes fondamentaux ne s'aperçoit pas qu'à l'heure présente la grande inconnue pour le stratège provient de ce qu'il ignore où est la force et où se trouve la faiblesse de son adversaire, tant que celui-ci possède une masse de réserves.

« Ce que l'ennemi fait devant moi, disait Ardant du Picq, je le vois et je le sais : Je le puis mesurer... »

Mais « le *rang*, c'est la menace ! » menace où et quand? je l'ignore.

Par cette expression « le *rang* », Ardant du Picq

a voulu dire : les réserves intactes, non dépensées, non entamées.

Aujourd'hui ce *rang* est toujours de plus en plus la terrible menace.

Où est-il, ce *rang*? Ces troupes disponibles, où sont-elles et que feront-elles?

Question grave à résoudre pour le stratège. C'est qu'aujourd'hui les réserves sont partout. Échelonnées en arrière du front, elles peuvent accourir de tous les points avec une vitesse très grande, à cause des facilités actuelles que l'on a de les transporter.

Si le front a cédé, vite les réserves sont amenées à pied d'œuvre pour colmater.

Si une attaque de grand style est décidée, vite des réserves en nombre imposant sont transportées dans le secteur d'attaque avec toutes les précautions voulues pour produire un effet de surprise.

Les réserves ennemies sont le cauchemar du stratège. Elles sont partout et nulle part. Elles sont !

Il faut en déterminer la force et, si possible, les emplacements. Et surtout, avant de tenter l'opération décisive, il faut les absorber et les faire fondre; car, tant que l'ennemi disposera de réserves et de rocades pour les transporter, aucune attaque ne pourra amener la décision cherchée.

Voilà le problème qui s'est posé devant le maréchal Foch et devant Ludendorff. Le second n'a pas trouvé la bonne solution, avec son esprit allemand; le premier a résolu le problème, de la façon

que chacun sait, grâce à la souplesse et à la finesse de son clair esprit français.

Aussi, quand on entend dire que, chez le maréchal Foch, la pensée n'a pas dominé l'action, on ne peut que hausser les épaules.

Ce que cet homme a d'admirable, c'est précisément qu'il pense sans cesse, et toujours, à l'objet qui l'occupe ; c'est qu'il concentre sur cet objet toute la puissance de sa pensée et de son attention ; c'est qu'il sait ce qu'il veut et qu'il le veut avec une énergie farouche.

Ce qui déroute ceux qui ne le connaissent pas, c'est que, chez lui la volonté est tellement forte qu'elle ne suit pas la conception: elle l'accompagne, elle la pousse, l'active sans cesse.

Qui donc peut insinuer que chez un tel homme la foi dans le facteur moral est si ardente qu'elle ne veut tenir aucun compte des forces matérielles ?

Celui qui dit cela ne connaît assurément pas l'homme et n'a aucune idée de la fonction qu'il a exercée.

Il fait une confusion — volontaire ou inconsciente — entre le général Foch de Nancy, de Saint-Gond ou de l'Yser, qui poussait son monde et qui, chauffant à blanc les volontés défaillantes, a sauvé tant de fois la situation, et le maréchal Foch, commandant en chef de l'armée la plus nombreuse qu'un chef unique ait jamais eue sous ses ordres.

Quel rapport y a-t-il entre ces deux hommes?

Le premier agit directement dans la plupart des cas; il intervient personnellement partout où c'est nécessaire. Sa volonté, qui ne veut connaître aucun obstacle, parce qu'à ce moment *il faut* que tous les obstacles soient brisés, sa volonté agissante s'impose à tous. Il ne discute pas, il n'admet pas d'objections, ni chez les Français, ni chez les Anglais, ni chez les Belges. La digue craque de toutes parts. Il bouche les trous tout de suite, comme il peut. C'est l'heure, la grande heure du sacrifice !

— Attaquez ! attaquez ! dit-il.

— Mais je ne puis pas.

— Attaquez quand même !

Cet homme est l'animateur du drame terrible qui se déroule.

Cet homme, qui impose aux autres sa volonté comme il leur imprime l'ardeur qui l'anime, il a sauvé la patrie belge et la patrie française ! Rien que cela.

Et vous osez affirmer que le général Foch, n'eût-il fait que cela, n'est pas un grand homme? Franchement, laissez-moi vous dire que vous êtes bien difficile à contenter.

En 1918, c'est une autre affaire. L'action passe au second plan. Chez le maréchal commandant en chef les armées alliées, c'est la conception qui domine, c'est la pensée qui devient l'essentiel.

Mais voyez à quel niveau on ramène le débat. De quoi s'agit-il?

« Foch a-t-il, dès le début, discerné la loi du

flux et du reflux qui va marquer la campagne de France ; a-t-il posé le problème d'équilibre des forces qu'il avait à résoudre? La prévision, en lui, a-t-elle été égale au tempérament? »

Tentons l'essai de répondre à cet interrogatoire sybillin !

Oui, Foch a posé forcément le problème d'équilibre des forces. Il ne pouvait pas faire autrement. Ce problème est à la base de toute décision stratégique. Donc, le problème n'a pas pu échapper au maréchal.

Mais comment un homme aurait-il pu, dès le 21 mars 1918, discerner la loi du flux et du reflux qui vont se produire ?

Réalisons la question.

Cela veut dire que Foch aurait dû non seulement prévoir les attaques allemandes de mars, de mai, de juin, de juillet, mais encore trouver la loi : quelle loi, je vous demande? qui allait les régir.

Cela veut dire que le flux devait être prévu et le reflux annoncé par lui avec la méthode et la précision des savants qui établissent le calendrier des marées.

Tel jour, à telle heure, marée la plus basse. Tel autre jour, marée la plus haute !

Pauvre lecteur, comme on se moque de vous! Mais pour qui vous prend-on en vous servant des plats de cette nature? Peut-être bien qu'on vous habille en astronome et qu'on vous demande de regarder... la lune au fond d'un puits.

Ah ! si Foch, comme on l'en accuse presque, avait été de mèche avec le camarade Ludendorff, il aurait pu écrire à l'avance une telle partition et régler la danse et la contre-danse.

Cela n'étant pas et les règles du jeu de la guerre étant violées comme on le prétend, je ne vois plus du tout comment notre maréchal aurait pu tout prévoir : le flux, le reflux, leur loi et le reste.

Tout cela importe peu : le problème à résoudre ne comportait pas tant de données. Il y en avait une seule, mais qui était d'importance :

User les réserves de l'ennemi.

C'est tout ! mais ce n'est pas peu de chose. Donc, un problème d'usure et un problème de durée.

Ces deux problèmes résolus comme on sait qu'ils le furent, l'un par notre résistance acharnée, l'autre par les poussées violentes exercées successivement et parfois simultanément sur différents points du front, le reste n'est plus qu'un jeu pour le stratège.

Les réserves, le *rang*, c'est-à-dire la menace dont on ne connaît ni la puissance, ni le point d'application, ayant disparu, la grande inconnue, ce cauchemar du stratège, s'est évanouie. Il sait maintenant où est la force ennemie, il voit et il peut agir.

Il a en mains une force disponible constituée par les réserves qu'il a gardées ; cette force, il va l'appliquer sur un point, et ce point sera celui qui,

comme nous l'avons dit, une fois saisi, amènera l'asphyxie de l'ennemi.

Pour trouver ce point, il faut penser, il faut réfléchir, il faut savoir et il faut décider.

Le maréchal Foch n'a pas fait autre chose. Il n'est plus maintenant chef de pupitre; il tient le bâton du chef d'orchestre. Son rôle a changé, et l'on peut affirmer qu'alors, chez lui, la prévision a été égale au tempérament.

Laissons donc là « l'immense déterminisme des choses » et ces lois ultra-secrètes du destin.

Non, il est faux de dire que les grands vainqueurs sont les entrepreneurs du hasard, puisque, tout au contraire, leur esprit de prévision a laissé au hasard la moindre part et que leur volonté a dompté le destin.

A la thèse nihiliste et tolstoïenne qui mène droit à l'abandon de soi-même et qui excuse tous les désastres, nous devons opposer la thèse française de la prépondérance de la volonté.

La bataille de France, quand on l'étudie et qu'on la comprend, montre les immenses armées alliées agissant sur un front de 400 kilomètres pendant sept mois sous le commandement d'un chef unique qui pense et qui conduit, qui sait ce qu'il veut et où il va, et qui remporte la victoire la plus éclatante.

Pourquoi ces mêmes hommes qui ont si justement réclamé l'unité de commandement s'en vont-ils clamer, lorsqu'elle a été réalisée et qu'elle a obtenu le résultat : « Ça ne signifie rien ! Ça ne

compte pas ! C'est le hasard qui nous mène ! »

On dirait qu'ils sont honteux de ce qu'un des nôtres s'est trouvé, qui a pu triompher de Sa Majesté le Destin, devant qui ils s'inclinent.

Laissons-les donc le front dans la poussière, prosternés devant leur dieu, cependant qu'ils regardent les grains de poussière par le petit bout de la lorgnette pour les voir gros comme des montagnes, et les hommes par le gros bout de la lunette, pour voir comme des pygmées ceux qui sont grands.

Laissons-les à leur besogne de grossissement des détails infimes et de rapetissement des grandes choses et des grands hommes.

Laissons-les !

Et rendons à César ce qui appartient à César.

Et ce sera justice, comme on dit à la cour.

CINQUIÈME PARTIE

QUELQUES HÉRÉSIES

Je ne veux pas me montrer sans pitié pour un camarade dont j'estime, à sa valeur, le très grand talent, et je ne puis pas abuser indéfiniment de la patience du lecteur.

Je ne relèverai donc pas toutes les hérésies que j'ai rencontrées à chaque page du livre auquel je réponds.

Il me suffira d'en signaler quelques-unes au passage.

I

Le soldat.

Nous mentirions en assurant que des soldats de sept ans auraient mieux tenu dans l'enfer de Verdun que nos poilus les plus jeunes. Les grognards de l'Empereur n'auraient pas mieux fait que ceux qui, à Verdun, ont étonné le monde.

Mais si nos jeunes poilus ont si bien rempli

leur devoir, n'oublions pas qu'ils étaient encadrés par de vieux guerriers qui, survivants de tant d'affreux combats, avaient autant de valeur que les grognards qui encadrèrent les Marie-Louise.

Ils avaient des officiers — et je confonds ici dans la même admiration les officiers dits de complément et ceux de l'active — qui possédaient de la guerre une expérience complète.

S'ils n'avaient pas eu ces camarades et ces chefs, qu'auraient-ils pu faire, nos pauvres *bluets*? Et savez-vous bien que beaucoup de ces chers enfants sont morts dès leur entrée en ligne parce qu'ils n'avaient aucune connaissance du danger, ni des moyens de l'éviter?

Laissez donc de côté la légende historique du soldat improvisé. Celui-ci ne peut servir qu'à la condition d'être encadré et commandé par de vieux guerriers, et encore il paie trop souvent de sa vie, dès ses premiers pas à la bataille, sa jeunesse et son manque d'expérience.

Évidemment, si des enfants luttaient contre des enfants, la partie serait égale. Mais que deviendraient ces enfants quand d'autres enfants terribles qui s'appellent « les obus » s'abattraient sur eux?

Plus une armée se rajeunit en s'éloignant de la guerre, plus elle a besoin d'être instruite et plus elle a besoin de cadres.

Le service à court terme est possible. Il ne se conçoit pas sans un renforcement des cadres proportionnel à sa diminution.

Moins de mois de service, plus de cadres.

II

Les moyens.

On peut ergoter sans fin sur la stupidité des moyens employés dans cette guerre et regretter qu'au lieu de poursuivre la lutte du canon contre la cuirasse jusqu'à l'absurde, on n'ait pas trouvé un moyen nouveau de créer la surprise.

Les gaz n'ont pas donné ce qu'en attendaient nos lâches ennemis. Nos chars de combat nous ont beaucoup servi, ils n'ont pas suffi à la tâche.

Il n'y a qu'à s'incliner devant la dure nécessité ou devant l'impuissance des hommes. En attendant qu'un inventeur ait trouvé le moyen infaillible qui donnera la victoire à son heureux possesseur — et qui supprimera la guerre, ce qui vaudra infiniment mieux — nous devons posséder les moyens nécessaires et savoir nous en servir.

Ces moyens ne sont pas purement matériels, et ceux-là se trompent étrangement qui proclament que le matériel suffit à tout. Il faudra toujours en venir à l'abordage de l'ennemi, sous cuirasse ou sans cuirasse. L'homme sera encore le combattant par excellence; et le jour où nous aurons un matériel immense pour appuyer l'infanterie, mais quand nous n'aurons plus notre bonne infanterie, ce matériel pourra peut-être représenter une fer-

raille de grande valeur marchande, sa valeur militaire sera nulle.

Ceci tuera cela. Or, si « cela » veut dire « infanterie », « ceci » m'est indifférent quand infanterie = zéro !

III

Le chef.

Non, décidément, le grand chef n'est plus l'entraîneur d'hommes. Je l'ai montré. Le public doit en faire son deuil. Ni Joffre, ni Pétain, ni Foch n'ont chargé à la tête de leurs troupes. Ni eux, ni aucun — ou presque aucun — général.

Le général a mieux à faire. J'ai montré son rôle.

Mais pourtant le général peut avoir son influence, et une influence directe, sur les hommes.

Il a mille moyens pour cela, sans courir à la recherche d'une popularité de mauvais aloi.

Ces moyens se ramènent à deux :

La compétence, qui impose l'estime.

L'affection, qui entraîne l'affection.

Être jugé, par eux-mêmes, digne de commander à des soldats, aimer ces soldats, être aimé d'eux, c'est toute la question.

En remontant au sommet de la hiérarchie, nous avons vu un général du nom de Pétain qui, en quelques mois, a su — en 1917 — par son influence personnelle, refaire le moral d'une armée

qui avait échoué, mais qui n'avait pas été battue. Ce grand chef a su si bien réagir qu'en 1918, la même armée, battue trois fois, a conservé un moral excellent et n'a jamais plus désespéré.

Un tel exemple et de tels résultats se passent de commentaires.

IV

Les officiers de complément.

Qu'il y ait eu, avant 1914, un malentendu entre les officiers de réserve et les officiers de carrière, c'est incontestable et incontesté.

Le malentendu provenait essentiellement de ceci que les officiers de carrière n'instruisaient pas les officiers de réserve et leur reprochaient ensuite leur manque d'instruction.

Il avait aussi pour cause cette vérité que beaucoup trop de citoyens français qui auraient pu et dû devenir officiers de réserve s'en soucièrent fort peu, en temps de paix, parce que la fonction, sans eux rapporter autre chose qu'une vaine gloriole, ne leur donnait que des ennuis.

Bref, ça ne marchait pas.

Vient la guerre. Les officiers de réserve existants prennent les fonctions de leur grade. S'ils sont moins instruits que leurs camarades de l'active, ils ne sont ni plus ni moins novices que la plupart d'entre eux quand il s'agit de marcher sous

le feu. En quelques semaines d'instruction guerrière, ils en savent aussi long que les lieutenants ou les capitaines, leurs égaux de carrière. A ce degré, la fusion s'opère, l'amalgame se fait et l'on n'aura pas de peine à recruter, parmi tous ceux que le service du temps de paix avait rebutés, ces officiers nombreux et excellents qui vont constituer la très grande majorité des cadres subalternes de notre armée, parce qu'après les sanglantes hécatombes de 1914 nos cadres actifs étaient exsangues dans ces grades.

Faut-il envisager l'accession des officiers de complément aux grades d'officier supérieur ou d'officier général ?

Pourquoi pas ? je n'y mettrai qu'une condition, c'est que les candidats soient reconnus capables d'exercer les fonctions de ces grades, fonctions qui demandent de plus en plus de savoir, de technicité, de science et d'expérience.

Je doute qu'un officier de réserve, quels que soient son bon sens et son intelligence, puisse, du premier coup et sans expérience, exercer un tel commandement.

De même qu'en temps de paix il ne faut pas demander à nos jeunes officiers de réserve d'être des *instructeurs* parce que nous ne pouvons pas les préparer à cette tâche ingrate et difficile, de même faut-il se garder de confier à de plus anciens, au début d'une guerre, des fonctions qui demandent une instruction tactique si complexe qu'ils ne peuvent pas la posséder. La guerre

arrangerait bien des choses comme elle l'a fait et instruirait les hommes mieux que bien des périodes du temps de paix.

Autre question. Je ne vois nulle objection à formuler contre la nomination aux grades les plus élevés des officiers de complément qui, avec l'organisation perfectionnée qu'on prépare, auront à exercer certaines fonctions.

Qu'un médecin illustre, par exemple, reçoive le grade correspondant à celui de général de brigade ou de division, cela me paraît valoir mieux que de lui donner deux ou trois galons. Mais faisons bien attention qu'il ne faudrait pas — à moins qu'il n'ait les aptitudes requises — que ce médecin illustre soit obligé, par le fait même de sa nomination, de quitter le chevet des malades ou des blessés à l'hôpital ou bien la salle d'opérations où il excelle, pour prendre le fauteuil du directeur du Service de santé, car il peut se faire que ce chirurgien ou ce médecin excellent soit un organisateur ou un administrateur médiocre. Les blessés y perdraient beaucoup de toutes façons.

De même pour un ingénieur. Qu'on nomme général ingénieur un spécialiste en le laissant à la besogne qu'il pratique si bien, c'est parfait. Qu'on lui donne le commandement d'une division, c'est une autre affaire.

Il existe dans notre armée des errements stupides. Un militaire doit pouvoir passer indifféremment d'un poste à un autre. Tout comme un ministrable prend le portefeuille qu'on lui offre

et prétend diriger le ministère de l'Hygiène comme il aurait dirigé celui de la Marine, nos officiers doivent pouvoir exercer n'importe quelle fonction. C'est le culte de l'incompétence poussé à ses extrêmes limites, entraînant l'horreur des responsabilités.

Ainsi, un artilleur, technicien remarquable, n'aura pas d'avancement s'il ne quitte pas l'usine pour exercer dans un corps de troupe la fonction de son grade.

Pendant la guerre, on a vu d'excellents ingénieurs obligés d'abandonner les ateliers de fabrication pour venir prendre un commandement sur le front. Leur usine regrettait leur départ, et les poilus leur arrivée !

C'est une farce qui doit cesser. Elle est nettement caractéristique d'un vieil esprit militaire qui ne répond plus, en aucune façon, aux nécessités de l'heure.

A chacun son métier...

L'honneur militaire n'a rien à faire en ceci. L'honneur est satisfait si l'homme remplit son devoir au poste où ses chefs l'ont placé.

Pour les officiers de complément, il doit en être de même. On distinguera donc le grade et la fonction.

Sous ces réserves, je ne vois aucun inconvénient, bien au contraire, à pourvoir des grades qui leur conviennent ceux qui en sont dignes.

Je puis assurer que les officiers actifs d'aujourd'hui seront, pour la plupart, de mon avis.

Nous avons maintenant assez d'estime et d'affection envers les vaillants camarades avec qui nous avons fait la guerre, pour que nous ne leur refusions pas cette satisfaction légitime.

Il ne doit plus y avoir, en temps de guerre, de distinction de catégories. La capacité et le mérite seuls ont de l'importance.

Mes bons camarades de la réserve ne comptent pas que je vais maintenant entamer un hymne en leur honneur.

Ils ont entendu trop de chansons de ce genre.

Ils savent ce que nous avons fait ensemble et la part qu'eux et nous avons prise dans le sacrifice comme dans la victoire.

Nous demandons qu'on nous laisse la nôtre et nous ne voulons aucunement refuser la leur à nos camarades de combat.

Notre commun patrimoine de gloire est Dieu soit loué, suffisamment riche pour que nous ne nous disputions pas sur la part qui revient aux uns et aux autres.

Cette part est belle.

Nous avons mieux à faire. Travaillons ensemble. Instruisons-nous mutuellement. Préparons-nous en fraternisant comme nous avons combattu en frères. Nous ne pouvons rien les uns sans les autres.

Les beaux parleurs ne sont pas toujours ceux qui disent ce qu'ils pensent.

Le cœur ici vaut mieux que la raison, et surtout que les raisons bonnes ou mauvaises.

V

L'ESPRIT MILITAIRE.

Sur ce chapitre, je serai bref, mais précis.

Si l'on nomme « esprit militaire » la somme des enfantillages, des fautes et des erreurs commises par les militaires, cet *esprit* n'est que de la stupidité.

Si le colonel Ramollot — déjà nommé — doit être considéré comme le type militaire par excellence, je n'hésite pas à renier cet ancêtre peu vénérable. Le type a existé, je le sais. Nous en avons tous assez souffert, et nous nous demandons encore, en rappelant de vieux souvenirs, comment un gouvernement a pu être mal renseigné au point de donner des étoiles à des hommes dont l'œuvre a consisté à dégoûter de notre noble profession les officiers les meilleurs, à ridiculiser l'armée au point de la rendre grotesque et à la faire détester en semant l'antimilitarisme dans les rangs de la bourgeoisie.

S'il en est encore quelques-uns de ceux-là, qu'on les expulse vivement. Nous ne voulons plus les voir. Après le drame, la farce ne convient plus.

Si tel est l'« esprit militaire », je vais plus loin que n'importe qui. Cet esprit-là, je le baptise « extrait de culotte de peau ».

Si l'« esprit militaire » consiste à revêtir de

grands noms de vieilles choses, infiniment respectables, mais démodées et périmées, je ne le comprends pas, malgré mon amour de la tradition.

C'est qu'il n'est pas de tradition qui résiste à la réalité.

La « prouesse », par exemple, a fait son temps. Le courage calme et froid qui estime le danger, qui cherche à le dompter, qui sait risquer tout de même, mais qui ne se change jamais en folie, me paraît préférable.

L'esprit militaire, le vrai, est une belle et grande chose. Il n'implique aucune abdication, pas plus celle de l'intelligence que celle de la volonté, mais il repose sur l'existence de sentiments élevés de toute nature.

Cet esprit-là se dépeint en quelques mots qui résument tout : justice, exemple, abnégation, cœur, ou en un seul mot : *caractère*.

VI

L'APPEL AU SOLDAT.

Que signifie ce cri claironnant et qui veut être menaçant?

Tremblez, civils. Un sabre vous guette ! Jadis, Jules Simon disait : « Il faut à tout gouvernement un spectre et une fanfare ».

L'armée jouit du triste privilège de servir tour à tour, aux gouvernements, de spectre pour

effrayer, ou de fanfare pour exciter les passions patriotiques.

Soit ! Qu'on se joue de l'armée, c'est un jeu qui peut devenir dangereux, mais pas dans le sens que ses ennemis font mine de redouter.

Je suis un vieux soldat. J'ai connu l'armée avant d'y entrer, en la regardant du côté civil. Je la connais depuis plus de trente ans pour avoir vécu de sa vie, et j'ai la prétention de savoir quelle est la mentalité de ses chefs.

Je n'en vois pas un seul qui puisse avoir même la pensée de tirer quelque jour son sabre de bataille pour menacer la République. Un général le voudrait qu'il ne le pourrait pas. Nous serions une masse qui saurions l'en empêcher. D'ailleurs, l'armée ne le suivrait pas.

Je n'ai connu, au cours de ma carrière, qu'un général auquel ceux qui le connaissaient aient pu prêter des idées aussi noires. On chercherait vainement son nom sur la liste des suspects.

Il est des hommes qui s'appuient aux colonnes du temple, mais c'est pour pouvoir mieux les ébranler quand se présentera l'occasion. Le bon peuple ne se méfie pas de ses amis ou de ceux qui se disent tels.

« Garde-moi de mes amis, disait l'autre, je me charge de mes ennemis. »

Qu'on se rassure ! le danger n'existe plus. L'armée de la République, l'armée de la France, l'armée de la victoire, connaît son devoir :

« Faire respecter la République, la justice et

les lois. La France pour objet, l'honneur pour devise, la discipline, la science et le courage pour moyens.

« Nul devoir plus grand dans sa simplicité. »

VII

L'APPEL AU CIVIL.

Oui, appelons les civils à la rescousse. L'armée de la guerre n'est-elle pas faite de civils mobilisés et militarisés?

Mais n'oublions pas l'armée du temps de paix.

Qui donc a conquis à la France son immense empire colonial? qui a fait de cette nation de 40 millions d'habitants un empire de 100 millions de citoyens ?

Peut-on troubler sans cesse les civils — les officiers de complément en tout cas — pour les envoyer se battre au loin, ou simplement pour aller tenir un poste à Tombouctou, à Tananarive ou à Langson pendant deux ou trois ans ?

Qui assurera la permanence sur le Rhin, avec le service réduit, sinon les militaires de carrière?

Que les civils travaillent pour la France chacun dans sa profession et qu'ils soient prêts, comme ils l'ont été, à renforcer l'armée en cas de guerre ; que les militaires de carrière soient respectables et respectés et qu'ils consacrent leur vie à la plus désintéressée et à la plus noble des professions.

Tout ira bien. Oui, faites appel aux civils ; mais n'oubliez pas que vous avez eu besoin et que vous aurez encore besoin des militaires.

Que dites-vous de l'œuvre d'un Gallieni et de celle d'un Lyautey ?

Pourquoi, au lieu de remplacer un Gouraud par un civil, envoie-t-on en Syrie un Weygand ?

Ces noms que je cite sont les plus grands, mais il en est combien d'autres, de Faidherbe à Courbet, soldats ou marins, qui ont rendu à la France des services qu'elle ne peut pas méconnaître, même si l'ingratitude est la marque des peuples forts.

Je suis tranquille : la France n'oublie pas, et c'est ce qui fait sa force.

VIII

La levée en masse

Nous savons tous que ces pauvres diables de militaires ont manqué de bien des qualités nécessaires pour faire la guerre, ce qui n'a rien d'étonnant car elles ne se trouvent que dans le civil. Ils ont, en particulier, témoigné d'un manque absolu d'imagination.

Les civils, heureusement, en ont pour eux. Il est seulement dommage que certains n'aient que l'imagination... de l'escalier.

Nous l'allons montrer tout à l'heure.

Il était une fois un pauvre général qui, se trou-

vant fort dépourvu d'imagination, ne sut plus que faire pour gagner, non pas au jeu de l'oie, mais au « jeu de l'aile ».

Ça se passait quelque part entre la Marne et l'Aisne. Il poussait ses pions tant qu'il pouvait vers le haut du tableau; mais, son adversaire l'imitant, il ne savait plus comment en finir.

Hélas ! parmi les curieux qu'intéressait le jeu, il ne s'en trouva pas un seul pour venir à son aide et lui souffler l'idée après laquelle il courait vainement.

Mais voici que, neuf ans plus tard, survient un homme qui, d'aventure ayant trouvé la solution, veut bien nous la donner en disant : « Mieux vaut tard que jamais ».

En effet. Voici donc le produit de son imagination féconde :

« Comment, dit-il, le nouveau César n'a-t-il pas, de son pied puissant, frappé le sol des régions du Nord pour en faire sortir des légions !

« Le pôvre ! Dans sa détresse, il n'a même pas pensé à cela. Comment, nous avions là-bas un pays peuplé rempli de gens qui ne demandaient qu'à courir sus aux Boches.

« On n'a pas songé à eux.

« Ah ! si le Comité de Salut public avait été là, il aurait envoyé quelque énergique représentant du peuple, et nous aurions revu la fameuse « levée en masse ». Tout le peuple du Nord en armes se serait précipité sur le Boche exécré, et rien de ce qui est arrivé plus tard ne se serait produit. »

Voilà ! c'est ce qu'on appelle une solution simple. Mais, ce qui est purement merveilleux, c'est qu'elle ait été trouvée par celui-là même qui nous démontra que le matériel a une importance capitale et que, sans lui, la meilleure troupe ne vaut rien.

Supposons le problème résolu et nos départements du Nord en insurrection contre l'envahisseur. Ce dernier disposait, à proximité du théâtre de l'insurrection, de quelques troupes qu'il pouvait aisément prélever sur les corps de siège de Maubeuge et d'Anvers, en attendant le reste.

Il aurait organisé des colonnes volantes bien pourvues de canons et de mitrailleuses. Il n'aurait eu garde d'oublier ses détachements d'incendiaires munis de leurs pastilles spéciales.

Qu'auraient rencontré ces colonnes volantes ? De la poussière de combattants, insaisissable ? Soit ! elles brûlaient tout sans hésiter et nul n'aurait pu le leur reprocher.

Des corps armés et organisés? Je n'en connais qu'un dans le Nord, c'est celui des canonniers sédentaires de Lille ! Les autres n'auraient eu ni chef, ni cadres, ni fusils, ni mitrailleuses, ni canons, ni munitions. Comment les malheureux auraient-ils pu combattre des troupes organisées, approvisionnées, commandées et victorieuses ?

Même, qui, quels hommes auraient pu constituer ces fameuses levées ? des enfants, des vieillards, des infirmes, puisque toute la population valide avait été mobilisée !

Combien, dans ces conditions, en admettant, ce qui n'est pas, que la lutte ait été possible, aurait-il fallu d'hommes pour vaincre les Allemands ? En 1870, on n'y est parvenu, dans nos armées de province, qu'en engageant dix Français contre un Allemand ! Et ça se comprend.

Mais la lutte dans ces conditions était d'autant plus impossible que jamais nous n'aurions eu le temps d'organiser quoi que ce soit de consistant avant que la partie du « jeu de l'aile » ne fût terminée.

Enfin on dit : « Il fallait utiliser nos divisions territoriales qui étaient dans cette région. » On l'a fait. Nos braves « pépères » ont combattu de leur mieux ; il est des régiments qui ont lutté glorieusement. Ils ont été battus. Comment, avec l'armement dont ils disposaient, sans matériel, sans rien de tout ce qu'exige le combat moderne, auraient-ils pu, ces braves, encadre des populations désarmées pour courir à une nouvelle bataille ?

Tout cela n'est que billevesées !

Veut-on se rendre compte de ce qui se serait passé si quelque militaire imaginatif avait voulu jouer au « représentant du peuple » et tenter la levée en masse dans le Nord? Il n'est que de méditer ces deux phrases du vieux maréchal de Moltke, extraites d'une lettre qu'il écrivit en décembre 1880 au Dr Blüntschli, vice-président de l'Institut du droit des gens :

« Le plus grand bienfait, en cas de guerre, est de la voir se terminer rapidement ; pour atteindre ce résultat, il faut employer tous les moyens non *absolument* condamnables ! »

Nous savons tous, et les habitants du Nord mieux que personne, ce qu'il faut entendre par ces mots « les moyens non absolument condamnables » prononcés par un Boche.

« Les guerres les plus humaines, dit encore de Moltke, sont les guerres les plus courtes ; et les guerres les plus courtes sont celles qui sont menées sans pitié ! »

Je crois très sincèrement que nos départements du Nord, déjà si durement éprouvés, doivent se féliciter de n'avoir pas été sommés, par un stratège aussi improvisé qu'imprévoyant, de se lever à son appel. Les mobilisés de cette sorte n'auraient disposé que de leurs bras pour se battre. C'eût été peu. Ils ne pouvaient que les lever pour faire « camarades », et les Allemands auraient trouvé une occasion superbe de se livrer à de joyeuses fusillades légales, ou du moins excusables ! Méfions-nous de l'imagination non avertie et des procédés de fortune.

On n'improvise pas une armée, du jour au lendemain, contre une autre armée bien pourvue, organisée et commandée.

Sinon, on envoie tout simplement à la boucherie les malheureux qui luttent sans armes contre un nenemi qui les vaut, non pas dix fois, mais cent fois, avec son armement perfectionné.

Laissons donc de côté les vieilles formules, et voyons la réalité du jour.

Si nous avions vécu il y a cent trente ans, nous aurions fait ce qu'ont fait alors nos ancêtres. Nous vivons au XXe siècle, au début duquel nous ne pouvons plus employer les procédés qui convenaient à la fin du XVIIIe siècle.

Rappelons-nous toujours la maxime : « Ne proposer que l'opportun, ne tenter que le possible, n'exécuter que le durable ! »

IX

Les historiens et la vérité.

Je plains les historiens de cette guerre. Quelle que soit leur conscience, leur méthode et leur science, ils auront bien du mal à démêler la vérité dans l'accumulation prodigieuse des faits.

Depuis que le téléphone existe et permet à deux chefs d'échanger des idées, de donner et de recevoir des ordres dont il ne reste aucune trace et qui modifient sans cesse les ordres écrits ; depuis qu'il y a des automobiles rapides qui transportent très vite et fort loin des agents de liaison chargés de porter des ordres verbaux et de rapporter des comptes rendus également verbaux, la tâche de l'historien est devenue impossible. Perdu dans le monceau des papiers officiels, il

ne trouve pas le fil conducteur ou, s'il le trouve, ce fil est coupé à chaque instant.

Un ordre écrit, pas plus qu'un compte rendu, ne fait foi de façon absolue.

Il manque, la plupart du temps, le contexte, c'est-à-dire les instructions, les conversations, les discussions que personne, sauf les acteurs et les témoins, ne connaîtra plus jamais.

On voit combien devient difficile la tâche de l'historien.

Certes, on peut reprocher aux historiens comme MM. Hanotaux et Louis Madelin d'être des historiographes officiels.

Ils ont fait une histoire de la guerre ou de certaines périodes de la guerre qui peut être taxée d'être une œuvre de propagande française. Cela n'est déjà pas si mal.

Mais il y a mieux. Ce qui donne à leur œuvre une valeur que n'auront certainement pas bien d'autres livres d'histoire, c'est que l'un et l'autre se sont documentés sur place, au cours même de la guerre.

Ils ont vu le drame, parlé aux acteurs et aux auteurs. C'est encore quelque chose.

Enfin, je puis affirmer, pour les avoir vus au travail, qu'ils ont agi en historiens rompus au métier et avec une conscience et une sincérité incontestables.

D'autres histoires seront sans doute plus complètes et mieux documentées quand leurs auteurs auront pu comparer les deux thèses des Alliés et

des Austro-Allemands. Aucune ne donnera plus de certitude que les leurs.

Ils ont fait une photographie instantanée. Ils l'ont retouchée, comme doit faire tout photographe qui se respecte ; mais enfin, ce qu'ils nous montrent, c'est tout de même et c'est bien une photographie.

Voilà pour la vérité dans les faits.

En ce qui concerne les déductions, qu'on veuille bien méditer les réflexions suivantes :

« Dans le domaine de l'action, la vérité est une perpétuelle adaptation aux circonstances et mobile comme elles. Dès l'instant qu'on n'a pas réussi à rendre son jugement adéquat aux faits, il ne reste comme ressource que de rendre les faits adéquats au jugement, de forcer le destin. La *ténacité* est précisément la vertu militaire par laquelle le chef s'élève au-dessus de l'événement. Là est la différence de la vérité d'action et de la vérité de spéculation, à laquelle la première voie est seule ouverte » (1).

Conséquence :

J'attaque. J'échoue le jour J.

Je persiste. Je recommence le jour J + 1 ; je réussis. Je suis dans la vérité.

Si je ne persiste pas, je suis dans l'erreur.

J'échoue le jour J. Je persiste le jour J + 1 J'échoue encore. Je suis dans l'erreur. Si j'avais renoncé, j'aurais été dans la vérité !

Que l'historien se débrouille comme il pourra

(1) René Hubert.

Qu'il prononce, pour la postérité, un jugement plus ou moins définitif.

Comme jadis Galilée condamné s'écriait : « Et pourtant la terre tourne ! » le philosophe dira : « Et pourtant ce général était dans la vérité ! »

Bien malin sera celui qui la découvrira, à moins qu'elle soit seulement dans le succès, ce qui serait tout bonnement immoral !

X

La bataille truquée, ou comment on écrit l'histoire.

Lisez le récit de la bataille de Tannenberg. Vous vous étonnez de la facilité avec laquelle Ludendorff a abattu les deux armées russes de Samsonow et de Rennenkampf.

On vous dit : Il y a truquage. Les cartes étaient biseautées. Ludendorff a vu dans le jeu de Samsonow, ayant intercepté des messages de celui-ci envoyés par T. S. F. C'est exact.

Mais que s'est-il passé avec Rennenkampf, et celui-ci n'a-t-il pas fait pis que de commettre une imprudence, comme a fait son collègue? Rennenkampf n'était-il pas de mèche avec Ludendorff, ce qui expliquerait tout?

Eh bien non. La vérité, paraît-il, est toute autre. La nouvelle version vaut d'être connue.

Rennenkampf était un brillant officier de cava-

lerie. Je l'ai bien connu et puis en parler. Il avait réussi à se faire une renommée en Mandchourie à la tête d'une petite troupe de hardis cavaliers.

C'est ce qui lui valut son avancement. Ce brave soldat devint, parce que brave soldat, commandant d'armée

Or ceci est une chose et cela est une autre chose.

Quand la guerre éclate, Rennenkampf commande l'armée russe qui attaque la première et refoule la poussière des landwehriens qui gardaient la Prusse orientale.

Petites affaires heureuses, graves conséquences. Ce général d'armée ne sait pas résister au plaisir que procure le succès. Il en veut ! Son sang bouillonne. Il redevient le lieutenant de cavalerie qu'il n'a jamais cessé d'être au fond.

Il quitte son état-major pour aller escadronner avec les avant-gardes. Quelle jouissance pour ce beau sabreur !

Mais voici que des événements graves se produisent. Les renseignements arrivent avec les appels au secours de Samsonow.

Le chef d'état-major, pendant deux jours, fait courir en vain après son général ; on n'arrive pas à mettre la main sur lui. Il voltige de la droite à la gauche, insaisissable.

Le chef d'état-major, en bon Slave qu'il est, a dû dire bien des « Nitchevo ! » ce qui signifie « ce n'est rien ! ça n'a pas d'importance ! » mais il n'a pas osé prendre une décision à la place de son général absent et défaillant

Bref, quand on retrouve Rennenkampf, il est trop tard.

Ce trop ardent cavalier a laissé battre son camarade et se fait battre ensuite.

Voici une nouvelle explication. On me la donne comme certaine. Je la cite pour ce qu'elle vaut.

Et c'est ainsi que se fait l'histoire, car toute légende contient une part de vérité.

SIXIÈME PARTIE

JOFFRE — PÉTAIN — FOCH

Certain jour, en 1909, un professeur de l'École de Guerre terminait ainsi son cours :

« Pouvez-vous deviner, messieurs, l'accueil que fera la France au général vainqueur qui lui rendra Strasbourg et Metz ? »

J'étais élève. J'entendais ces paroles et devant moi je voyais trois hommes qui étaient venus écouter la conférence. Ces trois hommes se nommaient :

Joffre, alors membre du Conseil supérieur de la guerre ; Foch, commandant l'École de guerre ; et le lieutenant-colonel Pétain, professeur à l'école.

Le hasard nous avait royalement servis ce jour-là !

Et, le 14 juillet 1919, quand je vis les maréchaux passer sous l'Arc de Triomphe, je me rappelai la réunion providentielle de ces trois grands chefs, le jour où l'un de nos maîtres faisait vibrer nos cœurs d'une espérance invincible et d'une recon-

naissance anticipée. La France a été bien servie par le destin. Le maréchal Joffre a été le rude champion qui a supporté sans faiblir le poids de la responsabilité la plus lourde. Il a, par la victoire de la Marne, fixé le Destin.

Le maréchal Pétain a été l'organisateur de la victoire.

Le maréchal Foch l'a attachée à nos drapeaux.

S'il me fallait parler du maréchal Pétain ou du maréchal Foch, je pourrais être taxé de partialité.

J'ai eu la chance de les avoir pour maîtres. Je les ai vus, maintes fois, l'un et l'autre, au cours de la guerre; et parfois dans les circonstances les plus critiques, et mon admiration, comme celle de tous leurs élèves, est sans limites pour les leçons qu'ils nous ont données et tous les services qu'ils ont rendus à la France en appliquant si bien les principes qu'ils avaient enseignés.

Heureusement, le maréchal Pétain a échappé au scalpel de la critique. Il n'est donc pas besoin de le défendre.

Quant au maréchal Foch, il est, par la dignité de sa vie, par son caractère, par son savoir et par ses actes, au-dessus de toutes les attaques.

Il se défend tout seul.

Mais qu'on dise de lui qu'il est « Foch l'insouciant », cela dépasse les bornes de la plaisanterie.

Insouciant ! l'homme qui a pensé durant toute son existence à la guerre ; qui, depuis le début jus-

qu'à la fin de celle-ci, a adapté son esprit vif et clair à la réalité changeante ! voici un qualificatif bien mal trouvé.

Je lis : « La valeur d'un tel chef, je la découvre dans son aptitude à oublier la doctrine quand la circonstance le commande ! »

Cela veut dire probablement que notre maréchal n'a pas l'esprit schématique et qu'il n'est pas de ces imbéciles qui cherchent, comme font les plumitifs des administrations, à trouver le précédent et à le copier.

Ceci est exact, j'en réponds !

Mais cela veut peut-être dire autre chose encore. Alors je déclare :

Le travail, la réflexion, et la concentration de l'attention sur un problème en font trouver la solution.

Le problème de la guerre offre de multiples solutions. Aucune n'est acceptable en entier à aucun moment parce que, dans la réalité, les données du problème ne sont jamais identiques.

L'esprit mathématique ou schématique peut aboutir une fois. Cent autres fois il échouera.

L'esprit philosophique, celui qui sait concevoir, non pas dans les nuées de l'idéologie, mais dans la réalité, qui sait adapter la doctrine à la réalité, qui sait vouloir, enfin celui-là est le véritable esprit du chef.

Il ne s'acquiert que par la réflexion longuement appliquée à l'objet, par la connaissance des principes, par la pratique de la réalité. Il faut toute

une vie de travail pour faire cette acquisition.

Moins que jamais, aujourd'hui, le grand chef ne peut s'improviser, car le bon sens et l'intelligence sont inutiles s'ils ne s'appuient pas sur la science.

Le cartésien vaut mieux que le bergsonien. Napoléon a dit que les qualités *principales* du chef de guerre étaient :

L'*ardeur*, la *résolution*, l'*intelligence* (qui comporte la science) et l'*imagination*.

Ces qualités sont celles du maréchal Foch. Napoléon a dit encore que le secret de la victoire tenait dans ces mots :

« Activité ! activité ! vitesse ! »

On ne reprochera pas au maréchal d'avoir manqué d'activité ni d'avoir poussé au ralentissement.

Que ceux qui le connaissent seulement par son allure et son aspect extérieurs, par ses maximes sybillines ou par ses gestes tranchants, lui reprochent tout ce qu'ils pourront imaginer. Ils sont libres, personne ne peut les en empêcher.

Qu'un d'entre eux ait trouvé cette perle « Foch l'insouciant ! », c'est ce qui confond la raison et montre clairement l'incompétence absolue de celui qui s'érige en juge.

Foch a battu Ludendorff parce que Foch représente l'esprit français et Ludendorff l'esprit allemand ; et, comme le prophétissait jadis le général de Négrier :

« L'esprit français devait battre l'esprit allemand. »

Entrons pour un instant dans le petit détail. On raconte qu'à l'issue de la triomphale épreuve que constitua, pour l'aviation naissante le *Circuit de l'Est* organisé par le *Matin*, le général Foch, commandant le 20e corps, aurait dit ce mot historique : « Tout cela c'est du sport. Pour l'armée, l'avion, c'est zéro ! »

Que le mot ait été prononcé, c'est possible. Mais, ce que je certifie, c'est qu'au mois d'août 1910, le général Foch ne commandait pas le 20e corps, à la tête duquel il fut placé seulement en août 1913; c'est qu'il n'était pas sur le plateau de Malzéville le jour indiqué, puisqu'il dirigeait alors dans la région de Saint-Dizier un voyage d'état-major auquel je prenais part, et qu'il vit passer, comme nous tous, les avions filant sur Nancy.

Le commandant du 20e corps, en 1910, était le général Maunoury.

Je crains fort, en constatant ces inexactitudes incontestables, que l'anecdote ait la même valeur historique que celle qui fait déménager le général Joffre le 3 septembre 1914.

Il y a deux ans, la France commémorait l'anniversaire de la mort de Napoléon Ier.

Autour du tombeau de l'Empereur, sous le dôme des Invalides, étaient rassemblés des maréchaux, des généraux, des officiers, des soldats et surtout des drapeaux, couronnés, les uns et les autres, d'une gloire conquise sur les champs de bataille de la grande guerre.

Ces vétérans virent s'avancer, vers le mausolée qui renferme les restes de celui qui fut un des génies les plus puissants de l'Humanité et que les guerriers de toutes les nations ont nommé « le Maître de la guerre », ces vétérans, dis-je, virent s'avancer un homme, celui-là même qui les avait conduits, eux et leurs alliés, à la victoire.

Le vainqueur de la « bataille de France » venait saluer le vainqueur d'Iéna !

Le maréchal Foch venait saluer Napoléon !

Bien peu, parmi ceux qui vécurent cet instant solennel, purent entendre les paroles que prononça le maréchal.

Mais j'imagine qu'il a dû dire à l'Empereur :

« Sire ! nous avons puisé en vous, qui fûtes le maître, les grandes leçons de la guerre. Nous avons compris pourquoi vous fûtes heureux et pourquoi vous fûtes malheureux.

« Sire ! pour nous Waterloo n'efface ni Marengo, ni Austerlitz, ni Iéna.

« Nous avons, nous aussi, commis bien des fautes et accumulé des erreurs, parce que nous sommes des hommes comme vous fûtes un homme.

« Pardonnez-nous nos fautes et nos erreurs, et dites-nous que vos élèves ont été dignes de leur maître. Sire ! les lauriers dont nous sommes couverts, nous les déposons sur votre tombeau. Vous avez voulu faire de la France la grande nation !

« La France est une grande nation. »

Et si l'Empereur avait pu se dresser alors, il aurait dit au maréchal :

« Merci ! vous avez réalisé ce qui fut le but unique de ma vie, le seul objet de mes ambitions. Merci, monsieur le maréchal ! L'épée d'Austerlitz dont vous vous parez en ce jour ne pouvait tomber en de meilleures mains. La France qui fut ma passion, la France qui n'oublie pas, vient de montrer que les peuples forts ne connaissent pas l'ingratitude. »

CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER

Ne dites pas...

Ne dites pas :

que la guerre est un jeu de hasard.

Le destin, dans cette terrible affaire, joue son rôle, mais les hommes jouent leleur, qui est grand. Tout repose sur les hommes; et parfois sur un homme.

Assimiler le jeu de la guerre au jeu de bridge ou de baccara, c'est par trop simple.

A la guerre, le joueur ne peut pas jouer le « sans-atout ».

S'il abat neuf, il n'a gagné qu'autant que son adversaire veut bien y consentir, et d'ailleurs rien n'empêche celui-ci de faire charlemagne.

Même au jeu, un roi vaut plus d'une dame, un as plus qu'un roi ! A la guerre rien de semblable.

Les jeux décidément ne se ressemblent guère !

que les militaires ont tort d'obéir.

Il est possible que, dans les autres corporations et même dans l'État, la crise d'autorité ne soit pas mortelle.

Dans l'armée, elle le serait.

Nous ne pouvons pas concevoir une armée sans discipline.

Rappelons-nous les résultats du Prikase nº 1 du célèbre généralissime civil Kerinsky. L'événement n'est pas si éloigné de nous que nous ayons pu déjà l'oublier.

que l'art militaire a fait faillite.

Certain art militaire, oui! l'art militaire, non!

Qu'il ait cherché et cherche encore sa voie, c'est possible. En attendant qu'il l'ait trouvée, on ne peut que s'en rapporter au bilan.

Dans celui-ci, heureusement, l'actif est très supérieur au passif. Qui parle de faillite ne sait pas faire une soustraction, ou plutôt il la fait totale !

qu'un État-Major peut être improvisé.

La démonstration est faite aujourd'hui que rien ne s'improvise à la guerre, surtout pas l'État-Major.

Il est profondément injuste d'englober un corps tout entier dans la réprobation qu'ont pu soulever quelques individus. C'est un procédé de polémique qui n'a rien de commun avec la méthode historique. Il est d'autant moins pardonnable que l'auteur de ces invectives a vécu dans un milieu

où il ne peut pas nier qu'il ait trouvé des compétences auxquelles, d'ailleurs, il rend hommage dans un autre livre.

Comment ne sait-il pas que notre État-Major a alimenté, parce qu'il était composé d'officiers connaissant leur métier difficile, tous les États-Majors en formation de nos alliés successifs? Comment ne connaît-il pas tous les services rendus à la coalition par nos États-Majors, et la part qu'ils ont prise à l'organisation des armées, à leur mise en action, à tous les faits de la guerre?

Pourquoi passe-t-il sous silence le travail énorme de nos deuxièmes bureaux (service des renseignements) qui a permis à nos chefs de savoir chaque jour dans quel état se trouvait l'armée ennemie et qui a réussi à constituer la fiche de chacune des divisions allemandes?

Pourquoi cacher tant et tant d'autres services importants? Est-ce par ignorance totale ou par esprit de dénigrement systématique?

Ce n'est ni beau ni juste.

L'État-Major, que bien peu de gens ont vu à l'œuvre, n'a pu fonctionner que parce qu'il avait été formé, durant de longues années de travail acharné, par une élite d'officiers.

Il a servi de « tête de Turc » à tous les mécontents, depuis les généraux limogés jusqu'aux critiques à la recherche d'une vaine popularité.

Je répète la parole du vieux Moltke : « Les Français n'auront jamais un État-Major comme le nôtre ! »

— Voire ! disions-nous avant la guerre.

— C'est vu ! pouvons-nous dire aujourd'hui.

que l'art militaire, c'est l'école du miracle.

Joli mot à effet, vide de sens.

Je préfère le mot de Scharnhorst : « Nous en sommes venus à mettre l'art de la guerre avant les vertus militaires ; c'est ce qui a causé, dans tous les temps, la perte des nations ! » Ceci étant dit par un Allemand parlant de ses compatriotes !

que le haut commandement a joué constamment à pile ou face.

Encore un mot à effet ! Pur verbalisme. C'est une contre-vérité. Car, dans aucune guerre, le commandement n'a su ce que put savoir le nôtre.

Il suivait les événements, les situations, les modifications dans les effectifs, l'armement, les approvisionnements, etc..., l'état physique et moral de l'adversaire, jour par jour, heure par heure.

Naturellement, il ne savait pas tout, et souvent même, un renseignement précieux lui parvint trop tard, comme pour l'affaire du 27 mai, par exemple. Mais, cela, c'est la guerre.

Notre commandement s'est toujours efforcé de laisser au hasard la part la plus minime. C'est précisément le contraire de ce dont on l'accuse. A part cela, c'est exact !

que l'action d'un chef, Foch par exemple, si on la décalait d'une année, n'aurait pu aboutir qu'à un désastre.

Mais c'est prendre Foch, non pas même pour un insouciant, mais pour le plus complet des imbéciles que de penser qu'il aurait tenté en 1917 la manœuvre qui lui a si bien réussi en 1918!

Je puis rassurer notre critique Cela ne pouvait pas être et n'aurait pas été.

Quel rapport y a-t-il à tous égards entre la situation d'avril 1917 et celle de juillet 1918?

J'ai eu, fin avril 1917, l'honneur de parler, à Paris, où il était chef d'état-major général, au maréchal Foch. Je puis certifier qu'il n'avait aucunement l'idée qu'on pût faire alors ce qu'il fit l'année suivante. Mais il me dit avec tristesse: « Voici une année de guerre perdue », et il pensait, comme moi-même, au résultat probable qu'aurait obtenu une autre manœuvre qu'il avait si bien préparée à la fin de 1916.

que seul le sacrifice des soldats mérite une admiration sans mélange.

C'est un pur sacrilège. Jamais nous n'avons admis et nous n'admettrons jamais qu'on nous sépare de nos soldats... pas même dans l'admiration.

Seriez-vous, mon cher camarade, de l'avis de cet illustre financier qui félicita un jour un militaire très connu d'avoir accompli, au péril de sa vie, un acte de courage civique qui ne pouvait rien lui rapporter?

L'anecdote vaut la peine d'être contée :

Un jour que le financier rencontra le général dans un salon, il lui dit :

— C'est très beau, ce que vous avez fait là ! Vous risquiez de vous faire tuer.

— Bast ! répondit l'autre, quand on est revenu indemne de la guerre, les années qu'on vit ensuite, c'est du « rabiot ». Cela ne compte plus. J'ai vu souvent la mort de plus près.

— Oui, sans doute, répondit l'homme d'argent, mais vous étiez payé pour cela ! tandis que l'autre jour...

— Parfaitement, interrompit le vieux soldat, l'autre jour, j'ai consommé « à l'œil » !

Auriez-vous, cher camarade, la mentalité du financier à notre égard? Nous ne quémandons pas votre admiration et nous partageons celle que vous avez pour nos soldats. Nous avons même la prétention de justifier la nôtre mieux que vous ne justifiez la vôtre, parce que nous avons vécu leur vie, partagé leurs souffrances et leurs dangers et parce que beaucoup des nôtres sont morts comme eux, avec eux, devant eux.

Mais peut-être nous reprochez-vous de n'être pas morts?

Et vous, Fouquier-Tinville?

que le bon sens suffit à tout !

Hélas non! le sens commun, même inspiré ne suffit pas. Il faut qu'il repose sur des bases

solides qui ne s'acquièrent que par le travail et par l'expérience.

Vous jugez avec votre bon sens de cette science qu'on appelle stratégie. Vous en parlez comme un aveugle des couleurs, ne vous doutant aucunement des principes sur lesquels elle repose, ignorant même son essence.

La science stratégique est certainement une des plus difficiles à acquérir, parce qu'elle ne vaut que par son adaptation à une réalité changeante et fuyante.

Car la réalité « embrasse le devenu, le devenant, le devenable » !

Le savant, dans son laboratoire, fait ses expériences dans le calme et le silence. Il a ses instruments d'analyse, de vision, de mesure. Il saisit par corps l'objet de ses recherches. Il travaille à son heure, quand il veut, quand il peut, et remet, si c'est nécessaire, son ouvrage sur le chantier autant de fois qu'il faut.

Rien de tel pour le stratège. Tout est toujours nouveau pour lui, et l'application même des principes varie dans chaque cas.

Surtout, il ne peut pas faire d'expérience avant l'expérience décisive. Et vous dites vous-même le prix de cette expérience !

Il faut au stratège, comme à tout autre, un bon sens aiguisé. Mais il a besoin d'autre chose encore, ne serait-ce que de cet amour du risque dont vous lui faites un crime. A la guerre, il y a toujours des risques à courir.

N'y en a-t-il pas partout? Le rentier rempli de bon sens ne risque-t-il pas sa fortune en achetant des rentes sur l'État? non pas sur l'État français, mais sur l'État russe, par exemple?

que vous êtes sûr de tenir la vérité.

L'homme qui saura la vérité n'est pas encore né.

Saint Pierre lui-même, qui filtre les âmes à l'entrée du Paradis et qui possède les célestes lumières qui nous manquent, doit avoir souvent bien du mal à démêler le vrai du faux.

N'est-ce pas un peu pour cela qu'a été inventé le « jugement dernier » où seront révisées et liquidées *in fine* les affaires si compliquées des humains ?

Bien fol est celui des hommes qui veut emboucher la trompette !

que les « vrais militaires » français sont semblables aux militaires allemands.

Non, de grâce, ne dites pas cela, sinon vous allez nous faire pleurer, à moins que vous ne nous fassiez bien rire.

Chez eux, les militaires forment une caste. Je crois vous avoir prouvé qu'il n'est pas, chez nous, de caste militaire.

Chez eux, les militaires dédaignent les civils, tandis qu'à vous entendre, chez nous, ce sont les civils qui dédaignent les militaires.

Chez eux, les militaires sont des brutes, tandis que,

chez nous, si nous vous croyons, ils sont de bonnes bêtes.

Je vous en supplie, ne nous comparez pas à ceux que nous avons finalement battus, parce que nous représentions l'esprit français, le vôtre, tandis qu'ils étaient les champions de l'esprit allemand ; parce que nous avions la mentalité française, — la vôtre, ô critique acerbe, — tandis qu'ils avaient la mentalité germanique.

Nous aimons la lumière, même quand le flambeau porté par des mains peu expertes peut nous brûler ; les Allemands vivent dans les nuages opaques de leur philosophie ou de leurs gaz délétères.

CHAPITRE II

Peut-on dire ?

On peut dire qu'aujourd'hui l'individu s'efface devant la collectivité.

La gloire n'appartient plus à un seul ; elle est, comme sont le sacrifice et le deuil, collective.

La nation est entrée tout entière en scène, elle doit y demeurer.

La nation, pourtant, se plaît à synthétiser, dans une expression ou dans un nom, bien de la gloire et bien des deuils. Elle aime à prononcer les noms des hommes qui l'ont conduite à la victoire :

Joffre, Foch, Pétain !

et celui de l'*Anonyme*, qui est le plus grand de tous et qu'on nomme le *Soldat inconnu*.

On peut dire que tout n'est pas parfait dans l'armée d'hier ni dans celle d'aujourd'hui. Mais, si l'on veut, chaque jour qui passe doit permettre de rectifier les erreurs et d'améliorer les résultats. C'est pour cela qu'aucune vérité ne doit nous effrayer. Nous devons savoir entendre, savoir réfléchir, savoir profiter.

Nous demandons seulement la justice, en quoi nous demeurons bien français.

On peut dire que d'autres hommes auraient résolu plus vite ou mieux le problème qui fut posé aux militaires de l'époque.

C'est exact. Mais rien non plus ne prouve que ces autres hommes auraient pu réussir moins vite et moins complètement.

Nous ne songeons certes pas à dissimuler les fautes commises ni les erreurs.

Nous savons qu'à la guerre, où chacun se trompe constamment, c'est celui qui commet le moins d'erreurs qui gagne.

Mais, tout de même, il ne faut pas, quand on critique, se contredire à chaque instant.

Comment pouvez-vous reprocher aux militaires le *front continu*, quand vous savez que, de notre côté, ils ont tout fait pour l'éviter et que, vous-même, vous déclarez ensuite que, dans la prochaine guerre, il faut en revenir au front continu dès le début des opérations?

Vous ne voulez plus entendre parler de guerre de mouvements et proposez, tout uniment, de remplacer les militaires par une équipe de terrassiers.

En supposant que l'adversaire fasse comme nous, qu'adviendra-t-il?

C'est la guerre de cent ans ou de mille ans qui commence.

Je sais bien que tous les civils seront militaires.

Mais alors, il n'y aura plus que des militaires pendant des siècles derrière votre muraille de Chine?

Que nous voici éloignés de la suppression de l'armée, car votre front continu sera bien défendu par quelqu'un. Vos mitrailleuses et vos canons seront servis ; vos défenseurs, je n'ose plus dire vos soldats, devront recevoir vivres et munitions, etc., etc...

Cette solution simple et peu élégante du problème de la guerre me plaît assez. Je me demande si elle donnerait satisfaction à l'honorable président du syndicat des terrassiers qui devient *ipso facto* votre *généralissime* civil. *Horresco referens!*

Il en est une autre qui est bien préférable. Le jour où quelque savant, que vous et nous, nous pourrons proclamer grand — voyez combien peu Plutarque a menti — aura trouvé le moyen de lancer du haut d'une tour quelconque un flot de rayons ultra-électriques qui électrocuteront les envahisseurs, le jour où le généralissime civil, juché sur la tour Eiffel, n'aura plus qu'à presser sur un bouton pour boucler la frontière, je crois bien que la guerre aura vécu. Et je vous assure que les militaires s'en réjouiront au moins autant que les civils.

Mais je m'aperçois que cette solution n'est pas encore satisfaisante, car il faudra tout de même des guetteurs pour signaler, sur le front immense, l'arrivée de l'ennemi. D'où la cruelle nécessité d'avoir une armée de guetteurs. Cette armée

aura des chefs. Ceux-ci fatalement réclameront un état-major.

Et voici que nous retombons dans l'abomination de la désolation. Pensez donc ! des soldats ! passe encore. Mais des chefs ! et, pis que cela, un État-Major. Allons ! cette solution est à rejeter.

On peut dire que la déformation professionnelle existe chez les militaires. Mais dans quelle corporation ne la trouve-t-on pas?

M. *Lebureau* est aussi connu que Ramollot.

Quant aux médecins, Molière et d'autres se sont chargés de les peindre.

Laissons de côté les magistrats, les prêtres, les financiers, les commerçants, et même les journalistes et les critiques.

Chacun voit les choses avec son cerveau, éduqué dans un sens spécial et toujours le même.

Il juge les autres à sa mesure. Il est frappé par leurs défauts et ne s'aperçoit pas que lui-même subit l'ambiance du milieu dans lequel il vit.

C'est là vraiment l'histoire « de la paille et de la poutre ».

On peut dire que les combattants de la grande guerre redevenus civils ont bien vu ce qu'ils ont vu, mais n'ont vu que cela. *On peut dire* qu'ils ont le droit de parler de la tactique des petites unités qu'ils connaissent mieux que personne, mais qu'ils ont tort de s'occuper de la stratégie qu'ils ignorent.

Car il ne suffit pas de s'intéresser à une question pour en parler savamment. Il faut, avant tout, la connaître.

Encore une fois, le bon sens est indispensable pour bien juger, mais il est inopérant s'il ne s'appuie pas sur la connaissance exacte d'un objet nettement défini.

Nous autres militaires, nous serons heureux d'initier nos concitoyens aux mystères de la vie militaire, qui n'ont rien de troublant. Nous ne demandons que cela. Mais, pour pénétrer ces mystères, il est indispensable, malgré leur simplicité, de faire quelques études préalables et sérieuses. Qu'on donne un rabot au critique habitué à manier le scalpel, je gage qu'il se rabotera les mains !

Il faut étudier, même pour connaître l'art militaire élémentaire.

Quant aux hautes parties de cet art, laissons-les, si vous le voulez bien, à quelques spécialistes dûment choisis ; car, pour les bien pénétrer, il n'est pas trop de toute une vie.

Tous les savants peuvent dire que plus ils avancent dans leurs études et plus ils s'aperçoivent qu'il leur reste toujours davantage à apprendre. Les savants militaires sont comme leurs collègues civils.

A chacun son métier, les vaches seront bien gardées.

On peut dire que le corps militaire mérite l'estime et le respect de la nation et que l'idéal dont

celle-ci pare la loi particulière qui le régit est très justifié par les services qu'il a rendus dans le passé lointain comme dans le plus récent.

Ce respect n'est en aucune façon contraire à l'intérêt du pays, car il n'empêche pas, comme on l'insinue, que les citoyens déploient toutes leurs ressources pour son salut.

Voyons, monsieur le critique, vous nous racontez de bonnes histoires, mais elles sont fausses.

Jadis, au détestable temps du moyen âge et de la féodalité, il était des militaires pour lesquels vous semblez avoir une certaine sympathie, qui se nommaient les seigneurs, barons, comtes, ducs... de tel ou tel endroit. Ces militaires possédaient un nombre restreint, très restreint, d'hommes d'armes qui assuraient en temps normal la garde de leur bonne ville ou de leur château fort. Quand le danger menaçait, les paysans fuyant devant l'envahisseur se réfugiaient dans les murs de la ville ou du château. Comme les hommes d'armes du prince étaient en nombre insuffisant pour garnir ses murailles, bourgeois et paysans s'armaient et, renforçant les soldats de métier, prenaient leur bonne part dans la défense. Après quoi, l'ennemi repoussé, chacun retournait à ses affaires.

Quelle différence y a-t-il entre cette manière de faire moyenâgeuse et celle que nous pratiquons?

Cette différence n'est pas de nature, elle est de degré.

Voilà pourquoi vous commettez une mauvaise

action en disant que les militaires, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui, empêchent les civils, leurs concitoyens, de déployer toutes leurs ressources pour le salut du pays. Vous savez bien que les militaires sont les premiers à faire appel aux civils, puisque les « vrais militaires », ceux dont la vie est consacrée au métier, sont en nombre infime par rapport aux civils. Ils ont besoin des civils autant que les civils ont besoin d'eux.

Ces militaires veulent vous donner les cadres dont vous ne pouvez pas vous passer; car, s'il est vrai que les officiers de complément sont devenus, pour un bon nombre, d'excellents militaires au bout de quelques semaines, quelques mois ou quelques années de guerre, ils sont les premiers à reconnaître qu'ils auraient été fort empêtrés s'ils s'étaient trouvés seuls avec des troupes improvisées, comme eux-mêmes l'étaient, à lutter contre les troupes commandées et instruites des Allemands.

Je ne souhaite pas pour mon pays, qu'écoutant votre voix de sirène, il renonce aux services des bons militaires pour s'en remettre aux mains de civils, si intelligents qu'ils puissent être.

Je préfère ne pas voir le spectacle de la lutte qui s'engagera entre votre cohue civile de plusieurs millions de citoyens qui ne seront plus des soldats et la *Reichsheer* allemande de 100 000 hommes ayant douze ans de service, renforcée par 250 000 agents de la *Schupo*, vrais et vieux militaires !

Je ferme les yeux pour ne pas voir cette mêlée, et pourtant je vois quelque chose qui ressemble à la lutte des légions romaines contre la masse hurlante des Barbares, à la lutte de la discipline contre le désordre.

Savez-vous comment les Romains nommaient le résultat? Ils appelaient cela : *cædes* ! et la *cædes* antique, c'est le massacre et la tuerie.

Voilà ce que vous nous préparez !

Non, merci !

Et, puisque le nom de Rome paraît à la fin de cet ouvrage, permettez-moi, lecteur, de faire un rapprochement entre trois citations :

1° « La grandeur de Rome s'est édifiée justement sur ceci, que l'élite des citoyens s'intéressait passionnément à la chose militaire. Les jeunes gens des grandes familles, après s'être initiés à l'éloquence, à la philosophie, briguaient des fonctions à l'armée, qu'ils remplissaient de leur mieux pour s'acquérir du renom. Ils revenaient ensuite prendre part aux luttes politiques. Ainsi, il n'y avait pas de cloison étanche entre le gouvernement et la défense du pays. Cela n'empêchait point qu'il y eût une armée de métier, une profession militaire pour la garde de l'empire et l'instruction des soldats. » (JEAN DE PIERREFEU.)

2° Parlant de la société dans la Gaule romaine, Fustel de Coulanges écrit : « Elle estimait grandement les professions de médecin, de professeur, d'avocat ; elle n'estimait pas celle d'officier et de

soldat et la laissait aux gens de bas étage. Mieux eût valu pour l'aristocratie et la société qu'elle dirigeait, qu'elle eût moins de délicatesse de mœurs et plus de force physique, moins d'esprit et plus de volonté ! »

3° Guibert, faisant remarquer que c'est à la politique qu'il appartient de constituer les forces militaires « relativement au génie et aux moyens de la nation », montre comment, chez les Romains, se faisait l'éducation militaire de la jeunesse — c'était autre chose que notre I. P. — et termine en disant que la force des Romains provenait « des rapports importants qui liaient leurs constitutions militaires à leurs constitutions politiques » !

Réfléchissons, mes frères !

Nous ne sommes pas des Romains, mais des Gaulois incorrigibles, bavards, et nous aimons à nous dénigrer nous-mêmes devant l'étranger qui nous écoute. Nous sommes des Gaulois. Le maître Fustel a raison, et nous sommes demeurés tels qu'il dépeint nos ancêtres.

Et Pierrefeu voit bien la nécessité d'une armée de métier, qui, à l'instar de l'armée romaine, recevra ses grands chefs de l'aristocratie politique, et qui se contentera de monter la garde...

Non, merci, cela ne nous suffit pas. Car il y a un vieux proverbe militaire qui dit :

« Il n'y a que les... imbéciles qui montent la garde ! »

Gardez ! Gardez ! tentateur.

ÉPILOGUE

Mon démon familier, qui se nomme (si le lecteur s'en souvient encore) M. D. F. II, m'avait laissé travailler et avait veillé à écarter de moi les gêneurs.

Voyant que la fin de ce livre approchait, il est revenu s'asseoir sur ma cheminée, contemplant avec pitié ma Victoire toujours aptère !

M. D. F. II. — J'ai rencontré ce matin M. D. F. Ier. Il m'a raconté une chose fort intéressante !

Moi. — Quelle est donc cette chose?

M. D. F. II. — Voici. Mon ami M. D.F. Ier, profitant des loisirs que lui laisse sa brouille momentanée avec son maître, est allé faire un tour aux Enfers.

Il a rencontré là notre vieux Plutarque, et Plutarque lui a dit :

« M. D. F., va dire à ton maître que je suis ici par la volonté des peuples reconnaissants, et que je ne quitterai pas la place, quand bien même tous les scalpels de tous les princes de la critique se lèveraient sur ma tête.

« Va, M. D. F.! Cours, vole... et ne reviens plus. »

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PRÉFACE 7
AVANT-PROPOS 11

PREMIÈRE PARTIE. — *Les Protestataires*.. 19

DEUXIÈME PARTIE. — *Commandement et État-Major*.

CHAPITRE Ier. — La caste militaire 39
— II. — L'État-Major 73
— III. — L'École supérieure de Guerre ... 93
— IV. — Le commandement 104

TROISIÈME PARTIE. — *Deux graves questions*.

CHAPITRE Ier. — La politique et la stratégie 121
— II. — La faillite de l'art militaire ... 141

QUATRIÈME PARTIE. — *La Guerre*.

CHAPITRE Ier. — Le plan XVII 183
— II. — La bataille de la Marne 188
— III. — L'offensive 198
— IV. — La contre-offensive 205

Pages

CINQUIÈME PARTIE. — *Quelques hérésies.*

Le soldat. — Les moyens. — Le chef. — Les officiers de complément. — L'esprit militaire. — L'appel au soldat. — L'appel au civil. — La levée en masse. — Les historiens et la vérité. — La bataille truquée 225

SIXIÈME PARTIE. — *Joffre, Foch, Pétain.* 249

CONCLUSION..... 256
CHAPITRE Ier. — Ne dites pas..... 256
— II. — Peut-on dire ?..... 265
ÉPILOGUE..... 274

CORBEIL. — IMPRIMERIE CRÉTÉ

LA RENAISSANCE DU LIVR
78, Boul. St-Michel, 78

DOCUMENTS et TÉMOIGNAGES CONTEMPORAINS

Volumes in-18 jésus (185 × 117)

L'effort français, par JOSEPH BÉDIER 5

La deuxième bataille de la Marne, par JEAN DE PIERREFEU. 2

La Voie sacrée, par PAUL HEUZÉ 2

Sous l'Armure (Les Chars d'Assaut), par PIERRE LESTRINGUEZ. Prix net 5

L'Offensive du 16 avril, par JEAN DE PIERREFEU, 1 volume. 3

Histoire d'une Division de Couverture, par J.-M. CARRÉ. Prix net. 5

Les Aventures de l'Armée d'Orient, par EDOUARD HELSEY. Prix net. 6

Les Camions de la Victoire, par PAUL HEUZÉ. Prix net . . . . . 5 f

Médecins et Militaires, par PAUL ABRAM. Prix net. 6 f

La Bataille devant Souville, par HENRY BORDEAUX. Prix net . . . . . 7 f

Le Maréchal Lyautey, par AMÉDÉE BRITSCH . . . 6 7

Dans les Coulisses de l'Aviation, par G. HUISMAN 7 5

La gloire de Verdun, par H. BOUVARD 6 7

Politique et Politiciens pendant la guerre, par L. MARCELLIN, 2 vol. Chaque vol . . . . . 10 fr

Le Rôle du général Galliéni, par PAUL PILANT, 1 volume 4 5

La Troisième armée dans la bataille, par le général TANANT. . . . . 7 fr

CORBEIL, IMP. CRÉTÉ.

LR.21.5.65.

D
523
P58
1921

Plutarque n'a pas menti
30. éd.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 17 04 06 017 4